GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 8€

Trimestriel n° 156 – 27e année – octobre-décembre 2008

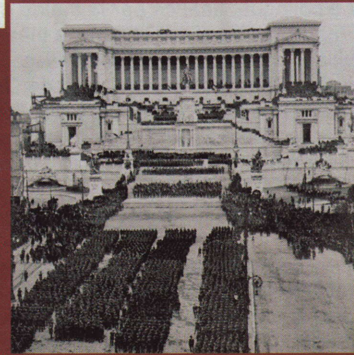
Quand les hommes mesuraient les hommes

Soudan, *L'Illustration*, octobre 1892.



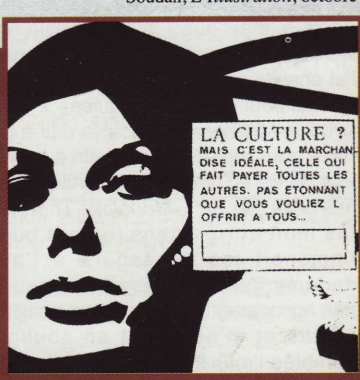
Frères Henry

La propagande par le fait



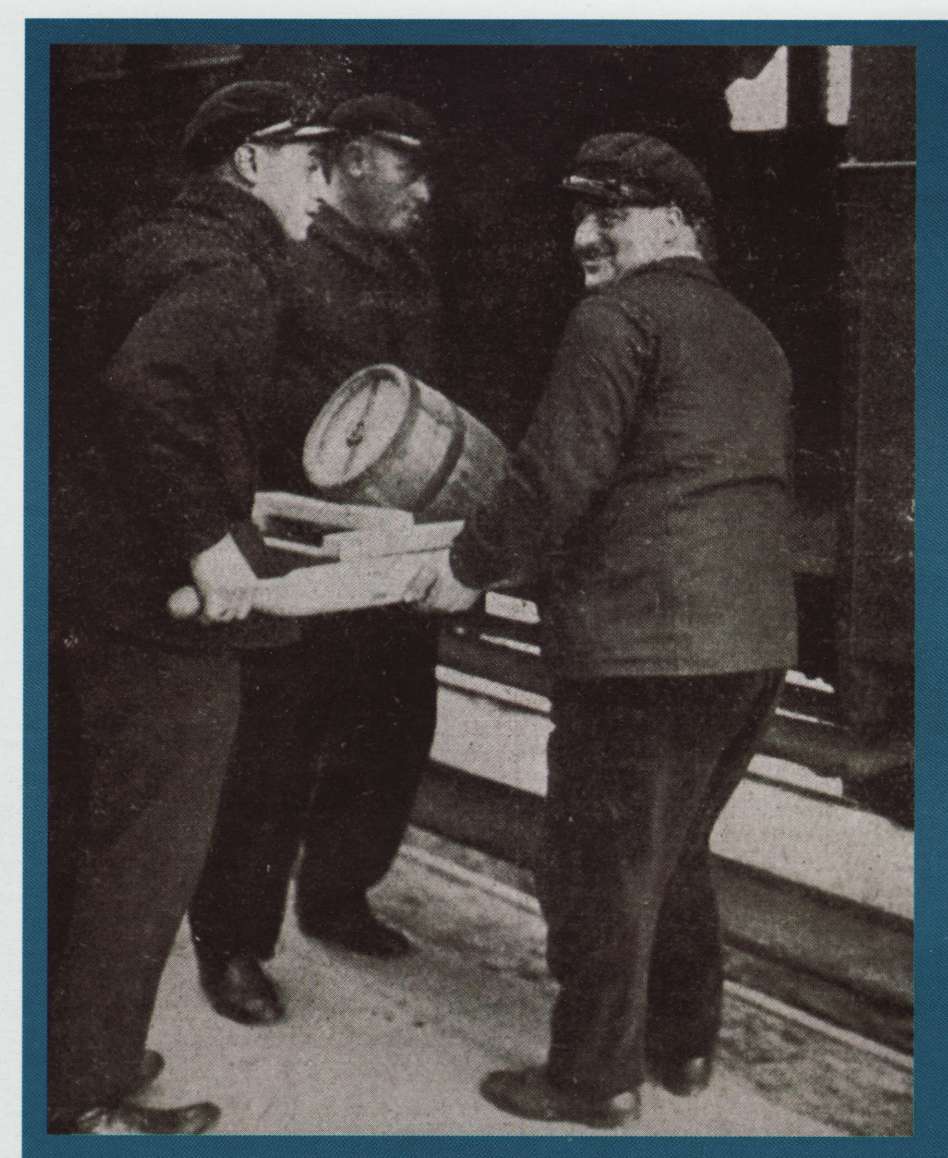
Italie, 1918

Le communiqué de la victoire



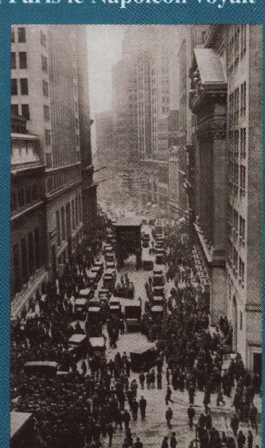
Ken Knabb

entre situationnisme et contre-culture



HISTOIRE ET ACTUALITÉ

Surprenante image à Cherbourg en ce 5 novembre 1929 : 56 fûts remplis de 80 kilos d'or sont déchargés du paquebot *Berengaria* en provenance des États-Unis pour embarquer à bord du train de Paris. C'est une des toutes premières conséquences du krach financier. Une banque américaine, débitrice de la banque Lazard frères à Paris, règle ainsi ses dettes. Plus de jeu d'écritures, la confiance n'est plus là et la monnaie papier s'est effondrée. Reste l'or, valeur refuge. On retrouve cette situation depuis quelques semaines avec des épargnants qui, à Londres, faisaient la queue début octobre pour transformer leur argent en or, tandis qu'à Paris le Napoléon voyait son cours s'envoler. Et les photos de 1929, comme celle de notre dernière page (*L'Illustration* du début novembre 1929), sortent des livres d'histoire pour illustrer l'actualité de cet automne.



La revue *Gavroche* représentée à un colloque international

Lorsque Costas Valetas, homme de lettres grec, me proposa de participer au colloque qu'il organisait à Lesbos sur les *« revues littéraires au point de vue de leur contribution à la culture et la littérature »*, je songeai à *Gavroche* en trouvant un titre de communication, « la revue historico-littéraire *Gavroche* », qui rapprochait la revue de la littérature. D'une part, les articles que je propose ont toujours une orientation socio-historico-littéraire puisque je suis avant tout homme de lettres. D'autre part, c'était un moyen de porter la revue sur une scène, certes grecque, mais aussi internationale en raison de la présence de dix-huit nationalités. J'ai ensuite envoyé mon texte à Catherine Valetas pour qu'elle le traduise.

Arrivé à Athènes, je passai la nuit à l'hôtel Plaza pour repartir tôt le matin à l'aéroport pour un vol en direction de Mytilène. Je fus interpellé par un *« Monsieur Theuriau ! »* dès mon entrée dans le petit bus qui emmenait les passagers à l'avion. Madame Valetas m'avait reconnu. Elle était accompagnée de la jeune cousine de Costas et m'accueillit en soulignant d'emblée l'intérêt qu'elle avait pour mon thème de communication.

« Et votre trisaïeul, fondateur des bibliothèques populaires…

- Ferdinand Fauchereau ! », lui répondis-je.

« Mais tu connais les écrits de M. Theuriau ! », souligna la cousine Thalia étonnée.

« C'est parce que je viens de traduire son texte », expliqua-t-elle.

Catherine connaît bien les revues. Mais c'était la première fois qu'elle entendait parler de *Gavroche*, qui lui rappelait le personnage des *Misérables*. Pour Thalia, cela évoquait le nom d'un restaurant gastronomique.

Le colloque, financé par la mairie d'Agia Paraskevi, se déroulait dans le théâtre du village du 4 au 7 septembre. Discours du maire Georges Kyriazis, puis de Costas Valetas qui souligne qu'il dirigera jusqu'à sa disparition la revue fondée par son père Georges en 1971, *Les Lettres éoliennes*, revue progressiste de « combat », d'engagement contre la guerre, contre l'américanisation. Sous l'occupation, la maison de Georges Valetas (célèbre écrivain, historien et cirtique littéraire lesbien reconnu dans toute la Grèce) à Argenos, transformée par la suite en musée, était le haut lieu de la résistance contre le belligérant qui craignait de s'aventurer trop près de cette « forteresse ».

Le jour de mon allocution, j'ai retracé l'histoire de *Gavroche* depuis sa création, avant d'aborder mes rapports d'écrivain-chercheur avec la revue :

1. Historique de la revue
1.1. *Le Peuple français*
1.2. *Le Peuple français* nouvelle série
1.3. *Gavroche*
2. Mes rapports avec la revue
2.1. L'éducation et la culture populaire
2.2. La littérature d'engagement social
2.3. Le Prix Louis Desternes

En définitive, les revues littéraires, historico-littéraires ou artistico-littéraires, en dehors d'un ou deux pays, déclinent depuis la fin des années soixante-dix, voire périclitent. Les finances manquent, et lorsque cela fonctionne, c'est avec un nombre d'abonnés qui décroît, et souvent grâce au travail de bénévolat. Ma communication sera publiée en grec dans les actes du colloque en 2009. L'ouvrage sera ensuite vendu dans les différents pays représentés, pour diffuser, selon la lenteur habituelle de ce genre de publication, sa substantifique moelle, espérons-le, avant les calendes grecques !

Frédéric-Gaël THEURIAU

SOMMAIRE N° 156


Le mouvement anarchiste français et la propagande par le fait : l'exemple des frères Henry


Les revendications sociales à l'arsenal de Rennes durant la Première Guerre mondiale


Le Bollettino della Vittoria du général Diaz : que peut-il nous dire de l'histoire des hommes ?


La poésie de Victor Gelu, son temps et son espace


Quand les hommes mesuraient les hommes
Anthropométrie et anthropologie physique au XIXᵉ siècle


Ken Knabb, l'Internationale Situationniste et la contre-culture nord-américaine



Revue trimestrielle d'histoire populaire, Numéro 156, 4ᵉ trimestre 2008. BP 863 27008 Evreux Cedex.
Tél.: 02 32 39 50 50. Courriel: revue@gavroche.info. Site Internet: http://www.gavroche.info
Directrice de la publication: Sophie VIRLOUVET.
Collaborations pour ce numéro: J.F. AMARY, W. BADIER, J. CUCARULL, J.L. DEBRY, A. DELL'UMBRIA, J.P. DEPÉTRIS, G. DOIZY, C. JACQUIER, J.J. LEDOS, C. HEIMBERG, F. ROUX, F. SAENEN, D. VINSON.
Commission paritaire: 0712K81974. I.S.S.N.: 02-42-9705 © Gavroche. Tous droits de reproduction réservés.
Distribution en librairie: DIFFUSION POPULAIRE, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél.: 01 40 24 21 31.
Publication, secrétariat de rédaction et mise en page: Scoop Presse – BP 863 – 27008 Evreux cedex. Impression: 27 Offset – 27930 Gravigny.

Le mouvement anarchiste français et la propagande par le fait : l'exemple des frères Henry



L'explosion à la Chambre des députés. Le Journal illustré, *17 décembre 1893*.





SALLE DU COMMERCE, 94, FAUBOURG DU TEMPLE, 94
SAMEDI 18 JUIN 1892, à 8 heures 1/2 du soir

2E GRAND MEETING

Public et Contradictoire

ORDRE DU JOUR :

1° Les récentes explosions de dynamite, leurs causes ; 2° La misère et ses conséquences ; 3° La grève des employés du funiculaire ; 4° Les poursuites exercées contre les orateurs du dernier Meeting.

PINI ET RAVACHOL

Orateurs inscrits : Henri FORTUNÉ, Michel ZÉVACCO, POULAIN, Jacques PROLO.

Contradicteurs : Marquis DE MORÈS, MORDACQ (Socialiste).

Invités par lettre : MILLEVOYE, Député, CAMÉLINAT, Ancien Député, PICAU, Conseiller Prud'homme, Alain GOUZIEN.



Photographie d'Émile Henry. Archives de la Préfecture de police, BA 1115.

Affiche annonçant un meeting anarchiste. PP BA77.

L'explosion de la rue des Bons-Enfants. Le Petit Parisien, *19 novembre 1892.*

La fin du XIXe siècle voit se multiplier les attentats terroristes perpétrés par des militants anarchistes dans le but de réveiller les masses. Cet épisode de « propagande par le fait » révèle alors une division idéologique entre les partisans de deux conceptions de l'anarchie : l'une sociale, collective, et l'autre individualiste.

Au congrès anarchiste international de Londres de juillet 1881, le mouvement libertaire dans son ensemble affirme *« la nécessité de joindre à la propagande verbale et écrite la propagande par le fait*[1] *»*. Pour les anarchistes, le moment semble alors venu de propager l'idée révolutionnaire *« par des actes*[2] *»*. L'assassinat du tzar Alexandre II par des militants nihilistes russes quelques semaines avant la tenue de ce congrès, ainsi que l'isolement du mouvement anarchiste depuis sa mise à l'écart de l'Internationale en 1872 permettent de comprendre l'évolution stratégique entérinée à Londres. Très concrètement, les anarchistes font donc le choix de tourner le dos à la lutte ouvrière et revendicatrice pour se lancer dans des actions insurrectionnelles afin d'allumer l'étincelle révolutionnaire.

En France, c'est comme le souligne Jean Maitron *« avec un retard d'une décennie sur la théorie*[3] *»* qu'une véritable « épidémie terroriste » se répand, des attentats de Ravachol contre deux magistrats en mars 1892 jusqu'à l'assassinat du président de la République Sadi Carnot par Caserio le 24 juin 1894.

Souvent analysée comme une simple parenthèse dans l'histoire du mouvement anarchiste français, une sorte d'erreur de jeunesse vite surmontée par l'affirmation de la pratique syndicale, la propagande par le fait est assurément un objet historique plus complexe.

L'étude de l'action militante des frères Henry, Fortuné et Émile, qui sont deux acteurs majeurs de ce pic de violence, permet de comprendre la dynamique de la propagande par le fait et de s'interroger sur les clivages idéologiques internes au mouvement libertaire qui se révèlent alors.

Émile dans le sillage de Fortuné

C'est en septembre 1889 que Fortuné Henry apparaît pour la première fois dans les rapports de police. Il est alors considéré comme proche du Parti ouvrier, le mouvement socialiste révolutionnaire de Jules Guesde. Il collabore notamment au journal *Le Parti Ouvrier*. Toutefois, au commencement de l'année 1891, il quitte ce parti pour rejoindre les anarchistes et devenir l'un des principaux promoteurs de la propagande par le fait.

Émile, son jeune frère, s'illustre dans sa jeunesse en réalisant une scolarité exemplaire. Bachelier ès sciences et admissible à l'École polytechnique en 1889, le jeune homme décide brusquement de mettre un terme à ses études. Il devient alors le secrétaire particulier de l'un de ses parents, un puissant industriel. Mais à la suite d'une déception sentimentale et de multiples désillusions sur la société, le jeune Émile se place progressivement en marge de la vie sociale « traditionnelle » : *« J'avais vécu dans des milieux entièrement imbus de la* ●●●

1. Cité dans *Le Révolté*, n° 11, 23 juillet 1881.

2. Dès 1873, Bakounine exhorte les compagnons au passage à l'acte : *« Dans les neuf dernières années on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde* [...] *Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. »* (« Lettre au comité fédéral jurassien », *Bulletin de la fédération jurassienne*, n° 27, 12 octobre 1873)

3. Maitron J., *Le mouvement anarchiste en France*, Tome I, *Des origines à 1914*, Paris, Gallimard, 1992, p. 269.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

• Walter Badier, *Émile Henry*, Éditions libertaires, 2007.
• Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France,* tome I : *Des origines à 1914,* Gallimard, 1992.
• Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes*, Julliard, 1964.
• Gaetano Manfredonia, *L'individualisme anarchiste en France (1880-1914)*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques, 1990.
• André Nataf, *La vie quotidienne des anarchistes en France (1880-1914)*, Hachette, 1986.
• Max Nettlau, *Histoire de l'anarchie*, Éditions de la Tête de Feuilles, 1971.
• Alain Pessin, *La rêverie anarchiste 1848-1914*, Librairie des méridiens, 1982.
• Jean Préposiet, *Histoire de l'anarchisme*, Tallandier, 1993.

●●● *morale actuelle. J'avais été habitué à respecter et même à aimer les principes de patrie, de famille, d'autorité et de propriété. Mais les éducateurs de la génération actuelle oublient trop fréquemment une chose, c'est que la vie* [...] *se charge bien* [...] *de dessiller les yeux des ignorants et de les ouvrir à la réalité. C'est ce qui m'arriva*[4]. » Par conséquent, même si Fortuné l'a probablement initié aux idées anarchistes et introduit dans les groupes, l'engagement d'Émile relève essentiellement d'une sensibilité personnelle. À partir du milieu de l'année 1891, à peine âgé de 19 ans, il s'investit pleinement dans le mouvement libertaire. Au sein de celui-ci, il demeure quelque peu dans l'ombre de son frère qui devient, à partir du début de 1892, l'un des principaux orateurs des réunions publiques qu'organisent alors les libertaires. En effet, tandis qu'Émile s'emploie en coulisses à l'organisation des meetings, Fortuné occupe le devant de la scène.

Après les attentats et l'arrestation de Ravachol, et alors que l'exaltation de la violence se généralise dans le mouvement anarchiste, Fortuné Henry participe à de multiples conférences dans le but de défendre Ravachol et surtout d'appeler à la poursuite de la propagande par le fait. Ainsi le 18 juin 1892, au cours d'un meeting parisien à la salle du Commerce, il affirme qu'il faut *« continuer de frapper jusqu'à ce que la bourgeoisie disparaisse, et s'il faut pour sauver la moitié de l'humanité, tuer l'autre, qu'on la tue*[5]. ». Le 6 août à St-Quentin, il appelle les anarchistes présents à *« ouvrir le ventre à quatre ou cinq patrons »* : *« Nous les jetterons par la fenêtre* [...] *Nous les dynamiterons* [...] *Il ne faut pas pérorer, mais agir*[6]. » En plus de ces conférences, Fortuné Henry, qualifié de *« commis voyageur en anarchie »* par la police, rédige une brochure intitulée *Ravachol anarchiste ? Parfaitement*, véritable plaidoyer en faveur du terroriste[7]. Informés de ses activités, les services de police interpellent une première fois Fortuné le 31 mai 1892, ainsi qu'Émile, avant de les relâcher quelques heures après, faute de preuves. Cependant le 8 décembre 1892, l'aîné des frères Henry fait de nouveau l'objet d'une interpellation et est cette fois-ci condamné à deux années de prison.

À la différence de son frère, il semble qu'Émile soit, du moins dans un premier temps, hostile au « terrorisme aveugle » de Ravachol : *« Un véritable anarchiste* [...] *va abattre son ennemi ; il ne dynamite pas des maisons où il y a des femmes, enfants, travailleurs et domestiques*[8]. » Toutefois, devant l'impact médiatique des premiers attentats de 1892 et de la personnalité de Ravachol, Émile Henry, comme bon nombre de libertaires d'ailleurs, modifie son jugement initial : *« Les actes de brutale révolte* [...] *portent juste, car ils réveillent la masse, la secouent d'un violent coup de fouet, et lui montrent le côté vulnérable de la bourgeoisie, toute tremblante encore au moment où le révolté marche à l'échafaud*[9]. » Plus encore, il devient un fervent défenseur de la propagande par le fait et participe de manière active au débat qui traverse alors l'anarchisme sur cette question. Considéré comme un intellectuel, il se transforme rapidement en un homme d'action. Pour Jean Maitron, *« le fanatisme insensibilisa cette âme hyper-sensible*[10] *»*.

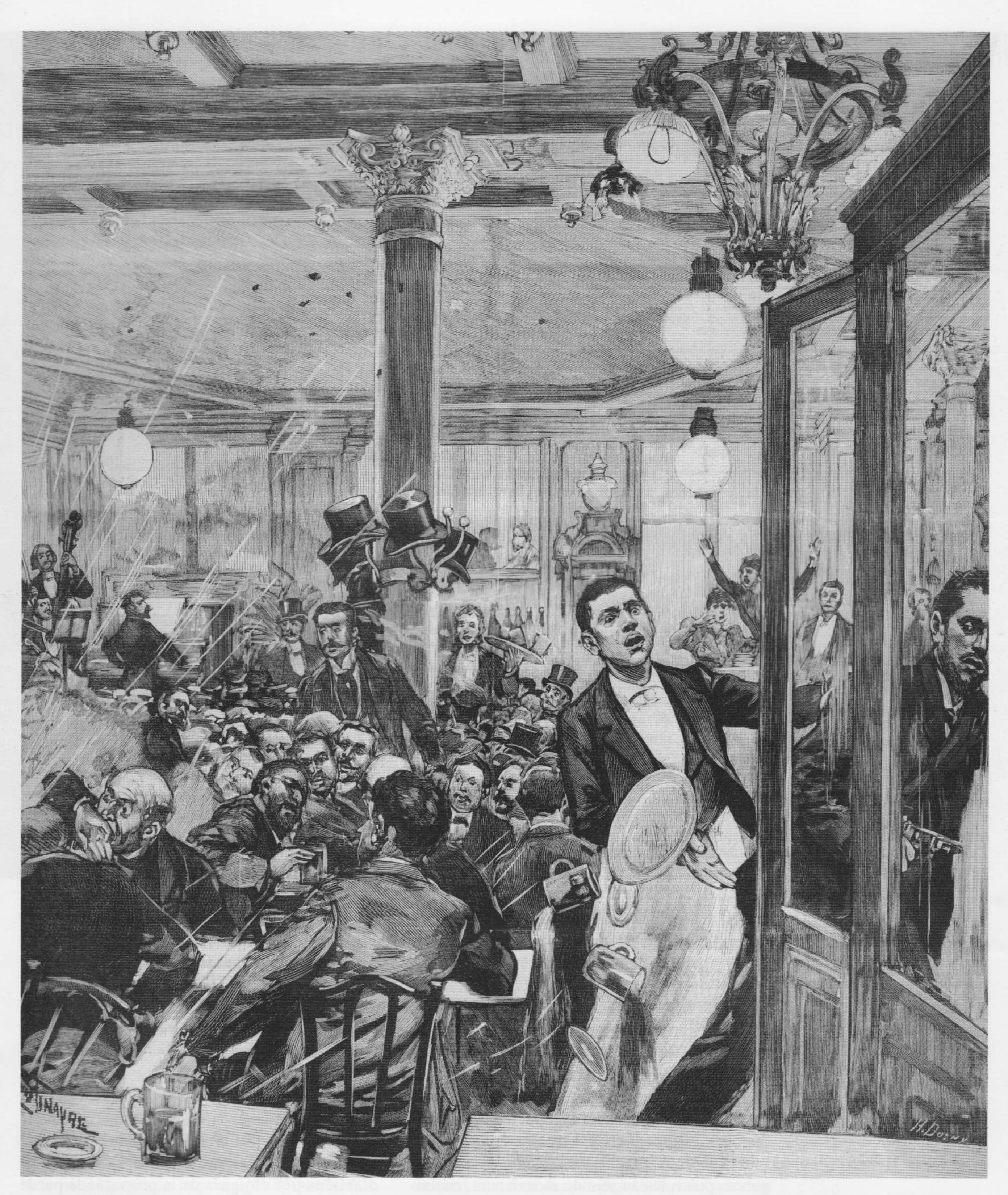
Passage à l'acte

Observateur passionné de la grève des mineurs de Carmaux, il ressent l'échec d'une partie de leurs revendications de manière douloureuse et interprète leur reprise du travail comme un aveu d'impuissance. Aussi, probablement avec la complicité d'autres anarchistes, Émile Henry dépose le 8 novembre 1892 à la Société des Mines de Carmaux à Paris une bombe qui explose, par un concours de circonstances, au commissariat de la rue des Bons-Enfants, entraînant la mort de cinq personnes[11]. À travers cette action terroriste, Émile Henry et ses complices entendent à la fois démontrer à l'ensemble du prolétariat la détermination des anarchistes et la vulnérabilité de la bourgeoisie, mais aussi réaffirmer au sein du mouvement libertaire l'efficacité de la propagande par le fait, de plus en plus contestée par les leaders de l'anarchisme européen.

Son acte « de propagande » accompli, il se réfugie en Angleterre. Observant avec dépit la passivité de l'opinion publique à la suite de l'attentat de la rue des Bons-Enfants, il s'affirme de plus en plus comme un anarchiste de tendance individualiste. En effet, comme Bakounine à la fin de sa vie, il se résigne au fait *« que la pensée, l'espérance et la passion révolutionnaires ne se trouvent absolument pas dans les masses*[12] » et se rapproche des positions de son ami Zo d'Axa : *« Vivre sans croire au paradis divin et sans trop espérer le paradis terrestre. Vivre pour l'heure présente,* [...] *vivre et palper cette existence dans le plaisir hautain de la bataille sociale. Individuellement nous courrons aux assauts qui nous appellent*[13]. » Cet appel à l'action, Émile Henry le ressent après le vote du premier volet des lois contre les anarchistes, qualifiées par les socialistes de « lois scélérates », et la gigantesque répression qui s'abat sur les libertaires après l'attentat de Vaillant à la Chambre des députés le 9 décembre 1893.

Souhaitant désormais frapper l'ensemble de la société, il s'attaque aux paisibles consommateurs du café Terminus le 12 février 1894. Sa bombe blesse une vingtaine de personnes, dont l'une mortellement. En justifiant son attentat par la phrase devenue célèbre *« il n'y a pas d'inno-*

4. Extrait de la déclaration lue par Émile Henry au cours de son procès, *Gazette des Tribunaux*, 29 avril 1894.
5. Archives de la Préfecture de police BA77, rapport de police daté du 22 juin 1892.
6. Archives Nationales F/7/15968, rapport de police daté du 12 novembre 1892.
7. Cette brochure est vraisemblablement éditée en juillet 1892 à quelques milliers d'exemplaires.
8. *The Fortnightly review*, 1er septembre 1894, article de C. Malato.
9. *L'En Dehors*, le 28 août 1892 (n° 69), article : « Camarades de l'En Dehors » de E. Henry.
10. Maitron J., *Le mouvement anarchiste en France*, Tome I, *Des origines à 1914*, Paris, Gallimard, 1992, p. 242.
11. Les circonstances exactes de cet attentat demeurent encore à l'heure actuelle mystérieuses.
12. Extrait d'une lettre de Bakounine datée du 15 février 1875 (cité par Préposiet J., *Histoire de l'anarchisme*, Paris, Tallandier, 1993, p. 92).



cents[14] », il rend les masses directement responsables de leur asservissement. Alors que les précédents attentats avaient pour ambition d'éclairer le prolétariat en frappant les détenteurs du pouvoir judiciaire, politique ou économique, celui du café Terminus apparaît uniquement comme une sanction à l'égard de la passivité du peuple, sans réelle dimension propagandiste.

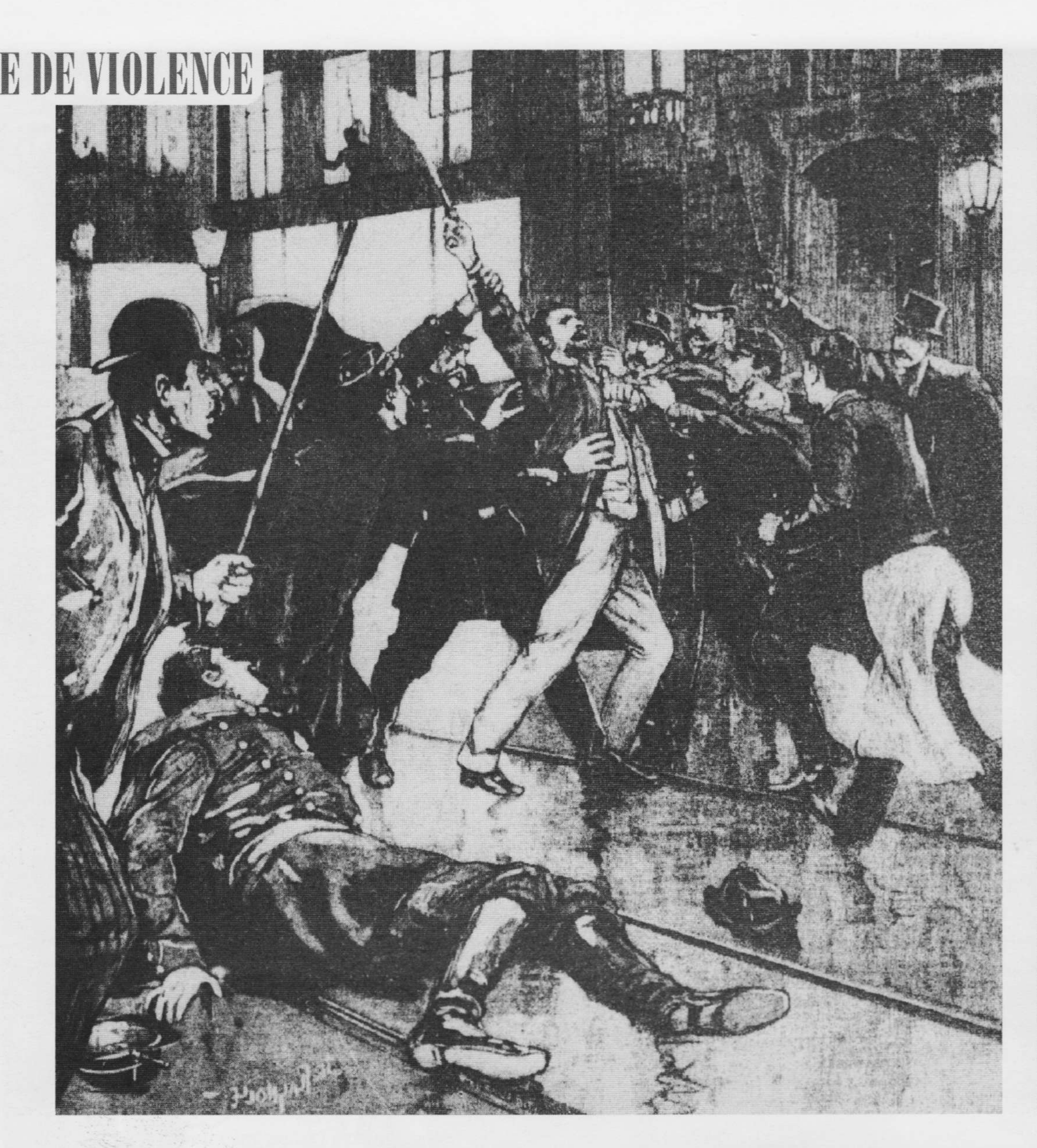
Après avoir lancé cette bombe au café Terminus, Émile Henry est interpellé par les forces de l'ordre, avec l'appui de la foule. Soixante-quatorze jours après son arrestation, il comparaît devant les assises de la Seine. Son attitude au cours des deux journées d'audience donne à ce procès un grand retentissement. Profitant de la formidable attention portée à son sujet, il explique les fondements de la pensée anarchiste et s'évertue à provoquer les principaux protagonistes de cette affaire et à travers eux naturellement, la société dans son ensemble. Cette détermination, doublée d'une absence quasi totale d'émotion, fait de lui selon Clemenceau le *« St Just de l'anarchie*[15] ». Condamné à la peine capitale, il n'utilise aucun des recours mis à sa disposition pour échapper à la mort. Le 21 mai 1894, à vingt et un ans, le « benjamin de ●●●

L'explosion au café Terminus. Le Monde illustré, *17 février 1894*.

13. Propos de Zo d'Axa (Salmon A., *La terreur noire*, Paris, J.J. Pauvert, 1959, p. 417-418).

14. Extrait de la déclaration lue par Émile Henry au cours de son procès, *Gazette des Tribunaux*, 29 avril 1894.

15. *La Justice*, 1er mai 1894, article : « Le condamné » de G. Clemenceau.



●●● l'anarchie[16] » est exécuté place de la Roquette, non sans avoir fait preuve une nouvelle fois de courage dans cette ultime épreuve.

Un extrémisme qui divise

Célébré pour son intelligence et son abnégation, Émile Henry n'est toutefois pas considéré par les anarchistes français à l'égal d'un Ravachol ou d'un Vaillant. En effet, en plus de heurter la sensibilité de l'opinion publique et de déprécier l'image de l'anarchisme, son extrémisme accentue et révèle au grand jour les divergences présentes au sein du mouvement, cristallisées autour de la question de la propagande par le fait, entre les tenants d'une approche « sociale », fondée sur l'action collective de masse et les partisans d'une conception « individualiste ». Ainsi, tandis que pour Octave Mirbeau, *« un ennemi mortel de l'anarchie n'aurait pas mieux agi que cet Émile Henry*[17] », les principales personnalités du courant individualiste, que ce soit Cabot, Martinet ou encore Libertad, reconnaissent l'engagement et l'action du jeune terroriste. Incontestablement, Émile Henry n'est pas un propagandiste par le fait comme les autres.

Même Fortuné Henry éprouve, à sa sortie de prison en septembre 1894, une certaine gêne à l'égard de l'attentat du café Terminus, préférant souligner le désintéressement de son frère : *« C'est un crime passionnel qu'il a commis. Je ne veux ni excuser ni expliquer mon frère, c'est l'avenir qui le jugera. On peut réprouver la bombe* [...] *on peut dire que c'est une folie, mais on ne peut pas dire que c'est un vil intérêt qui l'a poussé. »*

Poursuivant son intense activité militante, Fortuné s'oriente d'ailleurs vers des moyens d'actions très éloignés de la propagande par le fait. Membre de la ligue antimilitariste, il figure notamment parmi les délégués français au congrès antimilitariste d'Amsterdam de juin 1904. Il est également le principal animateur de la colonie anarchiste « L'Essai », située dans la forêt des Ardennes près d'Aiglemont, de sa fondation en 1903 jusqu'à sa dissolution en 1909.

Le parcours des frères Henry reflète donc parfaitement ce moment très particulier dans l'histoire de l'anarchisme qu'est la propagande par le fait. Dans un premier temps séduits par la violence terroriste et la personnalité de

16. Surnom attribué par J. Maitron à Émile Henry dans son ouvrage, *Ravachol et les anarchistes*, Paris, Julliard, 1964.

17. Propos d'Octave Mirbeau extrait du *Journal*, daté du 28 avril 1894.



Ravachol, les anarchistes prennent rapidement conscience du peu d'impact de cette stratégie révolutionnaire sur les masses. C'est d'ailleurs après avoir perçu l'absence d'effet d'entraînement des attentats sur le peuple, qu'Émile Henry se décide à frapper les clients du café Terminus. Cet acte terroriste constitue donc, d'une certaine manière, le symptôme de l'échec de la propagande par le fait. Plus encore, l'extrémisme de ce jeune terroriste accélère l'éloignement des libertaires de l'approche individualiste du combat anarchiste, et plus globalement l'arrêt de la propagande par le fait. D'ailleurs, quelques semaines seulement après l'exécution d'Henry, Caserio, en poignardant le président de la République Carnot, effectue le dernier acte retentissant de cette vague d'attentats. Une page se tourne alors dans l'histoire de l'anarchisme français.

Dès octobre 1894, Émile Pouget préconise dans les colonnes du *Père Peinard* l'entrée des anarchistes dans les syndicats. La création de la Confédération Générale du Travail (CGT) en 1895 marque le début d'une ère nouvelle dans l'histoire du militantisme libertaire, celle de l'anarcho-syndicalisme. Pour les partisans de l'entrée des libertaires dans les syndicats, devenus très largement majoritaires, la période des bombes et des attentats se trouve définitivement rejetée, « *chassée dans les limbes de l'anarchisme, parmi les choses à oublier, parmi les "déviations"*[18] ». Quant aux tenants de l'action individuelle, hostiles à l'évolution « *"trade-unioniste" de l'anarchisme*[19] » et rejetés par la nouvelle orthodoxie, ils assument à partir de ce moment des positions de plus en plus ouvertement individualistes. Ainsi à l'issue de la propagande par le fait, et au terme d'un lent processus amorcé au début des années 1880, une scission se produit au sein de l'anarchisme entre les individualistes et les sociétaires, brisant définitivement l'unité du mouvement. Par conséquent la propagande par le fait apparaît bien comme la phase ultime et décisive du débat interne concernant l'orientation de l'anarchie. C'est l'échec politique de la conception individualiste de la lutte anarchiste qui détourne la majorité des militants de ce type d'action et les conduit à se lancer, par le biais des syndicats, à la conquête de la classe ouvrière. ■

Walter BADIER

Page de gauche : L'arrestation d'Émile Henry. Le Petit Parisien, *25 février 1894.*

Ci-dessus : L'attentat contre Carnot, président de la République. Le Monde illustré, *30 juin 1894.*

18. Manfredonia G., *L'individualisme anarchiste en France (1880-1914)*, Thèse de doctorat, Institut d'Études Politiques, 1990, p. 144.
19. *Ibid.*



Les revendications sociales à l'arsenal de Rennes durant la Première Guerre mondiale

En 1917, les femmes employées à la fabrication d'obus à l'arsenal de Rennes se lancent dans une grève qui renforce pour un temps le poids des syndicats.

Les arsenaux terrestres ont été depuis leur création des lieux à forte identité syndicale[1]. Celui de Rennes, créé pendant la Révolution, produit, depuis la fin du XIXe siècle des obus pour les pièces d'artillerie. En 1914, bien qu'aucun document ne le précise, l'arsenal de Rennes occupe vraisemblablement de 1 500 à 2000 ouvriers. Il connaît une expansion sans pareille à partir de 1916, constituant un pivot essentiel de la production nationale d'armement, car suffisamment éloigné du front des hostilités.

L'explosion des effectifs et l'arrivée des femmes

Pour faire face à l'explosion de la production et compenser les départs des mobilisés, de nombreuses embauches sont effectuées[2]. Il est alors facile de travailler pour l'armement, comme le fait, à 17 ans en 1914 Charles Tillon, qui sera plus tard ministre de l'Air: *« Il en fallait des canons, des munitions. On embauchait à l'arsenal, à gros salaires, pour des journées de 12 heures. Je redevins ajusteur de précision*[3] *»*. En juin 1917, les effectifs s'élèvent, selon les documents, de 12876 à 13630 personnes.

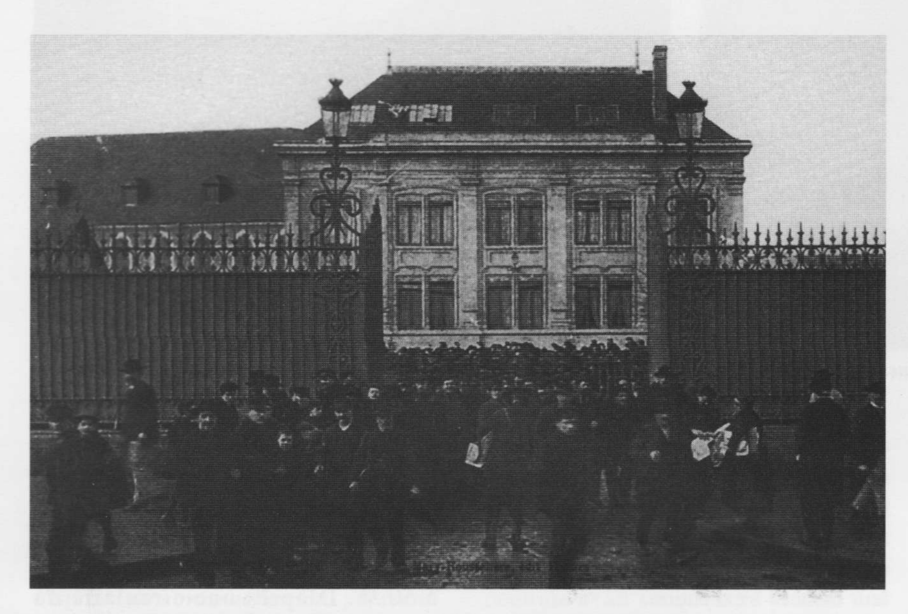
L'entrée massive des femmes dans une activité traditionnellement masculine est une vraie révolution, comme dans beaucoup d'autres professions. Si les besoins immédiats expliquent l'embauche de 1028 femmes en août 1914, le chiffre se stabilise ensuite autour de 2 à 300 et même beaucoup moins en 1915. Elles représentent alors 45 % des embauches, proportion qui diminue à 35 % en 1917.

Toutes ces femmes sont « usineuses », sans qualification. Leur dure condition de travail a été dénoncée à cette époque par la féministe Louise Bodin: *« Vous ne vous êtes donc jamais donné la peine d'aller vous promener du côté de l'arsenal à l'heure où l'équipe de jour remplace l'équipe de nuit? Oh! Je sais, le quartier n'est ni beau, ni tentant et votre robe y serait déplacée. Vous n'avez pas vu le visage flétri, précocement vieilli de la plupart des femmes qui entrent à l'arsenal ou qui en sortent, et leurs expressions de lassitude ? Vous n'avez pas vu leurs bottines usées, leurs jupes et leurs corsages rapiécés, et le seul châle de laine qui couvre leurs épaules par les plus grands froids. Vous ne vous êtes jamais informées de leurs salaires réels. Vous ne savez donc pas qu'après huit heures du travail le plus dur et le plus épuisant, elles vont rentrer chez elles dans leur mansarde, au cinquième des maisons dont vous habitez les confortables étages inférieurs.* [...] *Les*

1. C'est ce que montre la récente thèse de Patrick Mortal, *Les armuriers de l'État du Grand Siècle à la globalisation 1665-1989*, Villeneuve d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion, 2007.

2. Les registres d'embauche sont conservés aux Archives de l'armement et du personnel à Châtellerault.

3. Charles Tillon, *On chantait rouge. Mémoires pour l'Histoire d'un ouvrier breton devenu révolutionnaire professionnel, chef de guerre et ministre*, Paris, Robert Laffont-Opera Mundi, 1977, p. 38. D'août 1914 à novembre 1915, 4727 personnes sont ainsi embauchées.



ouvrières de l'arsenal s'en vont chaque nuit dans la pluie, dans la boue, dans le froid, tandis que vous dormez encore bien douillettement enfouies dans la tiédeur de votre lit[4] ».

Les revendications reprennent : le conflit de 1917

L'arsenal était un bastion pour la CGT. Il semble que dans un premier temps, les nécessités de la guerre amènent un répit et aucun mouvement n'est évoqué par les autorités.

En 1917, au moment où les soldats du front manifestent leur découragement, le mécontentement se fait jour à l'arsenal. Du 5 au 9 juin, les femmes de la douillerie se mettent en grève totale, contrairement aux hommes qui redoutent probablement davantage les sanctions et ne sont que 12 %. Les rapports rédigés quotidiennement par les autorités au cours du conflit permettent de suivre son évolution[5].

Les revendications sont multiples, reprenant à la fois des mots d'ordre syndicaux généraux et d'autres plus spécifiques. Le Syndicat attribue le mouvement à des *« griefs du personnel contre l'attitude de certains officiers ou chefs d'équipe jugés incompétents ou insolents vis-à-vis du personnel féminin »*, un *« bruit répandu que des ouvriers américains viendront bientôt relever le personnel actuel des usines de guerre »*, le *« manque d'harmonie dans le salaire des femmes, les unes recevant 55 fcs par quinzaine d'autres jusqu'à 150 fcs »*, la *« promiscuité de travail des ouvriers kabyles avec les femmes, celles-ci étant chargées des travaux les plus pénibles »*, plus la réclamation de la semaine anglaise et d'une indemnité journalière de cherté de vie.

L'exaspération par rapport à la guerre apparaît dans les slogans proférés par les 2500 ouvrières qui, le 6 juin, demandent *« le renvoi au front des "Sidis" (Tunisiens), pour permettre le renvoi à l'arrière de leurs maris »* et elles chantent *« C'est nos maris qu'il nous faut »*.

La production s'arrête, mais les choses se passent dans le calme. Il y a une collaboration étroite entre autorités et syndicats pour éviter tout dérapage. La direction de l'arsenal montre une certaine ouverture et des entrevues ont lieu entre les délégués syndicaux et le directeur de l'arsenal.

Puis la tension commence à monter. Le 8 juin, *« à la 1re entrée de 5 heures, à la Courouze, le chef de poste du polygone a arrêté une femme belge née Doumont, employée aux explosifs, croyant l'avoir entendue proférer des menaces contre les personnes qui travaillaient, alors qu'elle disait : si nous travaillons, on nous cassera la g... ».* Cette femme était seulement venue voir si on travaillait. Une deuxième arrestation de femme a lieu, mais elle est remise aussitôt en liberté.

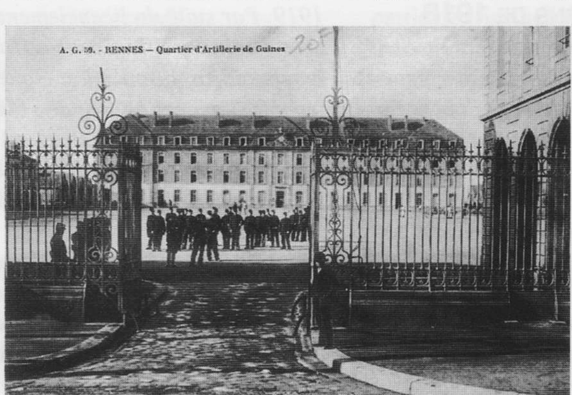
Les femmes tentent d'étendre le mouvement aux autres usines produisant pour la guerre, avec des succès divers : sur 4977 ouvrières grévistes, 4600 (92,4 %) travaillent à l'arsenal, 209 à l'usine à gaz et 168 à la fonderie Thuau.

Devant l'extension de la grève, les militaires reprennent la main. Six usines sont gardées par des gendarmes. À la demande du préfet, un piquet de 30 hommes est consigné dans chaque caserne de la ville. Parallèlement, le commandement de la place de Rennes est réorganisé. La garnison est renforcée par 500 hommes dont une section de mitrailleuses venue du camp de la lande d'ouée à Saint-Aubin-du-Cormier. Cette arrivée exacerbe la tension, et une intervention énergique du préfet est nécessaire : *« Je suis informé que des mitrailleuses sont disposées à l'arsenal et la source de cette information m'oblige à la considérer comme sérieuse. Je crois devoir vous faire connaître que cette nouvelle tend à se répandre dans les milieux ouvriers comme une pénible impression et je me permets de vous signaler à nouveau qu'une sem-* ●●●

4. Article intitulé « Voyons mesdames », publié dans *La Voix des Femmes* le 5 décembre 1917, cité par Colette Cosnier, *La bolchevique aux bijoux : Louise Bodin*, Paris, P. Horay, 1988, p. 66-68.

5. Conservés aux Archives Départementales d'Ille-et-Vilaine dans la liasse 10M 77.



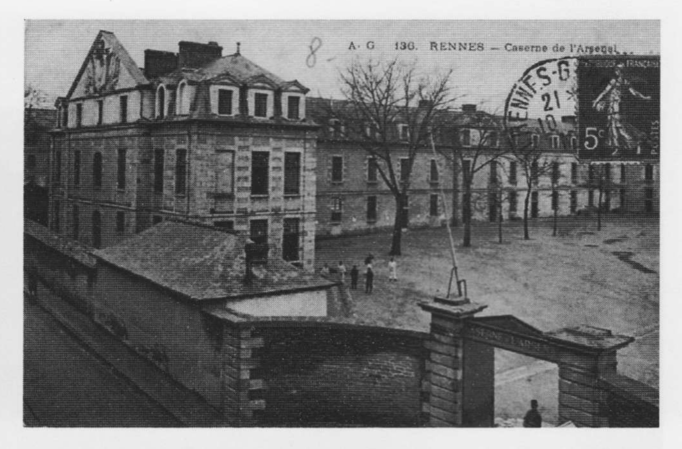


Page de gauche : Femmes affectées à la confection des douilles dans une des usines rennaises travaillant pour l'armement.

Ci-dessus : Sortie des ouvriers de l'arsenal du côté de la direction, années 1910.

Ci-contre : Vue aérienne de la Courrouze à la fin du fonctionnement du site, et caserne et quartier d'artillerie de Guines, Rennes.





Caserne Mac-Mahon et caserne de l'Arsenal, Rennes.

●●● *blable précaution ne me paraît nullement commandée par la situation actuelle de la grève et qu'elle offre le danger de constituer une mesure blessante vis-à-vis de la population ouvrière*[6] ».

Les choses bougent au plus haut niveau. Le 7 juin, on annonce la venue du commandant Jorré, chef du service ouvrier au ministère des munitions. Le lendemain, il entame les négociations avec une quarantaine de déléguées des grévistes. Lenoir, député de la Marne, est présent en qualité de membre de la commission parlementaire du contrôle de la main-d'œuvre. Enfin, le commandant Étienne, des Forges et Chantiers de Nantes, réunit en commission du travail tous les chefs d'établissements travaillant pour la guerre.

La négociation permet la fin de la grève. Les usineuses obtiennent une augmentation de 15 centimes par heure et une indemnité journalière de vie chère de 50 centimes plus 25 centimes par enfant. Aucun renvoi ni punition ne seront infligés pour fait de grève.

Plus largement, cette victoire a deux conséquences. Elle provoque dans les industries locales des augmentations de salaires accordées après négociations entre patrons et ouvriers. Ensuite elle renforce l'autorité des syndicats professionnels.

Les contestations de 1918

En 1918, le mécontentement des ouvrières par rapport aux salaires ressurgit. Dans le service de la cartoucherie-confection, les ouvrières travaillent à la journée ou aux pièces. *« Elles perçoivent toutes une indemnité de cherté de vie qui, pour les ouvrières travaillant aux pièces, suit une progression décroissante, à mesure que leur salaire augmente. Il s'ensuit que cette seconde catégorie est mécontente parce que leur salaire journalier y compris l'indemnité de cherté de vie est sensiblement le même que pour les ouvrières qui sont à la journée »*. Le 12 août, elles parlent de faire grève si leur indemnité n'est pas augmentée. Mais elles ne mettent pas leur menace à exécution.

Neuf jours plus tard, ce sont 2 500 ouvrières à la journée du service des munitions qui se mettent en grève. Elles pratiquent la grève des bras croisés, mais *« les membres du bureau du syndicat interviennent actuellement près de ces ouvrières pour les inciter à reprendre le travail, désavouant eux-mêmes ce mouvement »*. Cela explique que la grève ne dure finalement qu'une journée. Aucune sanction n'est prononcée, mais la tension demeure dans les ateliers. Des négociations sont entamées, mais rien de concret ne semble alors obtenu.

La négociation permet la fin de la grève. Les usineuses obtiennent une augmentation de 15 centimes par heure.

Au moment de l'armistice, le 11 novembre 1918, il y a 13 912 ouvriers à l'arsenal. L'établissement retrouve rapidement une activité de temps de paix[7]. Plus de 4 000 ouvrières quittent l'atelier dans les premiers jours de décembre. *« Les groupes de travailleurs coloniaux et italiens travaillant à l'atelier de construction de Rennes seront probablement rapatriés d'ici le 1er janvier 1919. Par suite du licenciement de plusieurs classes, le groupe italien ne comprendra plus, d'ici quelques jours, que 500 hommes au lieu de 1 000 »*.

Un difficile après-guerre : les revendications ouvrières en 1919

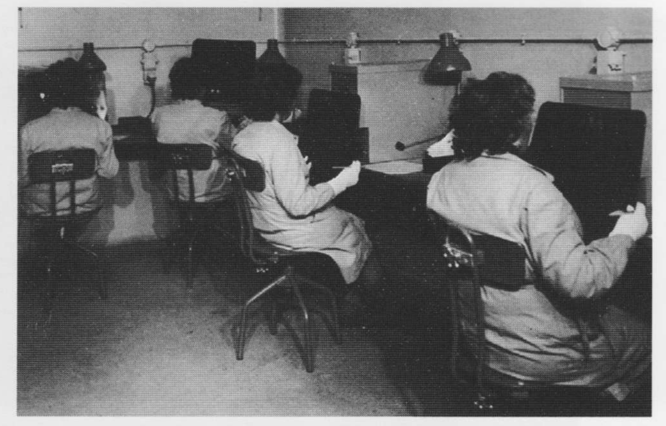
Fin février 1919, l'atelier de construction occupe 4 763 ouvriers. En mai, on n'en compte plus que 2 500. L'objectif, qui était de retrouver l'effectif d'avant-guerre, est donc atteint. Un mouvement de mécontentement se développe alors. En février, les 62 tourneurs sur fer se mettent en grève pendant 3 heures. La cause en est la réduction d'une majoration qui diminue leur salaire de 25 à 50 %. D'après une circulaire du 24 novembre 1913, les devis devaient être établis de façon à permettre à un ouvrier moyen de réaliser un gain supérieur de 25 % au salaire nominal moyen de la profession. Mais en raison de l'insuffisance de ces salaires nominaux à Rennes et avant la création d'une indemnité de cherté de vie, l'atelier de Rennes avait porté cette majoration à 50 %, ce qui avait permis d'obtenir des salaires comparables à ceux des autres établissements. Une indemnité de cherté de vie avait ensuite été établie sur les mêmes bases que dans les autres établissements. Mais le maintien de la majoration à 50 % créait, selon les autorités militaires, au profit de l'atelier de Rennes, *« un privilège injustifié susceptible de soulever les réclamations de la part des ouvriers des autres établissements »*.

Lors de cette grève, on sent bien que le climat social a changé. Les syndicats obtiennent le soutien du directeur de l'arsenal, mais la résolution des questions ne peut se faire qu'au niveau du ministère de la Guerre. La fermeté est de mise et les syndicats le savent : la reprise du travail est décidée, *« après qu'on eût fait connaître qu'à Tarbes où une grève avait éclaté, le ministre avait refusé de recevoir une délégation tant que le travail ne serait pas repris »*. Une déléga-

6. Lettre du préfet au général commandant la 10e région, 8 juin 1917.

7. Archives Nationales F7/13638. Lettre du commissaire central de police au directeur de la sûreté générale, 20 décembre 1918.





Chargement des obus dans les années 1950. Coll. Musée de Bretagne, Rennes. Contrôle à l'aide de radiographies, années 1950. Coll. Musée de Bretagne, Rennes. Ci-dessous : Poste de travail en 1967. Coll. Musée de Bretagne, Rennes.

tion sera envoyée à Paris pour négocier et le travail reprend provisoirement jusqu'au retour de la délégation.

Le climat social tendu est bien traduit par cette anecdote : « *Des ouvriers de l'atelier de construction ont pressenti des cavaliers du 10e Hussards, qu'ils ont rencontré dans la rue pour connaître leurs intentions en cas de grève. Ces cavaliers auraient formellement déclaré à ces ouvriers qu'ils réprouvaient toute grève à l'heure actuelle, principalement celle qui serait faite par des ouvriers qui ne sont pas allés au front, et que, le cas échéant, ils obéiraient aux ordres donnés par leurs chefs*[8] ».



Le retour des délégués parisiens se fait attendre. Le 5 mars on annonce enfin le résultat des négociations : Gruel, secrétaire du syndicat « *dit avoir remporté une grande victoire morale et énumère les prétendues améliorations obtenues : la semaine de 49 heures (semaine anglaise) ; aucune sanction pour faits de grève ; le retour au régime des punitions du temps de paix. En ce qui concerne le salaire, on leur propose d'établir une commission d'enquête composée d'industriels et d'ouvriers qui aurait pour mission d'établir un salaire moyen pour la région, mais ce salaire devrait être au moins équivalent au salaire actuel de l'arsenal*[9] ». Rien n'est donc réglé sur le fond.

Du 16 au 20 mai, c'est au tour des 250 employés de bureau de se mettre en grève. Ils exigent le paiement immédiat des heures supplémentaires effectuées au cours du 2e semestre 1917, plus une indemnité de 500 francs. Ce paiement avait été acquis mais reporté pour des raisons budgétaires et l'administration centrale avait simplement promis une indemnité.

Les journaux locaux soulignent l'esprit de solidarité des grévistes : « *Le comité de grève décida vendredi de prêter à la direction trois caissières, trois contrôleuses et une expéditionnaire pour assurer la paie régulière des travailleurs de l'arsenal : ce ne fut là, dans l'esprit des grévistes, qu'un geste de solidarité à l'égard des ouvriers. Car la grève est générale*[10] ». Avec la promesse du ministre de la Reconstruction industrielle de payer, le travail reprend.

Début juin, les tergiversations du ministère au sujet des négociations autour des salaires agacent les ouvriers les plus extrémistes. Le climat devient de plus en plus tendu et même violent. Mais le vote de la grève est repoussé.

Ce climat dégradé perdure : « *Une certaine agitation persiste dans les services de l'atelier de construction, depuis ce matin. La majorité des ouvriers est mécontente du résultat obtenu par le syndicat, et parle de faire grève, sans prévoir les conséquences. Les ouvriers n'ignorent cependant pas qu'à la suite d'une grève à l'arsenal de Roanne, cet établissement a été fermé*[11] ».

Du 18 juin au 15 juillet, les 140 tourneurs et ajusteurs de l'atelier central d'outillage sont en grève. Ils demandent le rétablissement de la bonification de 25 % supprimée 3 mois plus tôt ou une indemnité correspondante pour que les salaires deviennent équivalents à ceux des cheminots. Le directeur de l'arsenal rejette la demande mais les grévistes lui demandent cependant d'intercéder auprès du ministre et de lui transmettre leurs réclamations.

Plusieurs rencontres avec le colonel Ader, au ministère, échouent et à chaque fois la reconduction de la grève est votée. La situation s'enlise, mais n'a pas de conséquence sur la production de l'arsenal. Les grévistes s'organisent : des récoltes de fonds et des secours sont mis en place.

La situation est bloquée : « *Le comité de grève a fait connaître l'entretien qu'il a eu hier avec le Commandant Genny, sous-directeur technique, qui n'avait rien à lui proposer mais voulait discuter avec les délégués. Le commandant désirait classer les ouvriers en deux catégories : ouvriers d'art et ouvriers ordinaires, les premiers avec un salaire plus élevé* ». Les délégués refusent cette classification, « *qui diviserait les ouvriers dont une partie n'obtiendrait aucune satisfaction, et la délégation s'est retirée* ».

Face à l'intransigeance ministérielle, les grévistes décident de reprendre le travail pour le 15 juillet après près d'un mois de lutte et on se console en affirmant qu'il s'agit d'une « *victoire morale* ». Le 15 juillet, les ouvriers de l'atelier central d'outillage reprennent le travail sans incident. Le 23 juillet le directeur informe les professionnels qu'ils recevront une augmentation de 20 à 25 centimes de l'heure soit 1,60 à 2 F en plus par journée de travail. Néanmoins le syndicat a perdu une partie de l'influence qu'il avait acquise durant la guerre. Dans les années 1920, aucun mouvement social ne viendra perturber la vie de l'arsenal. ■

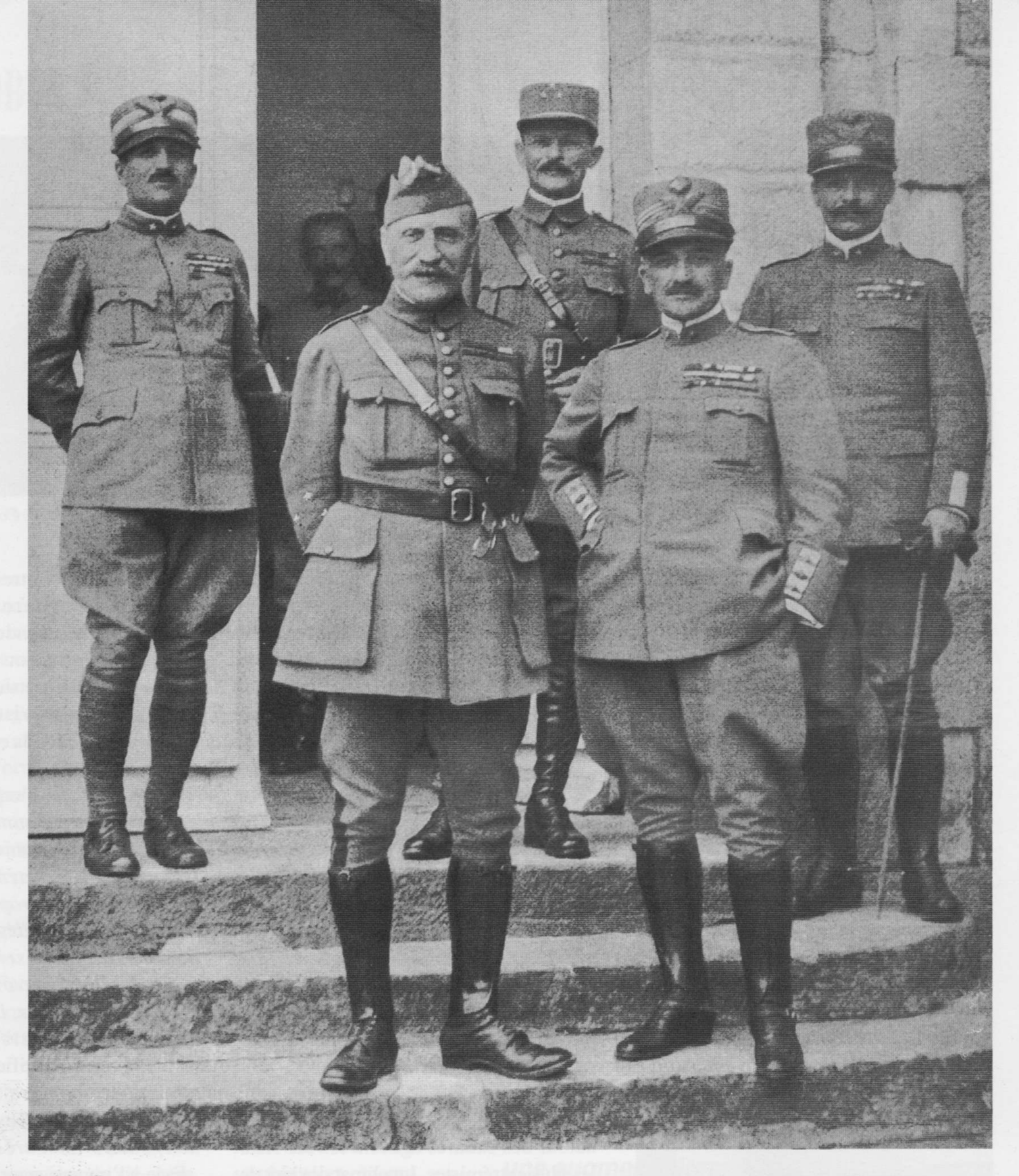
Jérôme CUCARULL

8. Rapport du commissaire spécial de Rennes, 4 mars 1919.

9. Rapport du commissaire spécial de Rennes, 5 mars 1919.

10. Article du *Nouvelliste* du 18 mai. « La grève de l'Arsenal. Elle se poursuit dans le calme ».

11. Lettre du commissaire spécial de police de Rennes au préfet, 17 juin 1919.



Le *Bollettino della Vittoria* du général Diaz : que peut-il nous dire de l'histoire des hommes ?

En 1918, le général Diaz annonce la victoire de l'Italie dans un texte reproduit depuis sur de nombreux monuments du pays. Ce communiqué occulte pourtant une partie de la réalité, notamment en ne parlant pas des souffrances causées par la Première Guerre mondiale.

Le général Diaz lors d'une entrevue avec le maréchal Foch au grand quartier général du commandement interallié avant l'offensive qui verra l'effondrement militaire de l'Autriche-Hongrie. Au premier plan à droite, le général Diaz. À ses côtés le maréchal Foch. L'Illustration, *9 novembre 1918.*

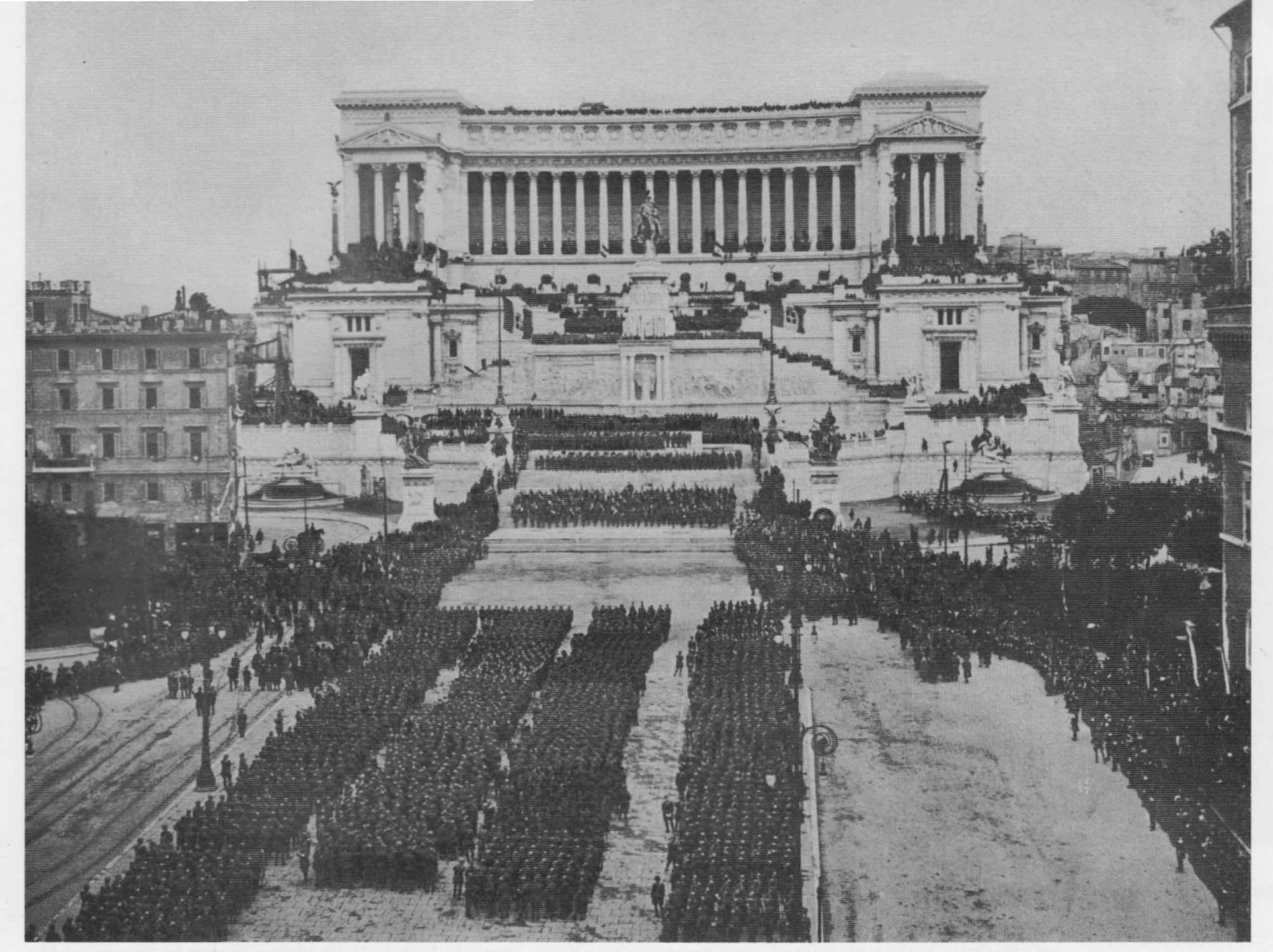
« Commandement suprême. Le 4 novembre 1918, 12 heures.

La guerre contre l'Autriche-Hongrie, menée âprement et sans interruption sous la conduite de Sa Majesté le Roi, Guide Suprême d'une Armée italienne inférieure en nombre et en moyens, commencée le 24 mai 1915 pour se poursuivre pendant quarante et un mois avec une foi inaltérable et une valeureuse ténacité, est gagnée.

La gigantesque bataille engagée le 24 octobre et à laquelle prirent part cinquante et une divisions italiennes, trois britanniques, deux françaises, une tchécoslovaque et un régiment américain contre soixante-trois divisions austro-hongroises est terminée.

L'avancée fulminante et hardie sur Trente du XXIXe corps de la Première Armée, coupant la voie du retrait aux armées ennemies du Trentin, écrasées à l'ouest par les troupes de la VIIe Armée et à l'est par celles des Ire, IVe et V^{e} a causé la défaite absolue du front adverse.

Du Brenta au Torre, l'élan irrésistible de la XIIe, de la VIIIe et de la Xe Armée, comme des Divisions de cavalerie, a chassé l'ennemi en fuite toujours plus en arrière.



« *Journées de la Victoire* » *à Rome. Les troupes massées au pied du monument de Victor-Emmanuel II.* L'Illustration, *20 novembre 1920.*

Dans la plaine, son altesse royale le Duc d'Aoste avance rapidement à la tête de son invincible III[e] *Armée qui cherche avidement à retourner sur les positions glorieusement conquises, qu'elle n'avait jamais perdues.*

L'Armée austro-hongroise est anéantie : elle a subi de très graves pertes dans la résistance acharnée des premiers jours de lutte et par la suite. Elle a perdu des quantités considérables de matériel de toutes sortes et la presque totalité de ses magasins et dépôts. Elle a laissé entre nos mains environ 300000 prisonniers avec des États-majors entiers et pas moins de 5000 canons.

Les restes de ce qui fut l'une des plus grandes armées du monde remontent en désordre et sans espoir les vallées qui avaient été descendues avec une sûreté orgueilleuse.

Général Diaz »

En Italie, on peut découvrir un peu partout, sur des plaques ou des monuments, ce texte enthousiaste, le *Bollettino della Vittoria* (ci-après *Communiqué Diaz*) du Général Armando Diaz, daté du 4 novembre 1918[1]. Il se trouve par exemple exposé sur la Place de La Scala de Milan ou sur Piazza Della Loggia à Brescia. Une terrasse du Vittoriano, ce vaste monument dédié à Rome au roi Vittorio Emanuele II, lui a été consacrée. Il est aussi exposé dans la cour d'un petit musée archéologique, à Ugento dans les Pouilles, où il recouvre des fresques défraîchies de cet ancien couvent.

Le *Communiqué Diaz* est l'un de ces documents d'histoire qui peuvent nous faire beaucoup réfléchir si l'on prend la peine de les examiner. Il a assumé, dans un premier temps, une fonction immédiate d'information, d'annonce triomphante de la victoire italienne. Mais il a ensuite été affiché dans les écoles et sur les places publiques pour d'autres fonctions. Le régime fasciste l'a en particulier donné à voir. Il en a fait un symbole de son discours nationaliste.

Ce texte est apparu dans un moment crucial de l'époque contemporaine. Sa lecture révèle ainsi un état d'esprit et une époque. Il n'est pas sans rappeler, par sa visibilité et son exposition publique qui montrent son usage à des fins de propagande, ce que fut en Grande-Bretagne, au début de la Grande Guerre, l'affiche de Lord Kitchener, le ministre de la Défense. Carlo Ginzburg a bien montré combien son regard inquisiteur et son doigt accusateur, censés convaincre les jeunes citoyens britanniques de s'engager dans la guerre, avaient ouvert une nouvelle période dans l'histoire de la communication de masse, l'inscrivant dans une perspective pouvant mener à des formes de totalitarisme[2].

Qui était Armando Diaz ? On en parle aujourd'hui davantage pour les abus de la police italienne commis contre des opposants au G8 de juillet 2001 dans une école génoise qui porte son nom que pour son rôle historique. Le général Diaz a eu un itinéraire comparable à celui de Philippe Pétain pendant la Grande Guerre. Il a en effet remplacé son collègue Luigi Cadorna à la tête des armées italiennes après la débâcle de Caporetto en 1917. Il est ensuite devenu un symbole de victoire puisque c'est sous son commandement que les troupes italiennes ont remporté la bataille de Vittorio Veneto, et la guerre elle-même, un an plus tard.

Que nous dit ce *Communiqué de la victoire* ? Il rend compte du triomphe des troupes italiennes, mais en se gardant bien d'en dresser le bilan humain. Ainsi revendique-t-il un butin de prisonniers et de biens matériels sans dire le ●●●

1. Traduction de la version du site www.romacivica.net/anpiroma/grandeguerra/gmdocu1.htm. Il existe plusieurs variantes du texte.

2. Carlo Ginzburg, « Lord Kitchener vous regarde », *Le Monde*, 13 janvier 2001. Ginzburg signale la ressemblance entre cette affiche et la figure de Big Brother dans *1984* ; l'auteur, George Orwell, n'avait pas pu ne pas voir l'affiche dans sa jeunesse.

Le Bollettino della Vittoria *exposé dans un ancien couvent d'Ugento, dans les Pouilles, qui abrite un musée archéologique. Image de 2005 pendant des travaux.*

●●● moindre mot des pertes et des morts de part et d'autre. Son ton triomphant, et arrogant, est associé à un vocabulaire belliqueux et héroïque. Les informations qu'il nous fournit se résument pour l'essentiel à l'énonciation d'avancées victorieuses. La dimension de propagande surgit par la mention explicite d'une participation de la famille royale à la guerre, avec le duc d'Aoste, cousin du monarque italien. L'allusion à la présence de troupes étrangères au côté des divisions italiennes ne nuit pas à la dimension nationale de la victoire. C'est finalement un soulagement immédiat qui est exprimé, pour justifier a posteriori l'engagement italien dans la guerre, mais sans dresser encore son véritable bilan, humain et territorial. Ainsi ce *Communiqué de la victoire* se présente-t-il comme un document instantané, inscrit dans une temporalité brève. Ce qui rend d'autant plus paradoxaux les usages qui vont en être faits jusqu'à nos jours dans l'espace public.

En effet, ce texte, gravé dans le cuivre ou dans le marbre, s'est ensuite transformé en un document patrimonial. Avec le recul du temps, il n'a plus revêtu seulement cette signification immédiate qui le fit circuler dans toute l'Italie. Exposé dans des lieux stratégiques, il est devenu l'indice d'autres aspects de l'histoire ultérieure de la société italienne.

L'analyse historique permet d'appréhender un document en l'inscrivant dans des temporalités différentes. Ainsi, dans le temps court de sa fonction immédiate, le *Communiqué de la victoire* annonce l'issue victorieuse du conflit après la victoire de Vittorio Veneto qui a permis la reconquête italienne des territoires situés au nord et à l'est de la Vénétie. En élargissant un peu la périodisation, une année après la débâcle italienne de Caporetto, ce texte constitue une annonce de la revanche, ou au moins de la fin du traumatisme de l'armée et de la nation. Avec une périodisation plus large, ce texte et les horreurs qu'il occulte donnent à voir, dans le contexte de la Grande Guerre, une accommodation à la violence illustrée par exemple par le manque de réaction en Europe face au génocide arménien de 1915 alors que des pogroms antérieurs avaient suscité en leur temps bien des protestations[3]. Ils rendent compte de l'entrée de l'Italie dans un nouveau siècle, moderne et tragique, marqué autant par le progrès technologique et scientifique que par des catastrophes humaines d'une ampleur inédite[4].

Ce texte, gravé dans le cuivre ou dans le marbre, s'est ensuite transformé en un document patrimonial.

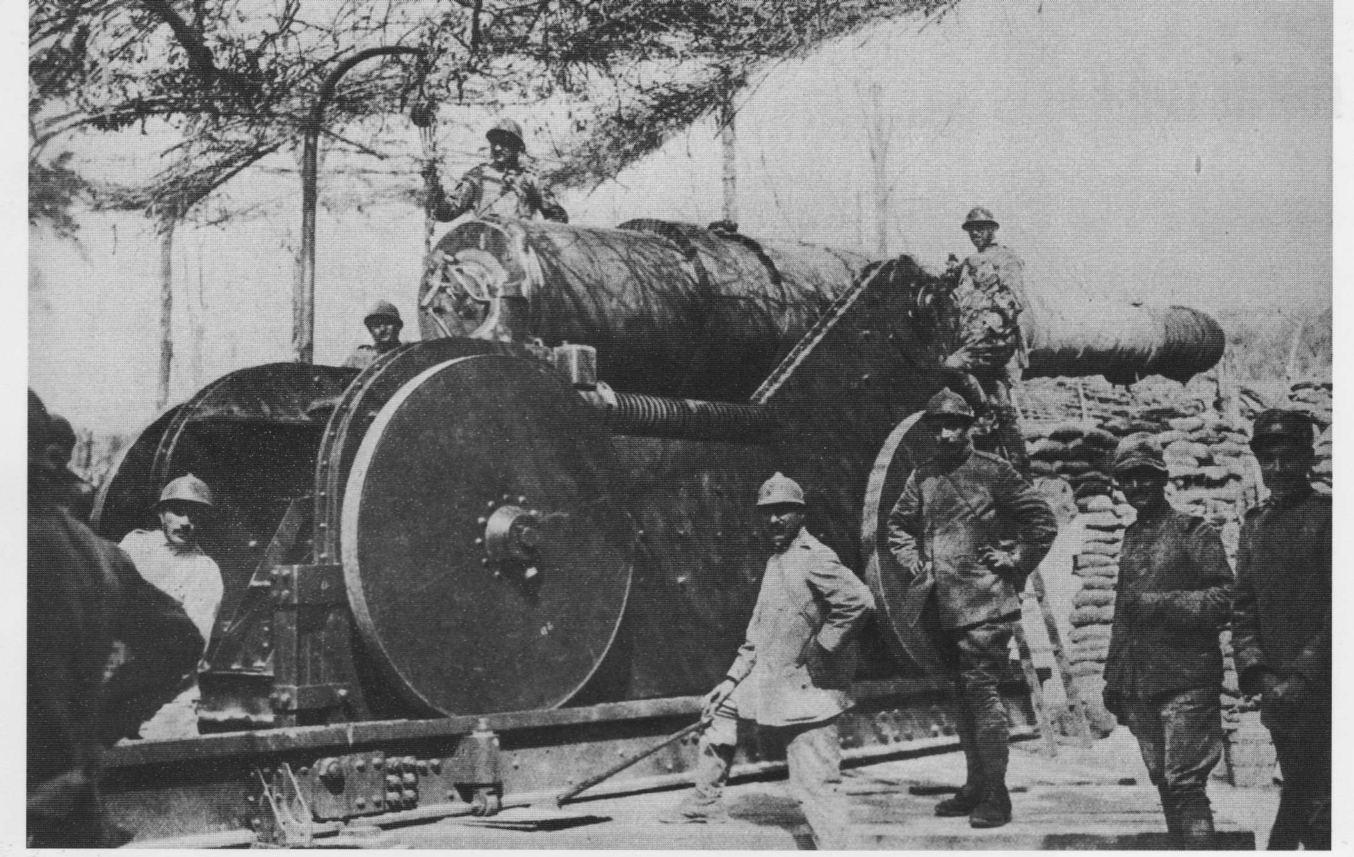
La Grande Guerre des Italiens : enrôlement et coercition

L'histoire de la Grande Guerre a produit trois configurations. La première, la plus traditionnelle, s'est attachée d'emblée aux aspects militaires, diplomatiques et politiques. À partir des années soixante, la deuxième s'est intéressée aux aspects économiques et sociaux du conflit, ainsi qu'au point de vue des combattants. Enfin, au cours des vingt dernières années, la troisième s'est orientée vers une dimension culturelle[5]. En outre, la question de la parole des témoins et de sa reconnaissance a toujours été posée aux historiens. Elle le demeure aujourd'hui, non plus pour ce que ces témoins ne peuvent plus nous dire, mais pour ce qu'ils nous ont écrit.

Les historiens de la Grande Guerre ne perçoivent pas tous de la même manière les modalités de l'engagement des soldats dans le conflit. Elles sont en réalité multiples et complexes. Pour les appréhender, il y a lieu de confronter, en les croisant, les documents traditionnels et les témoignages des combattants[6]. Non sans oublier qu'ils sont probablement allés moins souvent au feu que ce que l'on pourrait penser a priori[7]. Le rapport à la vie et à la mort, entre l'inéluctabilité de la mort et la possibilité de tuer autrui, fait partie, pour Reinhart Koselleck, des questions fondamentales qui se posent en amont de toute narration historique[8].

Pendant la Grande Guerre, l'Italie est une jeune nation dont le développement industriel est resté modeste. Elle n'entre dans le conflit qu'en mai 1915, en s'engageant contre des empires centraux qui avaient été ses alliés jusque-là. Cette décision de participer à la guerre est le fait des élites, essentiellement motivées par une volonté d'insérer le royaume transalpin parmi les grandes puissances européennes et de rendre possible une recomposition politique qui donne plus d'assise à la domination de la classe moyenne[9]. La société italienne connaît alors un débat singulier, impliquant des milieux culturels et politiques, dans la mesure où des « interventionnistes », dont certains étaient même de gauche, réclament bruyamment une entrée en guerre dans l'espoir que cette expé-

3. Enzo Traverso, *La violence nazie. Une généalogie européenne*, Paris, La Fabrique, 2002, p. 102.
4. Voir le « court vingtième siècle » d'Eric Hobsbawm, in *L'Âge des extrêmes - L'histoire du court vingtième siècle. 1914-1991*, tr. fr., Bruxelles & Paris, Complexe & *Le Monde Diplomatique*, 1999 (1993).
5. Antoine Prost & Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil (Points-Histoire), 2003.
6. Voir Frédéric Rousseau, *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Le Seuil, 1999 (Points-Histoire, 2003) ; Rémy Cazals & al. (dir.), *La Grande Guerre. Pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005 ; Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre en 30 questions*, Paris, Geste éditions, 2007.
7. Antoine Prost, « Tuer sur le front occidental. 1914-1918 », *Vingtième siècle*, Paris, Presses de Sciences-Po, n° 81, 2004, pp. 5-20.
8. Reinhart Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, tr. fr., Paris, Gallimard-Le Seuil, 1997 (1987), pp. 183-192.
9. Giovanna Procacci, « L'Italie dans la Grande Guerre », tr. fr., *Le cartable de Clio*, Le Mont-sur-Lausanne, LEP, n° 5, 2005, pp. 195-206.



Pièce d'artillerie italienne de gros calibre. L'Illustration, *15 septembre 1917.*

rience, que chacun prévoit brève, aidera le pays à se régénérer et à se débarrasser de sa vieille classe politique corrompue. Ce vœu est toutefois minoritaire. Et la grande masse de tous ceux qui sont alors forcés d'aller au front, venus des campagnes, ne le partage pas du tout. Il faut donc les encadrer, et parfois les réprimer, avec des méthodes d'une grande dureté qui ont bafoué les droits démocratiques les plus élémentaires.

Le bilan italien de la guerre est effroyable. Pour 4 200 000 mobilisés, on compte 571 000 morts, 452 000 invalides et 100 000 blessés. La population civile est touchée massivement par les effets directs et indirects de l'état de guerre ; la mortalité augmente considérablement[10]. Les prisonniers de guerre ont été très nombreux parmi les Italiens. Le commandement suprême italien a ainsi été le seul à refuser d'envoyer de l'aide alimentaire à ses prisonniers afin de dissuader ceux qui étaient encore sur le front de se rendre. Cette politique a provoqué une surmortalité parmi ces captifs : un sixième d'entre eux, quelque 100 000, ne sont pas revenus. Enfin, c'est l'Italie qui a la plus forte proportion de condamnations à mort et d'exécutions de soldats pour faits de désertion ou de désobéissance[11]. Sans parler des sanctions subies sur le terrain par les soldats, notamment quand ils étaient attachés à des arbres, cibles des balles ennemies[12]. Il est vrai qu'à une militarisation si poussée de la société civile ont répondu de fortes mobilisations sociales, provoquées aussi par une perte massive du pouvoir d'achat. On voit donc que derrière les formules martiales et triomphales du *Communiqué Diaz* se cachent en réalité des milliers de destins tragiques, des milliers de morts inutiles et une souffrance sociale de masse.

Quant aux buts réels de cette guerre, ils ne sont pas défensifs. *« Si nous avions marché avec l'Allemagne dès août 1914,* aurait par exemple affirmé le général Cadorna en 1918, *nous en aurions tiré de gros avantages. Cela est certain. Nous aurions pris le Niçois et la Corse, nous aurions pris la Tunisie. Nous aurions transformé le problème adriatique en problème méditerranéen*[14] ». La guerre aurait donc pu être menée indifféremment dans un camp ou dans l'autre pour permettre la conquête de nouveaux territoires en disciplinant la population.

Condition masculine et rapports de genre

Une autre des questions fondamentales que Reinhart Koselleck suggère de poser à toutes les situations historiques concerne le *« rapport entre l'homme et la femme, rapport d'altérité fondamental, mais aussi relation nécessaire à la vie, à la descendance, qui débouche sur la paternité, la maternité, ainsi que sur l'existence de générations »*. De ce point de vue, la guerre et sa mobilisation de masse ont constitué une expérience singulière autant sur le front, avec ces hommes restés si longuement entre hommes pour affronter les pires horreurs, qu'à l'arrière, là où les femmes ont vu, par nécessité, leur rôle et leur statut se transformer brutalement.

L'histoire de la condition masculine et des rapports de genre permet d'enrichir l'analyse ●●●



Ci-dessous : Soldats français devant une carrière des environs de Soissons, coll. part. Image tirée de Rémy Cazals & al. (dir.), La Grande Guerre. Pratiques et expériences, *Toulouse, Privat, 2005.*

10. Le nombre de morts supplémentaires pendant la guerre est estimé à quelque 600 000 (*Ibid.*).

11. Il y en eut 750 (*Ibid.*). Voir aussi Mario Isnenghi & Giorgio Rochat, *La Grande Guerra 1914-1918*, Florence, La Nuova Italia, 2000 ; Giovanna Procacci, *Dalla rassegnazione alla rivolta. Mentalità e comportamenti popolari nella Grande Guerra*, Rome, Bulzoni, 1999.

12. Marco Pluviano & Irene Guerrini, *Le fucilazioni sommarie nella Prima Guerra mondiale*, Udine, Gaspari, 2004.

13. Propos rapportés par un chroniqueur militaire, Angelo Gatti, in *Un italiano a Versailles (dicembre 1917-febbraio 1918)*, Milano, Ceschina, 1958.

14. Reinhart Koselleck, *L'expérience…, op. cit.*



●●● du *Communiqué Diaz*[15]. Quand on le lit, il faut s'efforcer d'imaginer ce qu'a pu être la réalité de la guerre pour les appelés. Elle n'a pas été ce bref combat annoncé à son début. Elle a duré plusieurs longs hivers. Au fond des tranchées, elle a été marquée par une attente interminable, subie dans des conditions abominables. Certes, en Italie un peu plus qu'ailleurs, les soldats ont subi des ordres insensés, des offensives folles et dangereuses. Mais ils ont aussi vécu l'expérience de longue durée d'une promiscuité masculine qui a fragilisé leur identité de genre.

Pourquoi vaut-il la peine de travailler sur cette dimension privée et personnelle de l'expérience de guerre ? *« Il n'y a qu'un monde, qu'une vie,* a écrit Virginia Woolf, en 1938 *; les cadavres, les maisons en ruine prouvent à quel point il est essentiel d'accomplir cette unité. Car telle sera notre ruine si dans l'immense espace abstrait de votre vie publique, vous oubliez l'image intime ; ou si nous oublions, dans l'immensité de nos émotions intimes, le monde extérieur et public. Nos deux maisons seront détruites, l'édifice public et la demeure privée, la matérielle et la spirituelle, car elles sont inséparablement liées*[16] *»*. Il est donc pertinent d'intégrer cette dimension privée, et intime, dans notre compréhension de l'expérience de guerre.

L'histoire de genre n'est pas que l'histoire des femmes. C'est l'histoire de la construction sociale de la différence sexuée, et non pas d'un donné biologique; mais c'est surtout une histoire de rapports de domination. Elle permet de nous affranchir d'une illusion d'optique qui nous fait confondre l'histoire dominante, écrite du point de vue de la domination masculine, avec l'histoire elle-même.

Au cours du XIX[e] siècle, la généralisation de la conscription a séparé les hommes et les femmes dans des guerres qui n'étaient pas encore des guerres de masse. La révolution industrielle a fait entrer beaucoup de femmes dans les rouages de l'exploitation. Mais les régimes démocratiques européens ne reconnaissent que le suffrage universel masculin. Alors que des revendications s'expriment déjà pour les droits des femmes, l'expérience de la Grande Guerre a rapidement pour effet de transformer les rôles sexués. Ainsi de nombreuses femmes assument de nouvelles tâches dans les exploitations agricoles ou interviennent dans la production industrielle de guerre.

L'expérience de la Grande Guerre a rapidement pour effet de transformer les rôles sexués.

Le paradoxe de la Grande Guerre est d'avoir rigidifié la séparation des genres, en exacerbant le poids de rôles traditionnels comme l'engagement dans la guerre, mais d'avoir ouvert en même temps aux femmes ces rôles qui modifiaient leur place dans la société. L'expérience a par contre tourné court, le retour des hommes ayant à nouveau confiné les femmes dans leurs rôles traditionnels.

La guerre a fragilisé le sentiment de domination et de virilité des hommes qui se sont soudain sentis plus dépendants des femmes, qu'elles soient leurs épouses ou leurs infirmières. Ils ont craint l'infidélité de l'arrière. Ils ont parfois réagi, tout au long de l'interminable promiscuité masculine qui leur a été imposée, par une poussée collective de misogynie et de mépris des femmes. Blaise Cendrars a par exemple évoqué dans *La main coupée*, publié en 1946, les horreurs que les hommes pouvaient se raconter entre eux sur les femmes.

Un exemple révélateur d'usage mémoriel du passé

Avec ces deux thèmes de l'engagement au front et des rapports de genre, nous voyons un peu mieux ce qui se cache derrière le *Communiqué Diaz*. La réalité qu'il occulte est sombre. Les souffrances qu'il masque ont marqué toute une génération. Mais cela n'a pas empêché les milieux nationalistes, et fascistes, de faire par la suite, et aujourd'hui encore, un usage trompeur de ce symbole.

Au fil du temps, il a pris un autre sens à travers des usages publics mémoriels sans lesquels il serait oublié aujourd'hui. Aucune distance n'a ainsi jamais été prise avec cette prose. Dès la proclamation de la victoire, mais surtout sous le fascisme, cette déclaration a été utilisée pour la mise en scène de la mémoire dans une perspective étroitement nationaliste. Beaucoup d'écoles

15. Voir André Rauch, *Crise de l'identité masculine. 1789-1914*, Paris, Hachette-Littératures, Poche-Pluriel, 2000 ; *L'identité masculine à l'ombre des femmes. De la Grande Guerre à la Gay Pride*, Paris, Hachette-Littératures, 2004 ; Luc Capdevila & al., *Hommes et femmes dans la France en guerre (1914-1945)*, Paris, Payot, 2003 ; Marie-Anne Matard-Bonucci & Pierre Milza, *L'Homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945). Entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004 ; George L. Mosse, *L'image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*, tr. fr., Paris, Abbeville, 1997 (édition originale 1996).

16. Virginia Woolf, *Trois guinées*, tr. fr., Paris, 10-18, 2002 (1938).



Retraite de l'armée italienne lors d'une offensive austro-allemande en novembre 1917. Femmes et enfants des régions menacées quittent le sol natal. L'Illustration, *24 novembre 1917.*

publiques l'ont affichée dans leur cour, parfois à côté d'une liste d'anciens élèves tombés au front. Elle est encore visible, et exposée, dans toute l'Italie démocratique.

Cette mise en exergue a une valeur essentiellement identitaire. Elle exalte le sentiment nationaliste et les valeurs militaires. Elle relève d'une complaisance inquiétante à l'égard de l'horreur des guerres modernes. Dans un climat marqué par un révisionnisme à foison poussant à banaliser les crimes fascistes, en été 2003, la commune toscane de Borgo a Mozzano a exposé une ancienne plaque commémorative en bronze portant le fameux *Communiqué Diaz* et un appel à la jeunesse de cinq lignes, signé de Mussolini, pour exalter les valeurs de la guerre. Elle était restée jusqu'en 1998 dans la cour de l'école enfantine du village de Chifenti avant d'être stockée dans les dépôts municipaux. Le maire avait cru bon de la restaurer et de l'installer dans la cour du palais communal. De vives protestations démocratiques l'en ont finalement empêché[17].

Comme c'est le cas dans beaucoup d'autres usages mémoriels, la référence au *Communiqué Diaz* concerne davantage une perception mythique et peu réaliste de son contenu qu'une référence aux faits d'histoire qu'il symbolise. On touche pourtant là à l'issue d'un conflit terrifiant, à une immense tragédie humaine totalement occultée par l'exaltation nationaliste de la guerre.

« Cette fois, l'absence [des combattants] *avait duré quatre ans durant lesquels ils avaient vu la mort dans les yeux, et pour sauver leur vie avaient dû se tenir serrés auprès de leurs camarades, sous les ordres de leurs caporaux, de leurs sergents, de leurs officiers inférieurs ; beaucoup avaient connu l'expérience de commander après celle d'obéir. Les caporaux, les sergents, les lieutenants de la guerre seraient alors les caporaux, les sergents, les lieutenants de la paix. La guerre devait avoir produit les "guides" d'un peuple si difficile à faire tenir ensemble. Parmi les survivants aurait dû se trouver le personnel intermédiaire qui manquait. Je plaçai moi aussi dans ce mouvement des "combattants" des espoirs qui devaient malheureusement se révéler infondés*[18]. »

Ces propos sont ceux d'un grand historien antifasciste, Gaetano Salvemini, l'un de ces hommes progressistes qui ont défendu, entre 1914 et 1915, l'entrée en guerre de l'Italie. Parmi ces jeunes gens enthousiasmés par la guerre, qui s'y sont engagés concrètement et ont été déçus par son issue, tous n'ont donc pas fini dans les rangs du fascisme.

L'historien connaît la suite de ce qu'il est en train de reconstruire. Cela ne peut que le rendre sensible, avec ce *Communiqué Diaz*, à l'importance de cette expérience de la Grande Guerre, de ce moment-clé de la fin du premier conflit mondial, pour l'histoire de l'Italie et de l'Europe. Et pour une génération qui a brûlé sa jeunesse dans cette tragédie. ■

Charles HEIMBERG

17. Informations récoltées en 2005 sur le site www.comune.borgoamozzano.lucca.it/082003.htm

18. Tiré de la préface de l'ouvrage de Gaetano Salvemini, *Scritti sulla questione meridionale*, Turin, Einaudi, 1955.

La poésie de Victor Gelu, son temps et son espace

Au milieu du XIXe siècle, à contre-courant du mouvement d'industrialisation qui transforme Marseille, le poète Victor Gelu s'attache à décrire dans ses chansons les quartiers populaires de la ville, leurs métiers traditionnels et leurs figures de marginaux, appelés à disparaître avec l'ère des usines.

Victor Gelu, le grand poète de la plèbe marseillaise, naquit en septembre 1806 et mourut en avril 1885. Entre-temps il se fit connaître et reconnaître pour ses *Chansons provençales*, longs poèmes destinés au chant parce que, dans la culture populaire, la poésie ne se conçoit que chantée. Gelu écrivit dans sa langue maternelle, cette langue d'oc qui n'existe qu'à travers des variantes dialectales – ici, le provençal maritime. La majorité de la plèbe marseillaise s'exprimait alors exclusivement dans cette langue, sous une forme argotique et rugueuse fort éloignée du provençal littéraire bien léché que Mistral et les Félibres allaient forger par la suite… Le français, c'était la langue imposée par l'État central, celle adoptée par la bourgeoisie locale.

C'est désormais un lieu commun de dire que l'œuvre de Victor Gelu illustre les bouleversements qui ont changé la physionomie de Marseille au milieu du XIXe siècle. Le Marseille ouvrier qui a forgé la vision que nous avons de cette ville et qui a déterminé certains traits de comportements qui lui ont survécu, ce Marseille-là se constitua en effet à ce moment précis qui vit le poète prendre la parole. Ce fut sous la Monarchie de Juillet que commença de s'opérer le passage du port négociant au port industriel, mouvement qui s'accéléra sous le Second Empire. Les *Chansons provençales* de Gelu sont datées, chronologiquement, de 1839 à 1860.

Port de négoce qui importait des denrées d'outre-mer pour les réexporter, Marseille devint un port industriel important des matières premières pour les réexporter sous forme de produits finis : les négociants marseillais devenaient des industriels. En d'autres termes, le capital jusqu'alors purement commercial prenait désormais le contrôle total de la sphère du travail, généralisant le salariat. Au cours de ces décennies s'ouvrit donc un marché du travail concurrentiel, alimenté par une immigration croissante, venue de Haute Provence et des régions voisines d'Italie. Dans le même mouvement s'opéra la liquidation définitive de tout un système de protection corporative : les « métiers fermés » allaient disparaître en tant que tels, ces métiers qualifiés que l'on exerçait de père en fils et qui constituaient l'apanage des Marseillais. Ce fut particulièrement brutal dans les professions liées au trafic maritime : les portefaix sont remplacés par des dockers, et les calfats et charpentiers de marine par des métallurgistes – souvent venus d'ailleurs, dans un premier temps.

À Marseille, ces deux décennies qui coïncidèrent avec la rédaction des *Chansons provençales* virent donc disparaître l'artisan semi-indépendant remplacé par l'ouvrier salarié. Autrement dit, Gelu assista à l'une des transformations sociales les plus profondes que la ville ait connue dans son histoire, qui vit le système de production en ateliers disparaître au profit du système de la fabrique, de l'usine. La fin d'un système où l'artisan et ses apprentis travaillaient en commandite pour un négociant qui se chargerait d'exporter les produits commandés, et son remplacement par un système où des salariés travaillent selon une division du travail conçue par un négociant devenu industriel. Que cette division-là fût alors encore rudimentaire à Marseille ne change rien à sa logique : tandis que le marchand se contentait d'acheter à l'artisan son produit fini, pour lequel il lui avait bien souvent vendu aussi les matières premières, l'industriel achetait à l'ouvrier sa propre force de travail, c'est-à-dire son temps. L'indépendance dont jouissait le producteur était certes relative, puisqu'il se trouvait déjà dans une relation de dépendance commerciale avec son commanditaire, mais celle-ci lui laissait une marge de liberté appréciable dans l'organisation de son travail. Dans l'usine, plus aucune marge de manœuvre n'est possible à ce point de vue.

S'il existait déjà au XVIIIe siècle à Marseille des fabriques exploitant le travail d'ouvriers salariés, ce mode de production demeurait encore relativement marginal par rapport à l'ensemble de la production artisanale. Mais savonneries, huileries et raffineries se multiplièrent de façon exponentielle sous la Monarchie de Juillet, et plus encore sous le Second Empire. Dans leurs murs s'imposait le régime de la caserne, qui s'étendait au travail sur les quais, sur les chantiers de construction et dans la réparation et la construction navales.

L'attachement à l'ancienne ville

Gelu eut toute latitude d'observer ces transformations qui, si elles firent de Marseille une place commerciale et industrielle dynamique, contribuèrent évidemment à aggraver la condition des travailleurs et à briser des équilibres traditionnels entre classes sociales. L'avènement du capitalisme impliquait une attaque en règle contre un mode de vie. Il signifia le début d'un lourd conditionnement à la logique disciplinaire inhérente au fonctionnement de l'usine. Dans ses *Notes biographiques* qui constituent un document irremplaçable, le poète regrettera l'époque des artisans autonomes du quartier des Carmes, du Cours Belsunce et de derrière-la-Bourse, qui pouvaient se permettre une relation très souple avec leur emploi du temps, et dépensaient leurs modestes gains en réjouissances collectives, banquets, *balètis* et beuveries.

Face à ce processus, Gelu, en cela au diapason de nombreux Marseillais de son temps, fut dominé par un sentiment de perte. Car, avec l'univers du producteur autonome, disparaissait tout un monde d'usages, de coutumes et de connivences, autrement dit une « société ».

Gelu situait de façon précise les lieux où vivaient les personnages de ses *Chansons*. C'était la ville ancienne et ses faubourgs ; il s'enhardit parfois dans le terroir, et jusqu'aux limites, mais, fondamentalement, son territoire était bien celui des quartiers de la ville ancienne, bien qu'il y ait inclus des morceaux de l'agrandissement de la fin du XVIIe siècle, et non des moindres puisqu'il s'agit du Cours (le futur cours Belsunce) et, dans une mesure moindre, des allées de Meilhan. Par contre, rien sur la Canebière ! De même quand il parlait des quais du Port, c'était bien du Vieux Port qu'il s'agissait. Gelu ne dit pas un mot sur les nouveaux bassins de la Joliette inaugurés pourtant au début des années 1850. Il n'aborda ce secteur qu'en évo- ●●●

Ci-contre en haut : Le quai de la Joliette. L'Illustration, *10 octobre 1891.*
En bas : Groupe de poissonnières sur le quai. Carte postale de Marseille.

●●● quant la calanque de l'Ourse où le pêcheur de coquillage de la chanson *l'Agaza* venait récolter ses moules et ses arapèdes, avant que le site soit comblé par l'agrandissement du port.

Le Cours, comme l'appelaient alors les Marseillais, lui donna l'occasion d'une de ses plus virulentes chansons où il dénonça la décision du Conseil municipal d'arracher les arbres qui le bordaient. Décision clairement ressentie comme une attaque en bonne et due forme contre la plèbe ouvrière qui trouvait dans cet espace unique un lieu de rencontre, d'attente, de rassemblement. En fait, la simple existence d'un lieu de rassemblement populaire déplaisait aux élites bourgeoises qui tenaient la municipalité, certains édiles développant à ce propos un discours sécuritaire que nos élus actuels pourraient reprendre à leur compte. L'ouvrier boulanger auquel Gelu donne la parole dans cette chanson livre d'ailleurs le fin mot de l'histoire ; les manifestations « rouges » de l'année précédente avaient tellement effrayé les possédants que ceux-ci avaient décidé de chasser la plèbe du Cours. De fait, quelques années plus tard, en juin 1848, ce seront ces mêmes ouvriers boulangers qui se retrancheront dans les ruelles adjacentes de derrière-la-Bourse, où ils affronteront les troupes de la République (la Seconde, en l'occurrence) qui a définitivement affirmé son caractère bourgeois. Précisons ici que les édiles marseillais se succéderont pour détruire le Cours, jusqu'aux monstrueuses réalisations d'après la Seconde Guerre mondiale.

BIOGRAPHIE

Victor Gelu est né, a vécu et est mort à Marseille. Il vint au monde le 12/09/1806, dans le quartier de la Porte d'Aix, et le quitta le 2/04/1885 dans le quartier des Chartreux. Il fit quelques études, interrompues à seize ans par la mort de son père. Dès lors, il travaillera dans la boulangerie familiale, avant de se spécialiser dans la semoulerie artisanale. Il commença à écrire ses *Chansons provençales* en 1838, et rédigea la dernière en 1865. Ces Chansons, dont le texte circulait sous forme de feuillets, connurent cependant plusieurs éditions sous forme de recueils. Il fut aussi l'auteur d'un roman, *Nové Granet*, qui ne fut publié qu'après sa mort. Très populaire à Marseille de son vivant, il fut cependant toujours boycotté par la presse, eu égard au fait qu'il n'écrivait pas dans la langue de l'État mais dans celle de la plèbe. Il fut aussi poursuivi sous le IIe Empire pour incitation à la désertion à cause d'une chanson contre la guerre de Crimée. Les Communards marseillais de 1871 chanteront ses chansons sur les barricades, rendant ainsi le plus bel hommage à ce poète plébéien.

Le capitalisme industriel et financier qui prit son essor durant ces décennies redéfinit aussi le rapport des citadins à l'espace urbain. En l'occurrence, il s'agissait pour les élus et les urbanistes de réduire la rue à une simple voie de circulation et d'en chasser ceux qui, selon des habitudes ancestrales, y voyaient un lieu de vie et de relations sociales. En cela il n'est pas étonnant que Gelu, dans ses *Chansons*, n'évoque jamais la Canebière : celle-ci sera l'artère bourgeoise par excellence, du moins jusqu'aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Ce n'était pas l'horizon de Gelu. En bon Marseillais attaché au caractère plébéien de sa ville, son horizon était celui, traditionnel, du Cours.

Gelu avait cessé d'écrire des chansons quand s'ouvrit le chantier de la rue de la République, en 1862 (initialement rue Impériale), et c'est bien dommage. Cette entreprise pharaonique, qui a taillé dans le vif des quartiers populaires de la ville ancienne et s'est soldée par l'expulsion de milliers de Marseillais, lui aurait certainement inspiré une chanson cinglante ; en tout cas, ses *Notes biographiques* révèlent l'hostilité totale du poète envers cette opération de spéculation immobilière qui impose à Marseille un style d'immeubles à la parisienne.

On sait que l'opération de la rue Impériale, qui ne réalisait que partiellement les projets de déstructuration du tissu urbain traditionnel conçus par les affairistes parisiens, ouvrit une longue et douloureuse série de destructions du centre de Marseille. Là aussi, les Marseillais se sont trouvés confrontés à un changement radical dans le mode de production de l'espace. Les entreprises artisanales qui employaient des méthodes éprouvées et travaillaient selon des conventions implicites laissent place à de grands groupes financiers capables d'investir à grande échelle et d'opérer selon des procédés industriels : standardisation des procédés et des produits, recours à une main-d'œuvre salariée (et souvent immigrée) sans garantie. Mais Gelu aura fait école, et plusieurs chansons provençales, dont celle de Marius Ricard, *Le propriétaire et le locataire*, où le premier s'exprime en français et le second en provençal, dénonceront l'opération de la rue Impériale… Cette même rue (à présent rue de la République) où se déroule actuellement une vaste opération de truandage immobilier menée par deux multinationales…

Marginaux et travailleurs indépendants

L'œuvre de Gelu se situait à une période charnière, et il ne faut pas y chercher ce qu'on a aucune chance d'y trouver. Gelu n'est pas le poète d'une classe ouvrière qui se formera

Toei lei soars, ma borsa de maire
Mi renoriá : siás un vaurien !
Aimes manjar bòn, vòs ren faire ;
Un jorn feniràs mau, Guilhem !
Lo feniantugi,
Lo gromandugi
An de tot temps desaviat lei jovents !…
Maire, li dieu,
Pas tant bedèu
Per v'escotar, de mi levar la pèu !
Basta que lo martèu procure
De que chicar… Rame cu a fam !
Cu es pas feniant, cu es pas gromand
Qu'un tron de Dieu lo cure !

Tous les soirs ma buse de mère
Ronchonne : tu es un vaurien !
Tu aimes bien manger, tu ne veux rien faire !
Un jour tu finiras mal, Guillaume !
La fainéantise,
La goinfrerie,
Ont de tous temps dévoyé les jeunes gens !…
Mère, lui dis-je :
Pas si bête,
Pour vous écouter, de m'arracher la peau !
Pourvu que le marteau procure
De quoi mastiquer, rame qui a faim !
Qui n'est pas fainéant, qui n'est pas gourmand,
Qu'un tonnerre de Dieu l'emporte !

Première strophe de « Feniant e gromand », sans aucun doute la chanson la plus populaire de Gelu, encore chantée au milieu du XXe siècle par de vieux Marseillais, et qui campe un jeune ouvrier maçon qui déserte plus souvent qu'à son tour le chantier pour la taverne.

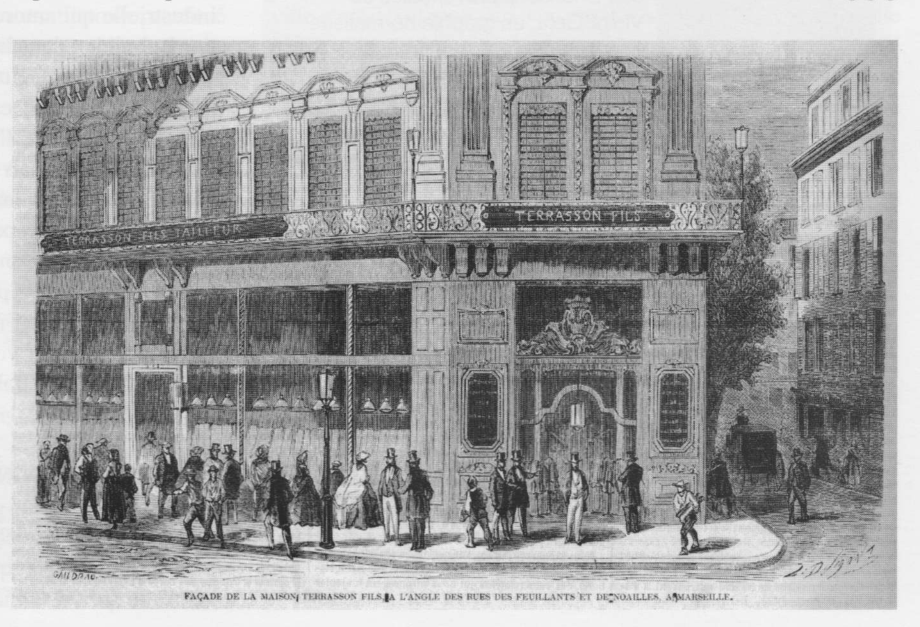
La ville et le port de Marseille. L'Illustration, *10 mai 1856*.
Ci-dessous : L'Illustration, *9 mai 1863*.

bien plus tard ; pas de personnages à la Jean Renoir chez lui : il est le poète des petits métiers, des marginaux, des déclassés, de toute une plèbe vouée à disparaître.

Les personnages les plus impressionnants sont des marginaux, tel Blème *lo damian* qui vit de menus larcins sur le Vieux Port, ou Tacheta *lo rasclaire*. Mais la ville industrielle n'avait que faire de tels personnages, et c'est contre eux que se dirigeaient en priorité les foudres des édiles municipaux lorsqu'ils évoquaient, à propos du Cours, ces *« désœuvrés qui donnent fort à faire à notre police »*. Ce Marseille industriel était dur aux pauvres : Gelu nous dépeint des individus tentant désespérément de préserver leur indépendance, leur capacité à vivre de débrouillardise en exploitant les possibilités que la ville leur offrait, des gens qui ne pourraient s'adapter au rythme infernal de l'usine. Quand Gelu campe des travailleurs, ce sont des personnages qui appartiennent au monde des métiers traditionnels, tel le cocher de *Voaturin*. Chez lui, pas de métallos ni de dockers, ces travailleurs qui, un siècle plus tard, formeront les bataillons de choc du prolétariat marseillais. Pas de marins, non plus, le héros du conte *Jaque Figon* prend la mer, mais en tant que commis d'un négociant, non comme marin. Il y a bien un ouvrier savonnier, le *Mòro* du *Tremblament*, mais la savonnerie est alors à Marseille une industrie traditionnelle, si l'on considère que la première fabrique, au sens strict du terme, date de la fin du XVIe et qu'il existait des ateliers artisanaux où l'on produisait du savon depuis le XIVe siècle ! Aussi, ce *Mòro*, bien qu'il affiche une conscience aiguë de sa situation d'exploité, est daté : l'événement dont il est question dans cette chanson semble avoir été une émeute organisée dans le faubourg de la Villette, sans doute un de ces coups de mains aventureux dont les sociétés secrètes blanquistes allaient se faire une spécialité. On est loin de l'anarcho-syndicalisme de la fin du siècle avec ses grèves générales et sa Bourse du travail… Mais la chanson n'a rien perdu de sa vérité :

Morro, ti donon trenta sòus,
Quand vas debarcar de matiera,
Lei mestres de ta saboniera,

●●●



FAÇADE DE LA MAISON TERRASSON FILS, A L'ANGLE DES RUES DES FEUILLANTS ET DE NOAILLES, A MARSEILLE.



Foule sur le vieux port lors du voyage de Carnot, président de la République. L'Illustration, *26 avril 1890.*

●●● *Que n'an de lois lei plens pairòus*
Encar ti duves creire urós
Se ti ronhon pas la jornada !
Lei traitres, emé son tetar-doç,
Ti l'empunhon sensa pomada,
Sensa pomada !

Maure, ils te donnent trente sous
Quand tu vas débarquer de la soude,
Les maîtres de ta savonnerie,
Qui ont des louis à plein chaudron.
Encore tu dois t'estimer heureux
S'ils ne te rognent pas la journée !
Les traîtres, avec leur ton mielleux,
Ils te le mettent sans pommade,
Sans pommade !

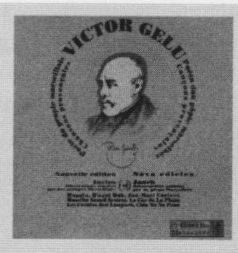
Il y a aussi un maçon parmi ses personnages, et quel maçon ! *Feniant e gromand*, comme le dit le titre de la chanson (fainéant et gourmand), il manie la truelle à contrecœur et ne cesse de gémir sur son sort. Il veut bien de la *Santa*, de la République sociale à laquelle rêvent alors les exploités, à condition qu'elle le libère de la truelle… Mais après tout il y a toujours eu des gens comme ce Guilhem, dans tous les soulèvements populaires, même s'il ne cadre guère avec l'image de l'ouvrier professionnel et consciencieux posé plus tard en modèle idéal par le syndicalisme… De même le personnage de Jubilet, charpentier alcoolique, marque mal avec une certaine imagerie ouvriériste bien-pensante qui sera celle du XXe siècle.

Peu de paysans aussi, à une époque où ils composent encore une bonne partie de la population du terroir marseillais. Deux exceptions, celle du berger Cassian dont la sagesse panthéiste semble un peu hors du temps (mais cette chanson, peut-être la seule à avoir une forte connotation personnelle, est liée à un malheur dans la vie de Gelu, la perte de sa fille). Et celle des *nòvis rovenencs* (les jeunes mariés du Rove, village situé dans les collines au-delà de l'Estaque) descendus faire un tour en ville et qui en repartent horrifiés : lesquels annoncent le personnage de *Nové Granet*, paysan de Vitrolles monté à Paris. Dans ce roman (et d'ailleurs, est-ce bien un roman ? Nous sommes tentés d'y voir plutôt un conte, tant le récit serre de près l'oralité…), dans ce conte donc, Gelu révèle ce qu'il laissait déjà sourdre dans la chanson citée plus haut, à savoir une profonde répulsion non pas envers la ville, mais envers la métropole capitaliste, son caractère déshumanisant et déshumanisé. Si Gelu aime la ville, en tout cas la sienne, il n'aime pas la ville industrielle qui amorce l'irréversible processus de désintégration culminant dans la ville postindustrielle du XXIe siècle.

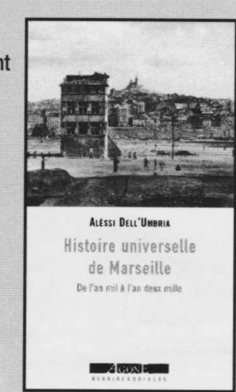
En outre, pour Gelu, la métropole génère la pollution industrielle : on peut même dire qu'à cet égard, il fait figure de pionnier. Le pêcheur de *l'Agaza* a de bonnes raisons de répéter ses imprécations. C'est à partir de cette époque que Marseille s'est couverte de ce noir linceul qui endeuilla ses façades jusqu'à une date récente. Qui, cependant, se souciera de la pollution de l'eau et de l'air, pendant un siècle et demi de frénésie industrielle ? Il faudra attendre 1973 pour voir des Provençaux se lever contre ce fléau, à l'époque de l'immense chantier de Fos. Il faudra attendre cette année-là pour voir les pêcheurs de Fos et de Martigues se mobiliser contre la pollution aquatique engendrée par les raffineries de pétrole : « *Bogre d'agaza, petan d'agaza !* ».

En mal de reconnaissance

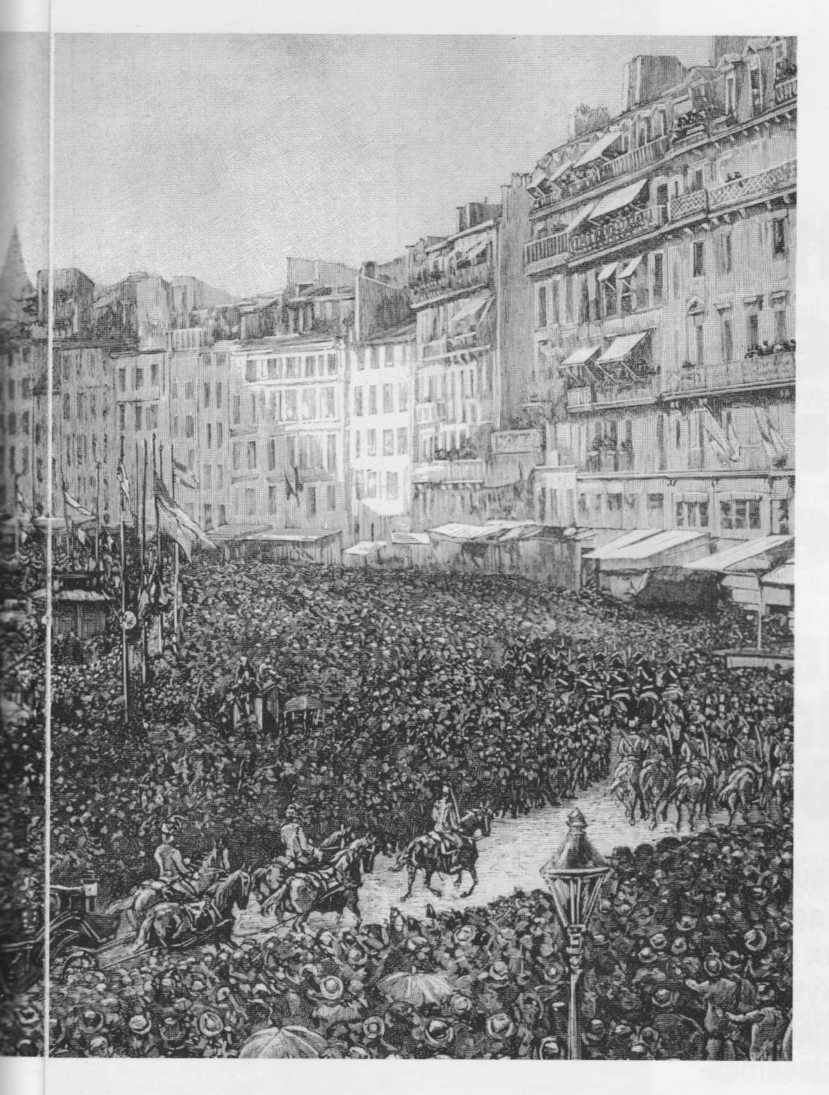
On a abondamment glosé sur les contradictions du personnage : Gelu, poète de la plèbe alors même qu'il appartient plutôt à la petite bourgeoisie et qu'il a toujours aspiré à une reconnaissance officielle qu'il n'a finalement jamais vraiment eue. Mais Gelu a



Une réédition complète des *Chansons provençales* de Victor Gelu, en graphie normalisée et avec une traduction française en regard, complétée des notes de l'auteur lui-même, a été réalisée en 2003 par une association occitaniste marseillaise de sensibilité libertaire. L'ouvrage est assorti d'un CD où sept artistes de la scène marseillaise occitane, dont Massilia Sound System et Dupain, interprètent chacun une chanson de Gelu.
À commander à : Ostau dau Païs Marselhés, 5 rue des Trois Mages, 13001 Marseille,
mail : opm3@wanadoo.fr.



À lire également, d'Alèssi Dell'Umbria, *Histoire universelle de Marseille, De l'an mil à l'an deux mille*, Agone, coll. « Mémoires Sociales », 2006.



de Lazare, *lo Parisien*, ou ceux qui sont montés « là-haut » y faire une fortune douteuse et qu'il évoque dans *Nové Granet*. Dans ses *Notes biographiques*, il oppose le *« Marseillais des Petits-Pères »*, ce petit-bourgeois guindé et coincé, au travailleur du Vieux Port dont *« la mine réjouie, la robuste encolure et la fière assurance excitaient son envieuse pitié »*; et de fait, le premier se fait un point d'honneur de ne parler que dans la langue de la capitale, alors que le second s'entête à ne parler que son provençal maternel.

C'est précisément le fait de s'être exprimé dans cette langue d'oc que la culture officielle ne considérait que comme un patois bon pour parler aux chèvres, qui fit de Gelu un paria. En effet, il fut victime, de façon insidieuse, de la conspiration du silence, à commencer par celle de la presse : alors que ses chansons étaient connues et chantées dans tout Marseille, leurs éditions n'eurent jamais droit à la moindre mention dans les journaux locaux. Rappelons aussi que son œuvre, qui fut éditée intégralement à deux reprises sous le Second Empire, eut affaire à la censure impériale : il eut même des problèmes judiciaires pour le texte de *Vèuza Mégi*, une chanson qui campe une mère de famille incitant son fils à déserter au lieu de partir se faire tuer en Crimée. Mais les petites gens ne s'y trompèrent pas : en juin 1848 comme en avril 1871, les ouvriers marseillais chantaient du Victor Gelu sur les barricades pour se donner du cœur au ventre en attendant l'assaut de la troupe. On ne pouvait espérer plus bel hommage.

Pour finir, nous ferons une constatation qui suffit à démontrer la vérité historique de cette œuvre. Ce que Gelu put observer en son commencement, nous pouvons en voir l'achèvement dans ce Marseille du XXIe siècle. Une ville qui réussit à être l'une des plus polluées d'Europe. Une ville ravagée par plusieurs générations d'urbanistes et de spéculateurs immobiliers. Une ville où une part importante de la population survit grâce à son sens de la débrouille, et se voit pointée du doigt par nombre de bien-pensants. Une ville où la langue d'oc n'est toujours pas reconnue et où le simple fait de parler avec l'accent provençal suffit à vous attirer foudres ou moqueries dans nombre d'institutions. Une ville où la norme culturelle dominante vient toujours de Paris. Une ville qui a perdu l'essentiel de ses repères.

Gelu avait vu apparaître la ville industrielle. Nous l'avons vu disparaître. Entre-temps, le processus de désintégration de la ville s'est développé, qui a connu une accélération exponentielle ces dernières décennies. Le reproche qui a été longtemps adressé au poète marseillais doit donc être revu à l'aune de l'expérience historique : et là, Gelu, le poète apparemment tourné vers le passé, apparaît tout simplement « prophétique ». ■

côtoyé de près cette plèbe marseillaise dans laquelle il a trouvé de véritables personnages, individus mal dégrossis et entiers dont la sincérité ne fait aucun doute (si l'on excepte l'affreux Démoni, bien sûr, l'arriviste qui écrase tout le monde sur son passage). Ce n'est certainement pas chez les bourgeois, coincés dans leurs rôles sociaux, qu'il aurait trouvé des individus qui sonnent aussi vrais.

Faisons justice donc d'un reproche sous-jacent chez beaucoup de commentateurs : si Gelu aspirait sans aucun doute à la reconnaissance de la bonne société, il n'a pour autant jamais prostitué son talent et il n'a jamais eu recours aux faux-semblants (beaucoup d'écrivains honorablement connus ne peuvent en dire autant). Gelu n'a jamais cherché à « parvenir ». Bien au contraire, plusieurs de ses *Chansons* montrent à quel point il ne peut supporter les parvenus : ceux qui reviennent de Paris éduqués par les mœurs bourgeoises des grands boulevards, tel le fils

Alèssi DELL'UMBRIA

Fòra ! lo sang que nos resta a lo bolh !
Fòra ! sangsucs, qu'avètz la gòrja plena !
Fòra ! bochiers, gras de nòstra codena !
Fòra ! a son torn lo bestiau pren lo foeit !

Moro, ti donon trenta sòus,
Quand vas debarcar de matiera,
Lei mestres de ta saboniera
Que t'an de lois lei plens pairòus.
Encar ti duves creire uròs
Se ti ronhon pas la jornada !
Lei traitres, emé son tetar-doç,
Ti l'empunhon sensa pomada,
Sensa pomada !

À bas ! le sang qui nous reste bouillonne !
À bas ! sangsues, qui avez la gorge pleine !
À bas ! bouchers, gras de notre couenne !
À bas ! a son tour le bétail prend le fouet !

Maure, ils te donnent trente sous,
Quand tu vas débarquer de la soude,
Les maîtres de ta savonnerie
Qui ont des louis pleins leurs chaudrons.
Encore tu dois t'estimer heureux
S'ils ne te rognent pas sur la journée !
Les traîtres, avec leur ton mielleux,
Ils te l'enfoncent sans pommade,
Sans pommade !

Première strophe de « Lo tramblament », la chanson la plus révoltée de Gelu, qui campe le personnage d'un ouvrier savonnier participant à une émeute ouvrière au début des années 1840.

Quand les hommes mesuraient les hommes

Anthropométrie et anthropologie physique au XIXe siècle

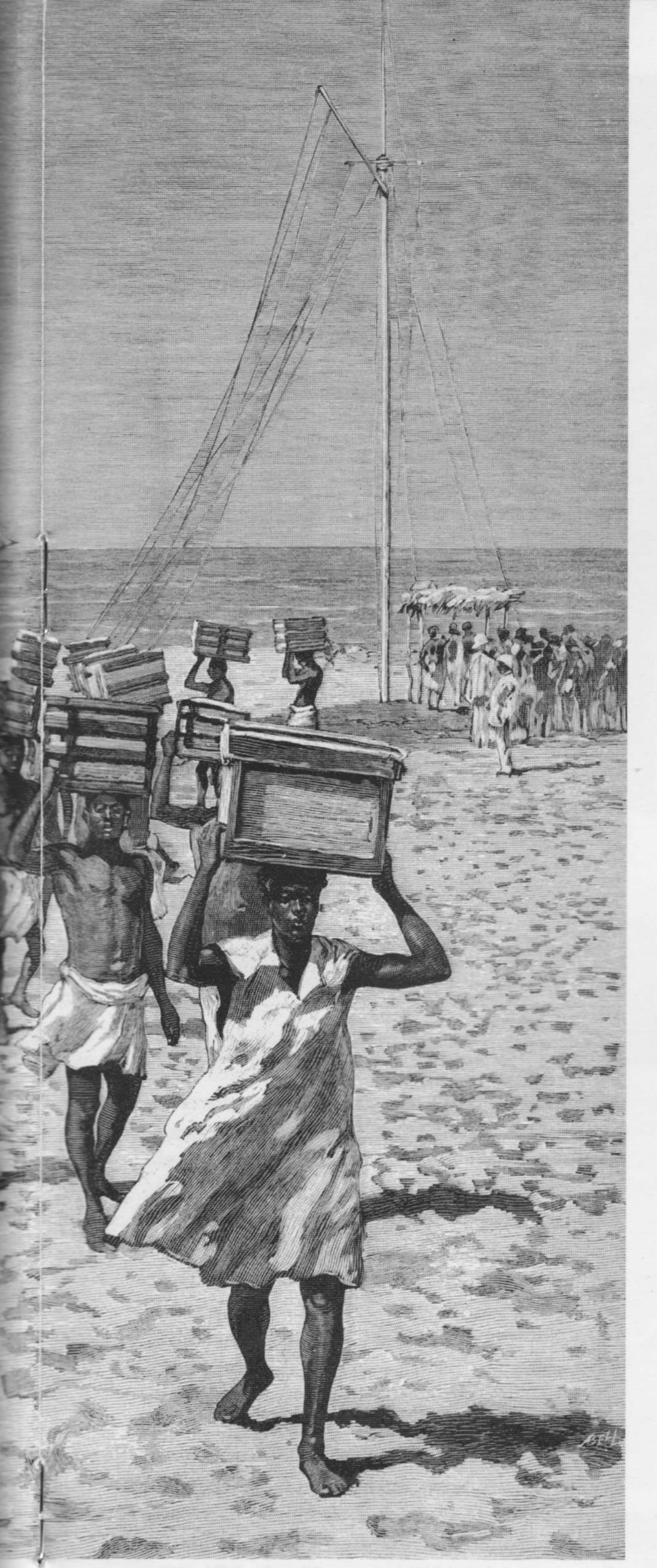
À l'ère des empires coloniaux et de la pratique de l'esclavage, les scientifiques occidentaux examinent les différences physiques entre les hommes pour instaurer un système de mesure et de classification. Un système qui, pour beaucoup, légitime l'idée d'inégalité entre les « races ».



«*La race blanche, la plus parfaite des races humaines, habite surtout l'Europe, l'ouest de l'Asie, le nord de l'Afrique et l'Amérique. Elle se reconnaît à sa tête ovale, à sa bouche un peu fendue, à des lèvres épaisses… La race jaune occupe principalement l'Asie orientale, la Chine et le Japon : visage plat, pommettes saillantes, nez aplati, paupières bridées, yeux en amandes, peu de cheveux et peu de barbe. La race rouge, qui habitait autrefois toute l'Amérique, a une peau rougeâtre, les yeux enfoncés, le nez long et arqué, le front très fuyant. La race noire, qui occupe surtout l'Afrique et le sud de l'Océanie, a la peau très noire, les cheveux crépus, le nez écrasé, les lèvres épaisses, les bras très longs*[1] ». Cet extrait édifiant du principal manuel du cours moyen des écoles de la IIIe République, *Le tour de la France par deux enfants*, met en évidence la banalisation au XIXe siècle d'une « nouvelle science » de l'homme, l'anthropologie physique, qui s'impose jusque dans les salles de classe.

La mise en forme doctrinaire et scientifique de la diversité humaine s'élabore donc dans le cadre de l'anthropologie physique et de son adjuvant, le déterminisme biologique. Cette pensée postule en effet l'existence d'une causalité directe entre les caractéristiques anatomiques, physiques, physiologiques et les aptitudes intellectuelles, culturelles, sociétales. Dans cette perspective, les différences extérieures et apparentes entre les groupes humains doivent être mesurées, comparées et interprétées. Ainsi appréhendés, les hommes sont divisés en une multitude de catégories spécifiques, les « races », qui se prêtent au classement et à la hiérarchisation. La mesure des corps humains effectuée par les anthropologues en voyage ou dans leurs laboratoires, apparaît ainsi comme une quête quasi obsessionnelle des sociétés occidentales du XIXe siècle. L'anthropométrie (les techniques de mesure et l'étude des différents éléments formant le corps

1. G. Bruno, *Le tour de la France par deux enfants* – Cours moyen – 89e édition, Paris, Belin, page 184 (1re édition 1877).



Débarquement à Cotonou au Dahomey. L'Illustration, *16 avril 1892.*

humain) focalise donc toutes les attentions car on attend d'elle l'identification scientifique des « types raciaux » et l'élaboration d'une échelle raciale hiérarchique, apportant bien entendu la preuve de la supériorité de la « race » blanche européenne et de sa civilisation. Mais comment passe-t-on de l'expérience de la diversité humaine et de la mesure des corps aux idéologies fondées sur les classifications et les hiérarchies raciales ? En quoi l'anthropométrie fait-elle évoluer le discours sur les différences entre les hommes en un discours sur les inégalités de « races » ?

Ce questionnement qui s'inscrit dans une histoire des mentalités et des représentations, présuppose que l'anthropologie raciale ne soit qu'un système de perception de la réalité, qu'un regard porté sur l'autre ; que l'anthropométrie nous en apprend plus sur ceux qui mesurent que sur les mesurés.

De l'expérience commune de la diversité humaine aux mesures des corps

Comme le soutient avec justesse l'historienne Mariella Villasante Cervello, l'anthropologie se développe au moment où l'Europe colonise la planète, *« au moment où la diversité était un des éléments saillants de l'expérience commune du monde*[2] *»*. Les débats scientifiques autour de cette « nouvelle » science de l'homme se chargent donc d'enjeux idéologiques et politiques.

La problématique initiale se révèle cependant très largement naturaliste par la volonté de mesures objectives et l'ambition taxinomique. Il s'agit de classer les hommes selon des critères rigoureux, d'établir des catégories à partir de caractéristiques corporelles mesurables, quantifiables, précises et censées faire référence (les cheveux, la couleur de peau, la forme des crânes, la taille...). Dans cette perspective les anthropologues du XIXe, à la suite des naturalistes du XVIIIe, forgent le concept de « race », pensé comme l'ensemble des subdivisions de l'espèce humaine établies sur des critères biologiques, autant d'hypothétiques unités classificatoires fondées sur les différences anatomiques, physiologiques et physiques. La démarche relève des sciences de la nature avec le projet de découvrir des lois naturelles sur l'Homme. Un des chefs de file de l'anthropologie française du XIXe, Armand de Quatrefages, s'interroge ainsi sur les attributs permettant une classification naturelle et méthodique : *« il faut appliquer rigoureusement aux races humaines la méthode naturelle, telle que la comprennent aujourd'hui les zoologistes et les botanistes* [...] *il faudra tenir compte de tous les caractères (physiques, intellectuels, moraux, religieux), n'en dédaigner aucun, déterminer leur valeur relative*[3] *»*. La démarche s'inspire également du modèle clinique et anatomique des sciences médicales par l'observation et l'étude systématique des corps humains, par l'évaluation déductive des différences physiques visuelles. L'anthropologue se doit d'être un observateur attentif qui regarde les corps, retranscrit par écrit leur apparence ou les photographie pour une étude ultérieure en laboratoire. Il doit ensuite effectuer de multiples mensurations anthropométriques, ce qui nécessite des méthodes objectives, différents appareils de mesure et un traitement rigoureux des données mesurées. Ainsi l'étude à prétention scientifique des « races » humaines institue l'Homme comme objet d'un savoir dégagé de toutes spéculations d'ordre philosophique et spirituelle. L'approche est ●●●

2. Mariella Villasante Cervello, « La Négritude : une forme de racisme hérité de la colonisation française », dans *Le livre noir du colonialisme* (sous la direction de Marc Ferro), Paris, Laffont, 2003, pages 733-734.

3. Armand de Quatrefages, *Histoire générale des races humaines*, Paris, Hennuyer, 1887-1889, tome I, page 288.

L'anthropologue Paul Broca.

●●● incontestablement matérialiste puisque l'observation matérielle des corps et leur mesure doivent permettre de comparer, de classer et au final d'établir une hiérarchie. Les enjeux se déplacent donc logiquement de la science vers les champs du politique et de l'idéologie.

Pour l'anthropologie physique et son outillage anthropométrique, le monde est composé « d'entités raciales » régies par la concurrence et la domination. Dans le contexte esclavagiste du début du XIX[e] la tentation est alors grande de justifier par les corps la prétendue inégalité entre les « races ». Des extrémistes anglo-saxons comme Knox, Nott, Gliddon, Morton ou Carus, s'attachent, dans un dessein politique et social (légitimer l'idéologie ségrégationniste et la pratique de l'esclavage), à démontrer l'inégalité originelle et naturelle entre tous les groupes humains. L'universalité de l'espèce humaine est ainsi niée au profit de la hiérarchisation et d'une éternelle séparation entre les hommes sur les plans biologique, intellectuel et moral. Ce postulat laisse libre cours aux préjugés comme chez Haeckel dont l'argumentation relève ici bien plus de l'a priori que de la science : *« Si l'on voulait à tout prix établir une limite bien tranchée, c'est entre les hommes les plus distingués et les sauvages les plus grossiers qu'il faudrait la tracer, en réunissant aux animaux les divers types humains inférieurs. Cette opinion est en effet celle de beaucoup de voyageurs... Un Anglais, qui a beaucoup voyagé et séjourné longtemps sur la côte occidentale de l'Afrique, écrit ceci : À mes yeux, le Nègre est une espèce humaine inférieure ; je ne puis me décider à le regarder comme homme et comme frère ; car alors il faudrait aussi admettre le gorille dans la famille humaine[4] ».* Dans une perspective différente, l'argumentation colonialiste française va également utiliser des modèles idéologiques qui procèdent d'un mécanisme d'infériorisation de l'autre alimenté par la certitude d'une mission civilisatrice. L'anthropologie se veut science appliquée au service de l'idée coloniale, car pour dominer le colonisé il faut le représenter, le recenser, le mesurer, le classer. L'anthropométrie doit donc permettre une meilleure connaissance des « races » colonisées, justifier le principe de domination et optimiser l'exploitation. Dans un ouvrage de référence, l'anthropologue français Paul Topinard en évoque non sans cynisme le *« côté pratique »* : *« Les peuples civilisés vont partout se substituant aux races sauvages ou s'imposant à des peuples moins belliqueux ; pour cela, les gouvernements n'ont de choix qu'entre deux systèmes ; les anéantir ou les rallier. Le premier, malgré quelques exemples récents n'est pas admissible. Le second est réalisable à la condition de comprendre le génie propre du peuple vaincu, ses aptitudes et jusqu'à la nature de sa race* [...] *or c'est l'anthropologie qui apprend à les reconnaître[5] ».*

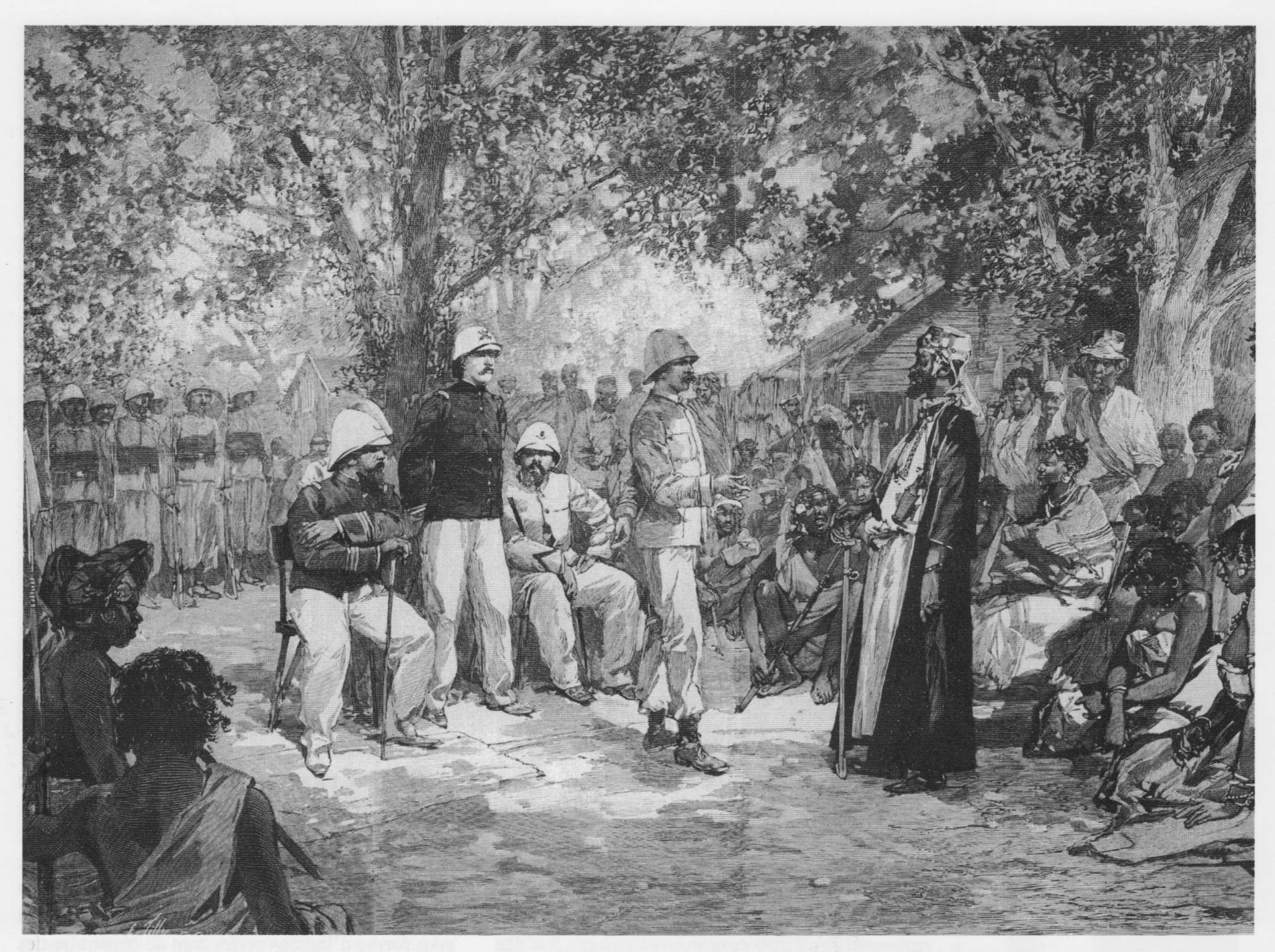
Si les enjeux apparaissent idéologiques, les pratiques et les méthodes se veulent néanmoins scientifiques car il n'y a de science que dans le mesurable. L'anthropométrie est donc chargée d'apporter les données numériques permettant de dépasser les lieux communs populaires et les simples spéculations des vulgarisateurs à l'exemple du médecin Louis Figuier reprenant une théorie (déjà obsolète à l'époque) de la coloration de la peau : *« L'influence de la chaleur et du climat pour modifier la coloration de la peau est un fait certain* [...] *l'homme blanc européen transporté au cœur de l'Afrique, ou sur les côtes de la Guinée, revêt dans sa descendance, la coloration brune de la peau du nègre* [...] *les Nègres transportés dans les pays septentrionaux donnent une descendance de plus en plus pâle, qui finit par être blanche[6] ».* En opposition totale avec une telle approche, l'anthropométrie, par ses méthodes et ses mesures objectives et rationnelles des hommes, prétend dépasser le subjectif et apporter un cautionnement scientifique à l'étude des « races humaines ».

Les méthodes et les mesures anthropométriques

Les techniques de mensuration des différentes parties des corps et les collectes de données biologiques chiffrées apparaissent en effet comme des systèmes d'identification et de reconnaissance physique. Cette démarche à prétention scientifique impulsée par la société d'anthropologie de Paris, fondée en 1859 par le chirurgien Paul Broca, institue une méthodologie avec des conventions et des normes d'étude. Aux observations des voyageurs anthropologues soumises à de rigoureuses instructions officielles s'ajoutent les multiples travaux de laboratoire. Les caractères physiques censés différencier les « races » s'appréhendent donc à la fois en laboratoire sur un plan anatomique, et en voyage par les observations sur le vivant. L'anthropométrie recherche donc le ou les caractères signifiants d'une classification et d'une hiérarchisation humaine, mais les anthropologues divergent sur les critères mesurables de différentiation à prendre en compte.

La couleur de la peau et des yeux, la nature des cheveux et les traits du visage s'avèrent d'abord des éléments commodes pour définir des « races » et les classer. Ces caractères morphologiques déjà utilisés par Buffon, Blumenbach, Bory Saint Vincent à la fin du XVIII[e] et au début du XIX[e], mettent en exergue l'apparence à partir d'une approche strictement descriptive. Il s'agit de traduire par des mots certaines caractéristiques non mesurables. Cette technique, très critiquée car reposant sur l'appréciation subjective de l'observant et non sur des données chiffrées, reste cependant prisée car elle permet une typologie pratique

4. Ernst Haeckel, *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, Paris, Reimwald, 1877 (1[re] édition en allemand, 1868). Voir Patrick Dorléans, *Il était une fois l'Évolution*, Ellipses, 2003, page 100-101.
5. Paul Topinard, *L'anthropologie*, Paris, Reinwald, 1895, pages 11-12.
6. Louis Figuier, *Les races humaines*, Paris, Hachette, 1872, page 10.

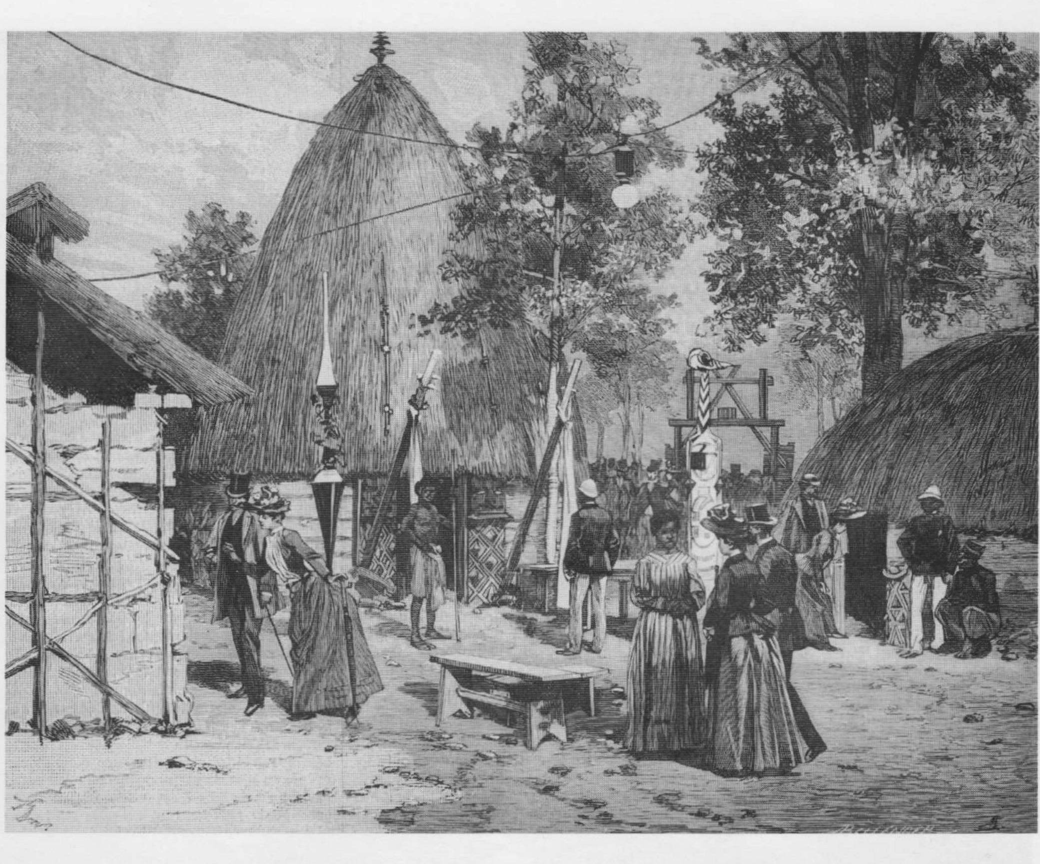


Expédition de Madagascar. Soumission d'un royaume. L'Illustration, *25 mai 1895.*

et aisément « reconnaissable ». Armand de Quatrefages, pourtant très réticent à l'égard de cette approche physionomique, le reconnaît sans ambiguïté : *« La couleur de la peau est un des caractères qui frappe le plus et auquel on a longtemps attaché le plus d'importance* [...] [elle] *n'a pas grande valeur lorsqu'il s'agit de caractériser les groupes fondamentaux de l'humanité. Toutefois, elle permet de reconnaître, presque à coup sûr, les populations se rattachant au tronc blanc, lorsque la teinte est bien accusée et surtout quand l'épiderme est en même temps assez transparent pour laisser apercevoir le rose des joues, la couleur bleuâtre des veines sous-cutanées* [...] *L'ensemble de la face et chacun des traits dont elle se compose sont pour beaucoup dans la distinction que chacun établit instinctivement entre les races humaines. Mais cette appréciation est souvent peu raisonnée et conduit à des erreurs*[7] *»*. La méthode descriptive conserve toutefois d'ardents partisans, au premier rang desquels figure Paul Topinard qui privilégie *« l'observation attentive »* et qui estime par exemple pouvoir reconnaître *« à vue »* un crâne esquimau caractérisé par sa *« longueur et sa hauteur excessives*[8] *»*. Mais la plupart des anthropologues du XIXe siècle (y compris Topinard), sans rejeter totalement l'approche descriptive, adoptent une démarche anthropométrique qui repose sur des méthodes plus scientifiques d'appréciation et de mesures. Dès lors on assiste à une évolution sensible des critères de classification à partir de caractéristiques physiologiques (température du corps, respiration, menstruations, force musculaire, éléments pathologiques...) mais surtout à partir de caractères anatomiques (crâne, système osseux, colonne, thorax, bassin, membres, appareil cutané...).

Camper, Owen, Cloquet et Virey avec leurs *« lignes et angles faciaux »*, Topinard avec son *« indice nasal extérieur »* trouvent dans le squelette de la face l'attribut fondamental de comparaison ; Broca dans les années 1860 met en exergue le rapport du radius à l'humérus comme critère physique déterminant pour fonder une hiérarchie raciale. Mais c'est essentiellement le crâne qui fait l'objet de toutes les attentions et sur lequel se focalisent les mesures. La craniométrie s'impose ainsi comme la branche maîtresse de l'anthropométrie. Le crâne autorise en effet des investigations sur les vivants comme sur les morts ; siège du cerveau, il permet aussi de construire des échelles hiérarchiques en fonction de son volume ou de sa forme (méthodes de Prichard et de Gratiolet, procédés de Broca, de Quatrefages et de Bertillon...) ; il se prête enfin à toutes les spéculations théoriques sur l'intelligence (Morton, Gobineau, Letourneau, Vacher de Lapouge). Ainsi après avoir asséné que l'intelligence, le volume cérébral et la capacité crânienne sont intimement liés, Abel Hovelacque et Georges Hervé, professeurs à l'école d'anthropologie de Paris, établissent un classement ●●●

7. Armand de Quatrefages, *op. cit.*, pages 207-209.
8. Paul Topinard, *op. cit.*, page 208.



Ci-contre : Un village canaque à l'exposition universelle. L'Illustration, *31 août 1889.*

Page de droite, de gauche à droite et de haut en bas, tirées de L'anthropologie *de Paul Topinard, sauf la troisième:*

Le craniophore de Topinard.

Le stéréographe de Broca.

L'équerre céphalométrique. Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris.

Le goniomètre facial de Broca.

Les projections sur le vivant.

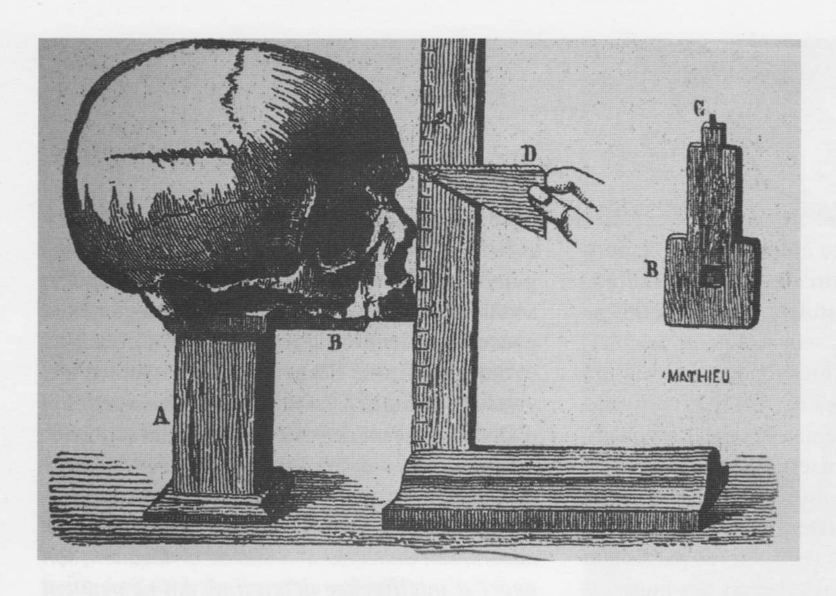
Ci-dessous : Le goniomètre facial de Quatrefage n° 2. L'anthropologie, *Paul Topinard.*

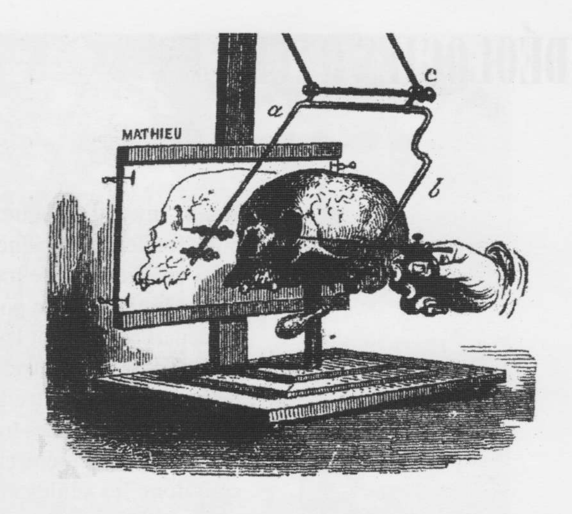
●●● « scientifique » de l'humanité : *« les races inférieures ont, en somme, une capacité crânienne moindre que celle des races supérieures. Les Australiens, les Noirs de l'Inde, les Andamanites, les Bochimans, les Hottentotes occupent les dernières places, avec des capacités qui dépassent rarement les 1 360 centimètres cubes...*[9] *»*. De même, la doctrine d'Anders Retzius qui partage l'humanité entre les brachycéphales à tête courte et large et les dolichocéphales à tête longue et étroite va être reprise, controversée ou instrumentalisée tout au long du XIXe siècle. Georges Vacher de Lapouge, par exemple, y prend appui pour exposer ses théories raciales et racistes qui opposent les races dolichocéphales, aux qualités intellectuelles et morales supérieures (incarnées par la branche aryenne), aux races brachycéphales inférieures (représentées par les Sémites). Ces conceptions extrémistes reflètent à bien des égards les dérives idéologiques qui accompagnent parfois l'interprétation des données numériques effectuées par les anthropologues, car avant de hiérarchiser et de classer, il a bien fallu mesurer méthodiquement les corps et notamment les crânes humains.

La craniométrie a pour objet d'établir des données mathématiques à partir d'études du squelette de la tête. Elle procède, suivant la méthode des projections, par le calcul d'angles, de lignes ou d'intersections crâniennes. Topinard encense ce procédé communément utilisé par ses confrères : *« Les projections* [...] *sont les seules qui donnent des mesures exactes et applicables* [...] *Il y a deux façons de les prendre : directement sur le crâne à l'aide de procédés divers, et indirectement sur des dessins* [...] *La figure du crâne peut se projeter sur un écran suivant trois plans différents : la vue d'en haut et d'en bas dans le plan horizontal, la vue d'avant et d'arrière dans le plan vertical transversal et la vue de profil dans le plan antéro-postérieur*[10] *»*. La comparaison des mesures, effectuées sur des séries plus ou moins importantes, se fait ensuite à partir de moyennes et sous forme d'indices permettant de construire des tableaux comparatifs des « races ». Bien entendu nombreux sont les anthropologues qui mettent au point leurs propres systèmes de mesures et leurs propres techniques de calcul (calcul direct à l'aide d'instruments particuliers, calcul sur des dessins géométriques à l'aide du rapporteur, calcul trigonométrique mis au point par Broca et développé par de Quatrefages). Les controverses et les contradictions scientifiques sont donc légion. Il existe par exemple des dizaines de méthodes, d'instruments et de formules mathématiques pour mesurer les angles faciaux : l'angle primitif de Camper, l'angle de Jacquart (dont le sommet est l'épine nasale), l'angle de Cloquet (dont le sommet est au bord alvéolaire), l'angle de Geoffroy Saint Hilaire (dont le sommet est aux incisives), les angles occipital et basilaire de Broca... De même les mensurations des capacités crâniennes visant à déterminer les volumes (et donc l'intelligence selon la logique de l'anthropologie physique) s'effectuent selon des procédés de jaugeage très variés : Hamilton remplit le crâne de sable, Mantegazza de millet, Philipps de grains de moutarde blanche, Morton de plomb de chasse, Broca de mercure...

Dès lors, comment accorder une quelconque validité scientifique à des mesures si différentes et à des résultats extrêmement variables selon la méthode et la procédure de calcul ? La société d'anthropologie de Paris s'efforce ainsi tout au long du XIXe d'imposer (sans grand succès) des

9. Abel Hovelacque et Georges Hervé, *Précis d'anthropologie*, Paris, Delahaye, 1887, page 241.
10. Paul Topinard, *op. cit.*, page 269.

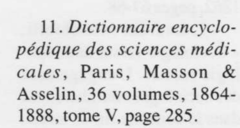




règles et des normes communes. Dans ses bulletins, elle multiplie des *« instructions générales pour les recherches »* et une commission spéciale est chargée de déterminer des conventions standardisées. Paul Broca souligne cette nécessaire œuvre méthodologique dans le monumental *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*: *« Il est tout à fait indispensable d'adopter, pour chaque mensuration, un procédé constant et invariable, qui soit en même temps assez simple pour être à la portée de tous les observateurs. C'est donc dans ce but que la Société d'anthropologie de Paris a publié ses* « instructions générales »*, accompagnées d'explications étendues, d'un tableau chromatique numéroté, et d'un modèle de feuilles d'observations où toutes les mesures utiles sont indiquées*[11] ». Il s'agit donc de déterminer les points de repères essentiels pour les mensurations, de définir des procédés de préparations, de proposer des instruments novateurs et conventionnés, de fournir des grilles d'observation et des feuilles standard pour retranscrire uniformément les mesures. La société d'anthropologie cherche ainsi à éviter tout écart individuel afin d'obtenir une reconnaissance scientifique de sa méthode par le traitement mathématique des données recueillies sous forme de statistiques et de calcul de probabilités. Les instruments de mesures, de laboratoire ou portatifs, doivent donc être précis et adaptés aux différents organes. C'est le *« stéréographe »* de Paul Broca, utilisé pour dessiner avec *« une précision géométrique »* les principales courbes du crâne ; c'est le *« craniophore »* de Topinard à appliquer *« sur le vivant et sur crâne sec »* ; c'est le *« goniomètre facial »* de Broca permettant de mesurer des angles faciaux ; c'est *« l'équerre céphalométrique »* qui permet *« de prendre avec rapidité et dans l'attitude naturelle de la tête toutes les mesures de hauteur situées sur la ligne médiane*[12] » ; c'est encore *« l'anthropomètre de laboratoire »*, *« pouvant se transporter à la main, par exemple au Jardin d'acclimatation ou dans un hôpital* [...] *et destiné à prendre toutes les hauteurs du corps »*. Un véritable marché d'instruments de précision se met en place avec de grandes maisons concurrentes telles Molténi, Mathieu ou Colin à Paris, Lépine à Lyon.

En 1893, le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris* fait ainsi la promotion quasi publicitaire du nouveau *« compas-glissière anthropométrique »* fabriqué par Lépine : *« M. Manouvrier présente un nouveau compas-glissière anthropométrique imaginé par M. Chantre. Ce compas est destiné spécialement aux mesures sur le vivant. À cet effet, les pointes sont un peu mousses. En outre, ses deux branches sont démontables et toutes deux sont à rallonge. Ce compas est enfermé dans une boîte très portative avec un double-mètre articulé en bois et un ruban métrique métallique à ressort. Le fabricant est M. Lépine, à Lyon »*. La gamme des instruments se complète par la multiplication des manuels méthodologiques et des cartes de références (telle la carte des tailles moyennes des départements français dressée par Broca). Des tableaux normatifs sont également validés et édités par la Société d'anthropologie ; en 1863 Broca propose par exemple son *« échelle chromatique des yeux »* qui consiste en différentes planches illustrées représentant les nuances de l'iris, chaque teinte étant accompagnée d'un numéro d'ordre. Enfin la Société d'anthropologie s'efforce de contrôler les observations et les mesures à partir d'instructions directives régulièrement publiées et de notices-questionnaires préétablies.

Mais cette volonté d'uniformisation des méthodes et d'homogénéisation des mesures se heurte aux controverses scientifiques, aux rivalités personnelles et aux clivages partisans. Les anthropologues sont si partagés sur les techniques de mensuration, sur les caractères physiques pertinents, et si divisés idéologiquement que l'on peut parler d'une crise structurelle de l'anthropométrie. Quels sont les instruments les plus fiables ? Doivent-ils être fabriqués en bois ou en métal ? Et quel métal ? Quel est le plan idéal d'orientation pour étudier un crâne ? L'angle facial de Jacquart est-il plus significatif que l'angle Cuvier ? Quel est le meilleur critère pour établir une hiérarchie ?... D'incroyables ●●●


11. *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*, Paris, Masson & Asselin, 36 volumes, 1864-1888, tome V, page 285.

12. *Bulletins de la société d'anthropologie de Paris*, tome III, Paris, Masson, 1880, page 272.

●●● querelles mettent à mal tous les efforts pour fonder une science cohérente qui se perd dans un irréductible morcellement méthodologique. Finalement le postulat initial, l'hypothèse de départ constituent les seuls éléments de cohésion : l'anthropométrie présuppose une relation de cause à effet entre les caractéristiques physiques et les aptitudes mentales ; penser les inégalités, classer et hiérarchiser les « races », telles sont donc les seules ambitions communes des anthropologues naturalistes. Mais là encore les désaccords et les lignes de fractures paraissent irréconciliables, ultimes révélateurs des impasses d'une science vouée à l'échec dans sa configuration idéologique du XIXe siècle. C'est dans ce contexte que le débat se focalise sur les fondements naturels de la diversité humaine, c'est-à-dire sur l'étude des « races » et la construction d'une « échelle raciale hiérarchisée ».

Des différences aux inégalités : le concept de race et le déterminisme biologique

Au XIXe siècle, rares sont ceux qui doutent de l'inégalité entre les hommes. Renforcée par le darwinisme, cette pensée présume que la diversité humaine se rapporte à différents stades d'évolution, les Européens blancs correspondant au niveau le plus élevé. Les travaux d'anthropologie physique et leur pratique anthropométrique permettent à plus d'un titre de légitimer cette théorie qui transforme le constat des différences en la certitude de l'inégalité. Topinard le laisse entrevoir par une comparaison physique évidente entre le Suédois blond et le Noir africain, comparaison qu'il investit subrepticement d'allusions significatives : *« Le Suédois blond, au teint rosé, aux yeux bleu ciel, aux formes élancées* [l'idéal de la beauté pour un Européen comme Topinard est ici sous-jacent]*, au visage orthognathe, à la capacité crânienne considérable* [c'est pour lui le signe d'une intelligence supérieure]*, est à une distance prodigieuse du Nègre au teint noir de suie, à la sclérotique jaune, à la toison courte et laineuse, au museau proéminent et aux lèvres retroussées* [cette description physique met en évidence l'idée d'animalité de l'Africain][13] ».

On passe donc insensiblement, selon des prétendues lois de la nature mises en exergues par les anthropologues et leurs mesures, des différences physiques aux inégalités intellectuelles, culturelles, morales et sociétales. L'anthropologie physique s'édifie donc autour du concept de « race », concept très commode car « la race » est présumée fixe, immuable et héréditaire. La tendance est d'associer à des critères anatomiques réellement mesurables, des données fantasmagoriques invisibles ou subjectives (les qualités, l'âme, « l'instinct de race », la sensibilité, la beauté, la force...). Il semble ainsi y avoir un lien intime entre les mesures des corps, le concept de « race » et la théorisation raciale. Ce déterminisme biologique présuppose que les caractères physiques, anatomiques et physiologiques de « races » soient pourvus de significations intellectuelles, sociales et morales. Émile Blanchard, reprenant les travaux du docteur Dumoutier sur les « races » d'Océanie, est sur ce point extrêmement explicite : *« Chaque race a non seulement ses caractères anthropologiques* [c'est-à-dire anthropométriques] *propres, mais aussi ses coutumes, ses mœurs, son industrie, son état de civilisation, son degré d'intelligence déterminé, qui ne peuvent être modifiés que dans certaines limites* [...] *les hommes* [d'Océanie] *dont la partie supérieure et antérieure de la tête est rétrécie et la partie postérieure allongée, dont les os maxillaires sont avancés, ne seront jamais, aux yeux de personne, ni hommes de génie, ni même de talent, ainsi que cela se comprend dans les sociétés européennes* [...] *Ces peuples, qui n'ont jamais pu constituer une civilisation, qui n'ont jamais rien inventé, qui sont inhabiles à compter jusqu'à dix, ne pourront jamais être considérés comme les égaux de ceux chez lesquels les industries de toutes sortes ont acquis un si grand développement, chez lesquels sont cultivés d'une manière si remarquable les lettres, les arts, les sciences*[14] » ; éloquent sentiment de supériorité couplé à l'idée d'une causalité directe entre l'anatomique, le physique et les capacités intellectuelles, morales et sociales.

Ce système idéologique qui prétend définir des « types raciaux », les classer et les hiérarchiser, se « popularise » à travers les zoos humains du XIXe siècle censés montrer les inégalités présupposées sur un fond d'exotisme. Portées par la propagande colonialiste, les théories scientifiques sur la hiérarchie des « races » « légitiment » ces exhibitions qui montrent à quel point l'anthropologie physique imprègne les esprits. Ce sont de véritables mises en scène de la classification humaine et de la prétendue hiérarchie raciale, construites autour des discours sur les « races » dites inférieures qui sont caricaturées en « sauvages » (et donc cataloguées en bas de l'échelle hiérarchique)[15]. Les mesures des corps conduisent donc inévitablement au classement et à la hiérarchisation raciale, ultime étape vers un racisme des plus ordinaires.

De l'anthropométrie vers la classification et la hiérarchie raciale

Il ne faut pas perdre de vue que l'objet premier de l'anthropométrie, à travers les collectes de données chiffrées sur les corps puis à travers leurs traitements statistiques et mathématiques (calcul de probabilités, recherche des écarts par rapport à un type moyen idéal...), consiste à déterminer des « types raciaux » primitifs et intangibles permettant la classification et la comparaison. Le concept

13. Topinard, *op. cit.*, page 526.

14. *Voyage au pôle Sud et dans l'Océanie sur les corvettes l'Astrolabe et la Zélée* [...] *sous le commandement de M. Dumont d'Urville* [...], Paris, Gide et Baudry, 1854, pages 256-257.

15. Sur ce thème des zoos humains, il faut se référer à l'article de Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire : « Des exhibitions racistes qui fascinaient les Européens. Ces zoos humains de la République coloniale », dans *Le Monde diplomatique*, août 2000, pages 16-17.

16. Auguste Debay, *Histoire naturelle de l'Homme et de la Femme*, Paris, Dentu, 1862, pages 67-68.

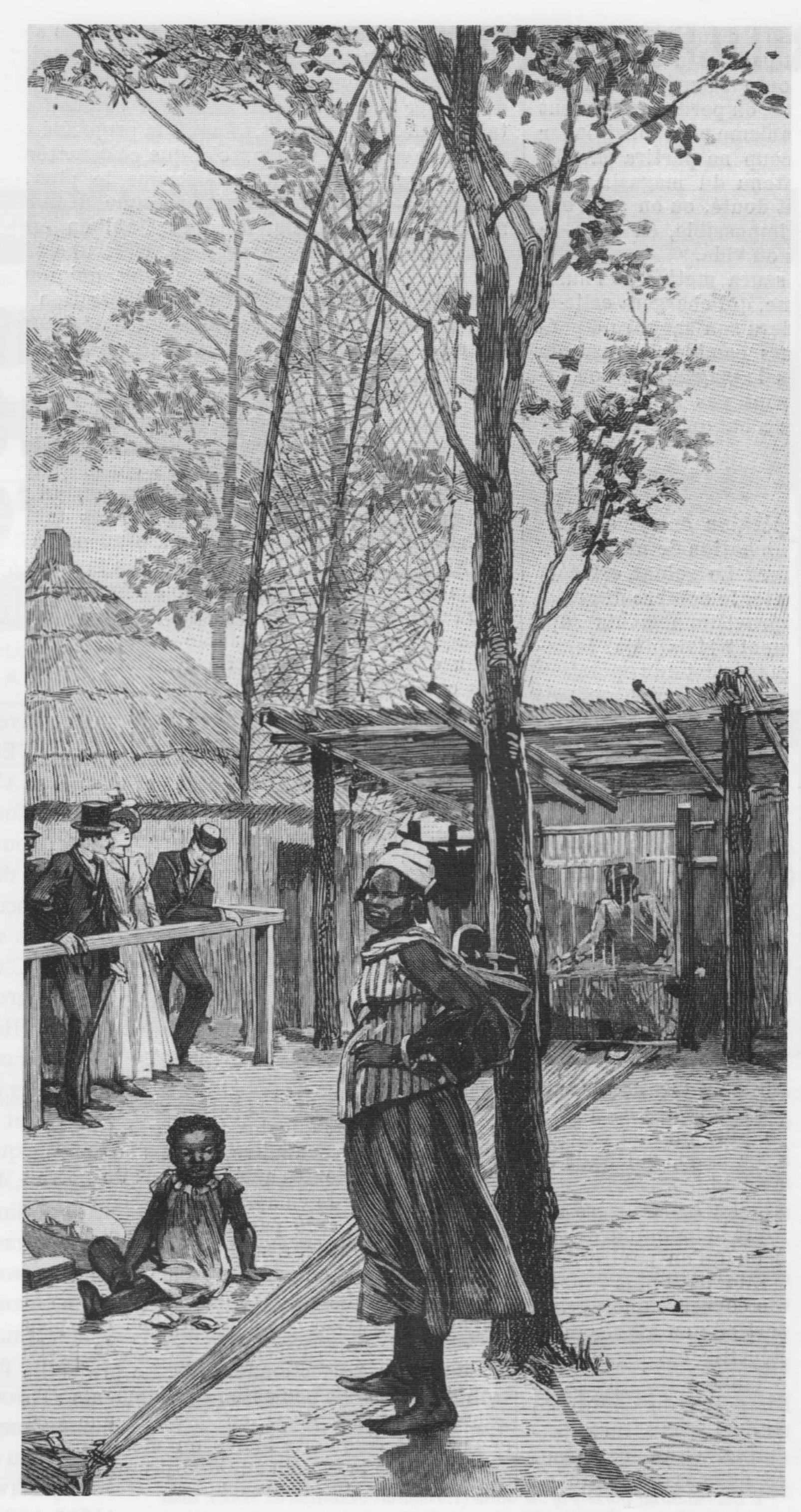
17. Laurent Mucchielli, « Sociologie versus anthropologie raciale. L'engagement des sociologues durkheimiens dans le contexte fin de siècle, 1885-1914 », dans *Gradhiva. Revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie*, 1997, 21, pages 77-95.

de « race » se construit donc à partir de critères biologiques mesurables (ou censés l'être) et mesurés qui permettent de subdiviser l'espèce humaine. Les anthropologues naturalistes décrivent et déterminent ensuite ces « races », analysent leurs ressemblances et leurs dissemblances physiques, intellectuelles et sociales. Mais les classifications raciales varient, voire se contredisent, selon le nombre de « races » retenues et les caractères sélectionnés pour les définir. Malgré les prétentions scientifiques revendiquées, on se retrouve bien ici dans le champ du plus total arbitraire. Les anthropologues s'acharnent cependant à retrouver et à isoler de prétendus types raciaux purs afin de distinguer, par-delà les multiples métissages humains, ce qui appartient à telle ou telle « race ». Derrière les travaux anthropométriques se profile souvent une illusoire quête de la pureté qui permet de théoriser la chimère de l'inégalité entre les « races » pour ensuite construire une échelle raciale hiérarchique. Les « races » dites supérieures et les « races » dites inférieures sont déterminées en fonction d'attributs physiques et classées selon des compétences présupposées, jusqu'à la caricature la plus simpliste chez le médecin Auguste Debay : *« À mesure que la face gagne en largeur, que les traits s'aplatissent, se confondent et que le museau s'allonge, le crâne se rétrécit et la stupidité augmente ; dans les proportions inverses l'intelligence s'agrandit. La race noire se traduit par la passivité et les appétits charnels ; les instincts l'emportent sur l'esprit. La race jaune se traduit par l'immobilité ; nullement susceptible de monter aux degrés de civilisation avancée, elle reste stationnaire. La race blanche se traduit par l'intelligence et l'activité ; plus favorisée que ses sœurs, la perfectibilité est son noble apanage et, jusqu'à présent, elle garde sa place en tête de l'humanité*[16] ».

Une pensée raciste des plus primaires mais dont l'assise se veut désormais « scientifique », émerge ainsi de la pratique anthropométrique du XIXe siècle. Les discours évoluent en effet aisément de la perspective hiérarchique vers les idées d'exclusion et de haine de l'autre. Le sociologue Laurent Mucchielli, dans un article de référence, a bien mis en exergue ce *« glissement d'une anthropologie physique vers une anthropologie des civilisations qui s'opère par le biais de la théorie raciale*[17] *»*. En ce sens la voie est désormais ouverte aux théoriciens contemporains du racisme qui établissent un lien intime, irréductible, entre les attributs biologiques d'un groupe humain et ses caractères intellectuels, moraux, sociétaux : Gobineau, Galton, Vacher de Lapouge, Chamberlain...

Le déterminisme biologique a donc engendré les doctrines racistes contemporaines, mais sur une base totalement erronée car, comme le soutient aujourd'hui le généticien Albert Jacquard, la notion de « race » est obsolète et n'a aucun fondement biologique : *« Les individus de l'espèce humaine sont fort différents les uns des autres [...] il est impossible de tracer des frontières permettant de regrouper ces populations en races distinctes*[18] *»* ; autrement dit, il n'y a qu'une seule race humaine... ou plus de six milliards. Pour autant, dans la lignée des manuels scolaires du XIXe siècle, le concept de « race » demeure encore de nos jours une catégorie de classification (souvent hiérarchique) d'un usage courant qu'il convient donc de dénoncer pour ce qu'elle est : une simple représentation historiquement datée. ■

David VINSON



La maison d'un tisseur au village sénégalais à l'exposition universelle. L'Illustration, *21 septembre 1889.*

18. Albert Jacquard, *Éloge de la différence. La génétique et les hommes*, Paris, Le Seuil, 1978.

Ken Knabb, l'Internationale situationniste et la contre-culture nord-américaine

À la fois protagoniste et héritier des mouvements contestataires américain et européen des années soixante, Ken Knabb n'a pas cessé d'avancer sur sa propre voie, celle de la simplicité.

Originalité de la contre-culture et de la gauche américaine

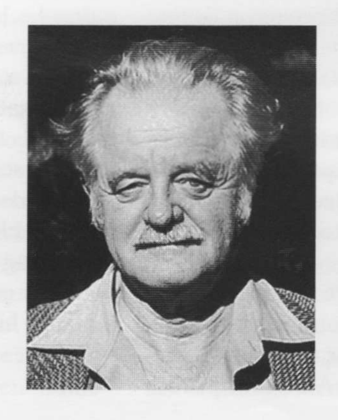
Les États-Unis sont très différents de l'Europe tout en en étant la quintessence. Il n'y a rien d'étonnant à cela, puisqu'ils sont constitués d'une migration continue de populations et d'idées européennes, qui précisément ne trouvaient pas de place dans leurs pays d'origine. Les États-Unis sont faits de ce qui était proprement inadmissible en Europe. C'est la synthèse de tous les excès européens.

Cet « extrémisme » américain prend pourtant l'aspect d'une certaine pondération comparé à l'Europe où les tentations sont traditionnellement plus grandes de faire marcher tout le monde au même pas. *« E pluribus unum »* (d'une pluralité l'union) reste la devise de l'union. La gauche américaine paraît ainsi à la fois plus radicale et plus « bon enfant » qu'elle ne l'est ailleurs.

Le mouvement ouvrier aux USA fut aussi une synthèse de ceux de l'Europe. Les principaux théoriciens et les principaux activistes s'y croisèrent à la fin du dix-neuvième siècle, avec une très forte migration repoussée par les répressions européennes ou par la misère. Ce n'est pas pour rien si le premier mai 1886 de Chicago est devenu une fête internationale.

Il y a encore un autre aspect généralement oublié des États-Unis : ils sont issus d'une révolution qui n'a jamais été écrasée. C'est très différent des pays d'Europe, qui se divisent en trois groupes : ceux qui ont connu de tels renversements plus tôt (Hollande, Suisse, Grande-Bretagne) mais avec des principes constitutionnels moins aboutis ; ceux qui ont vécu des cycles de révolutions et de contre-révolutions, comme la France ; et ceux qui n'ont accédé à des « régimes démocratiques » que très tardivement, et souvent sous l'influence étrangère. La révolution y apparaît alors souvent comme un seuil critique en deçà duquel rien n'est possible ; et le réformisme, son alternative. Le mot d'ordre des IWW[1], *« to build the new world in the shell of the old »* (construire le nouveau monde dans la coquille de l'ancien), dénote un état d'esprit plus original.

D'autre part, les États-Unis donnèrent pendant longtemps l'impression d'être culturellement sinistrés. Ce n'est pas qu'ils manquèrent réellement de grands auteurs, de grands philosophes ou de grands artistes (Walt Whitman [1819-1892], Henry David Thoreau [1817-1862], Ralph Waldo Emerson [1803-1882], Charles Sanders Peirce [1839-1914], William James [1842-1910]), c'est que la culture y gardait un peu ce même goût sauvage du semi-continent. Concord[2], le haut lieu de la culture américaine, n'était qu'une bourgade rurale, à deux pas de tribus néolithiques.



La culture, la pensée, la critique sociale aux États-Unis sont « sauvages » à peu près autant qu'en Europe elles sont « urbaines », dans les acceptions les plus opposées des termes. Kenneth Rexroth[3], l'un des pères de cette contre-culture et l'homme qui eut certainement le plus d'influence sur Ken Knabb, était le représen-

1. Les *Industrial Workers of the World* (Travailleurs industriels du monde, aussi appelés plus familièrement *Wobblies*) est un syndicat révolutionnaire international fondé aux États-Unis en 1905. En 1923, l'organisation disait compter environ 100 000 membres actifs, et elle pouvait compter sur le soutien de 300 000 travailleurs. Le nombre de ses adhérents déclina rapidement après 1924, à la fois à cause de conflits internes et de la répression gouvernementale (voir l'affaire Sacco et Vanzetti).
La traduction américaine de « syndicalisme » est *trade-unionism*, le mot anglais *syndicalism* signifie explicitement « syndicalisme révolutionnaire ».

2. La ville de Concord (Massachusetts) a été créée en 1635 et a été le lieu de la première bataille de la guerre d'indépendance en 1775. Elle a aussi une riche histoire littéraire. Au cours du dix-neuvième siècle, elle fut le foyer du transcendantalisme. Henry David Thoreau, Ralph Waldo Emerson, Nathaniel Hawthorne et Louisa May Alcott vécurent et travaillèrent à Concord.

3. Poète américain, Kenneth Rexroth (né le 22 décembre 1905 dans l'Indiana, mort le 6 juin 1982 à Montecito, en Californie), fut une des figures de proue de la « Renaissance poétique de San Francisco » et eut une influence reconnue sur la *Beat generation*, bien qu'il restât critique envers les évolutions du mouvement. L'œuvre de Rexroth comprend de la poésie, des essais et des publications journalistiques. Sa poésie se rapproche de celle de son poète préféré, Tou Fou, à la fois révoltée et émerveillée, et toujours profondément humaniste. Il écrivit notamment *The Love Poems of Marichiko*, qu'il fit passer pour la traduction d'une poète antique japonaise totalement imaginaire, avant que la mystification littéraire ne soit dévoilée. Il fut aussi un anarchiste engagé.



Extrait d'un comics qui servit de publicité pour le n° 11 de l'Internationale Situationniste*, octobre 1967. Texte de Raoul Vaneigem, images d'André Bertrand. Page de gauche : portrait de Kenneth Rexroth.*

tant même de cette Amérique. Il avait été aux IWW, avait travaillé tout jeune comme fermier et comme bûcheron, et, comme si cet exil de toute civilisation ouvrait la porte de chacune, avait écrit sur les manifestations les plus diverses de la culture universelle.

L'Internationale situationniste et la contre-culture américaine

L'Internationale situationniste (IS) est parfois parvenue à faire complètement oublier qu'elle est née comme une avant-garde artistique, plus ou moins directement sur la lancée du mouvement surréaliste et du groupe COBRA (des premières lettres des trois villes : Copenhague, Bruxelles, Hambourg)[4]. L'originalité de l'apport situationniste consiste en un renouvellement radical des rapports entre l'art et la lutte sociale. C'est ce qui a fait son succès et, moins visiblement, aussi son échec.

L'originalité de l'apport situationniste consiste en un renouvellement radical des rapports entre l'art et la lutte sociale.

Son succès ? Oui, dans la mesure où quelques positions basiques de l'IS avaient des conséquences à long terme qui bousculaient les idées convenues avec une logique implacable, sensible au moins intuitivement. Son échec ? Aussi, dans la mesure où ces effets corrosifs n'ont pas notablement modifié le sens des luttes sociales.

Les rapports entre le mouvement ouvrier révolutionnaire et la culture ont toujours été ambigus. Tantôt la culture est vue comme soumise à la classe dominante, inspirant pour le moins la méfiance, tantôt comme un sanctuaire, au-delà des divisions de classes. Tantôt l'artiste, l'intellectuel, est soupçonné d'être d'un autre bord ; tantôt on attend de lui un « engagement », duquel le caractère universel de la culture dont il est le porteur démultiplie le poids. On ne comprend cependant pas en quoi ni comment ce serait son propre travail et sa recherche qui détermineraient un tel engagement.

La posture initiale de l'IS se plaçait immédiatement au-delà de cette double impasse. Comment cela ? D'abord en critiquant l'art comme activité séparée ; précisément comme un « marché » de l'art, séparé des autres aspects de la vie, eux-mêmes se réduisant toujours plus à des « marchés ». Cette séparation marchande se fait aussi « spectaculaire », enfermant chacun dans le rôle bien défini de producteur du spectacle marchand, ou bien de consommateur, de client, de public, de spectateur. Ensuite en produisant des travaux et une théorie « situationnistes », c'est-à-dire qui ne soient pas prisonniers de la situation dans laquelle ils sont produits, mais soient aux prises avec elle, et la modifient.

C'est sur ce dernier point que l'échec de l'IS est le plus évident, puisque quasiment rien n'en est « passé ». Mais « passé » où ? C'est bien aussi en quoi cet échec est ●●●

4. Cf. notamment la revue *Les Lèvres nues* (Bruxelles, 1954-1958).

●●● également un succès : dans le caractère très indigeste des productions situationnistes pour les « marchés » de l'art ou du prêt à penser, qui ne peuvent ni complètement les occulter, ni les exploiter.

La contre-culture, combien de divisions ?

L'IS est contemporaine de la *Beat generation*, et, sans vouloir les réduire à deux phénomènes équivalents, ni même comparables, elles ont au moins en commun d'avoir été les deux aventures intellectuelles les plus considérables des années soixante. Sur beaucoup d'aspects, la contre-culture américaine était déjà très anti-spectaculaire sans le savoir. Elle est pourtant parvenue à créer son propre spectacle, avec le succès mondial que l'on sait, au point de devenir un appui tactique non négligeable de l'impérialisme US.

Elle était anti-spectaculaire dans le sens où elle est immédiatement apparue comme une critique de la séparation de la vie, et non comme un aspect séparé, un « marché » ; comme une façon de vivre et de penser beaucoup plus libre. En cela, comme avec l'IS, les frontières entre engagement et culture y étaient brouillées, de même celles entre créateurs et public. Y étaient hélas brouillées aussi les limites entre changer la vie et changer la mode.

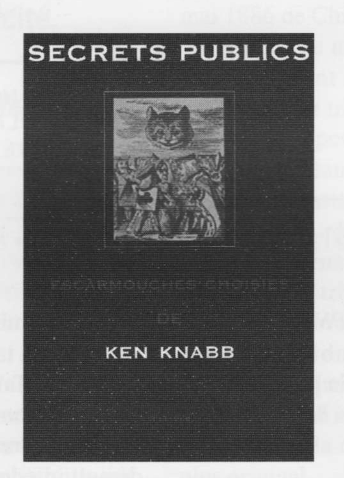
La contre-culture américaine était aussi beaucoup plus « populaire », beaucoup plus enracinée et chargée d'une forte poésie du quotidien, qu'on ne retrouve en Europe que dans la meilleure « chanson populaire ». Ceci était favorisé par le fait qu'une « culture d'élite » n'a jamais eu d'existence aux États-Unis ; seulement une culture « spontanée », ou bien une autre industrielle, de masse.

Naturellement, la culture française, européenne, est bien autre chose que ces miroirs aux alouettes de la « culture d'élite », de la culture de masse, du folklore, ou même des sophismes de « l'élitisme de masse ». Elle existe, mais elle n'est pas identifiée. Ainsi l'IS, et d'autres mouvances de cette sorte, demeurent en Europe des machins que l'on ne sait trop dans quel rayonnage ranger, dans quel musée ou dans quelle « unité de valeur » du savoir académique.





Gary Snyder en portrait, puis avec Allen Ginsberg (à gauche) lors du Human Be-In à San Francisco en 1967.



La contre-culture aux États-Unis eut un impact beaucoup plus large et plus profond, qui contamina tous les aspects de la vie.

Même si les mouvements étudiants de 1968 ont donné à l'IS une certaine audience, ce fut dans le plus complet malentendu. Celle-ci, de toute façon, n'ébranla pas les caissons étanches du militantisme et de la culture, le pontificat structuraliste ni les pratiques consommatrices.

La contre-culture aux États-Unis eut un impact beaucoup plus large et plus profond, qui contamina tous les aspects de la vie : lutte des ghettos, rapports de classe, liberté et dignité des minorités, invention artistique, littéraire, scientifique et technique... Le plus conservateur des citoyens des États-Unis pourrait difficilement en nier l'aspect stimulant et régénérateur. Il serait tout aussi difficile de ne pas voir sa dissolution dans le spectacle marchand.

Do it !, ou Monsieur Jourdain et la critique du spectacle

Un vent de liberté et d'imagination a soufflé sur l'Amérique du Nord des années soixante, et tout particulièrement sur la côte ouest. Il se résumait dans la formule on ne peut plus concise : *« do it ! »* Il est troublant que cette liberté et cette imagination soient parvenues à s'empaqueter elles-mêmes dans une industrie du spectacle qui devient toujours plus une part pachydermique et stratégique du marché mondial.

Des « débrouilles » marginales ont généré des modes de vie et des économies parallèles jusqu'à modifier profondément ceux qui dominaient. Même le développement de l'ordinateur personnel, de l'internet et de la programmation en source libre n'a pas suivi un chemin si distinct.

L'ouvrage de Ken Knabb, *Secrets publics*, est l'un de ceux qui comprennent et décrivent le mieux ce double processus. Certes, il ne le fait pas comme un sociologue ou un « spécialiste ». Les sciences humaines oublient que si l'observation objective est un facteur important de la connaissance, l'expérience l'est plus encore, puisque d'elle dépend en définitive ce qu'il y a à observer. Knabb parle à partir de ses expériences engagées, aussi modestes soient-elles.

La contre-culture américaine était anti-spectaculaire sans le savoir. Cela Ken Knabb le savait. Il voulait aussi qu'elle le sache. Sa première véritable « action » fut plutôt modeste : la distribution d'un tract lors d'une lecture publique du poète Gary Snyder[5], en 1970.

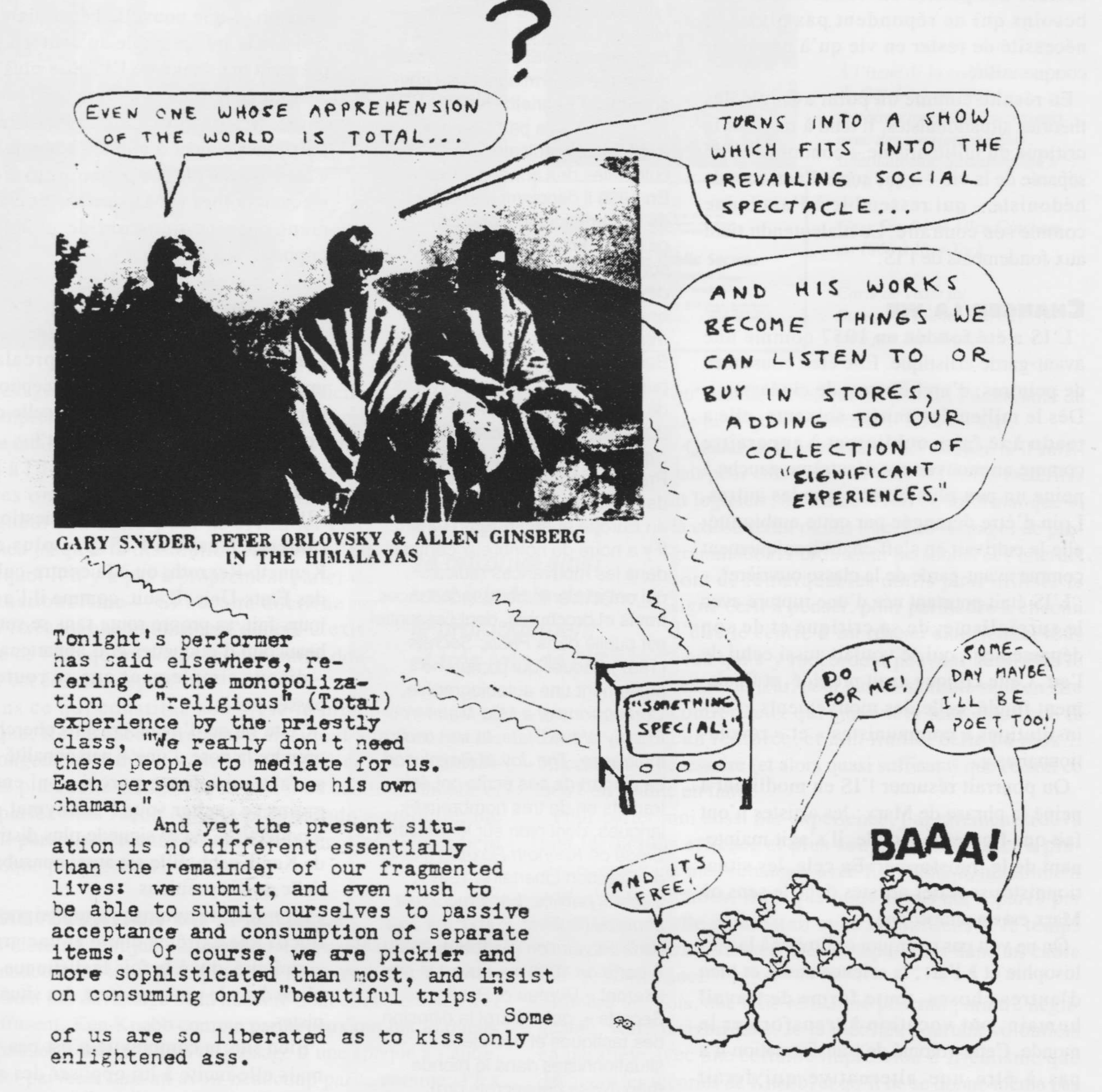
« Nous n'avons pas besoin de poètes prêtres », tel en était le titre, comme le contenu[6]. Dans son ouvrage *Secrets publics*, il raconte l'événement avec la plus grande sincérité[7]. Il est évident que l'auteur s'y critiquait d'abord lui-même comme fan de Snyder. Il l'est aussi que si sa critique avait atteint son but et fait évoluer quelqu'un, c'était d'abord lui-même.

5. Gary Sherman Snyder est un poète, traducteur, penseur et activiste américain né le 8 mai 1930 à San Francisco. Il est une figure importante au sein des mouvements de la *Beat generation*. En 1952 avec Alan Watts, Kenneth Rexroth et Allen Ginsberg, il a participé à la *San Francisco Renaissance*. Il émigra au Japon en 1956 où il traduisit des textes religieux anciens pour le compte du *First Zen Institute of America*. En 1967 il participa au *Human Be-In* de San Francisco (naissance du mouvement hippie). Il a publié plus de vingt-cinq livres (poésie, essais, récits de voyage), traduits en plus de vingt langues et a obtenu le prix Pulitzer en 1975 pour son recueil poétique *Turtle Island*.

6. http://www.bopsecrets.org/PS/snyder.htm.

7. Ken Knabb, *Secrets publics*, Éditions Sulliver, 2007. http://www.sulliver.com/livre/livre.php?ref_article=9782351220108.

8. Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1967.



Tract de contestation distribué par Ken Knabb en 1970 pendant une lecture publique du poète Gary Snyder (http://www.bopsecrets.org).

De telles remarques pourraient être ironiques. Ken Knabb a pourtant raison d'insister ; on ne saisit rien dans quoi l'on ne s'implique pas personnellement.

Ce choix empiriste et subjectif mal compris a parfois inspiré à des situs et des pro-situs des attitudes un peu agaçantes de directeurs de conscience – plus d'un l'aura remarqué. Ce malentendu ne pouvait être que renforcé encore par l'opposition sans doute trop diamétrale entre « vie » et « survie » qu'avait cultivée l'IS, notamment avec le *Traité de savoir-vivre* de Vaneigem[8].

C'est le propre de tout système coercitif d'échanger la survie contre la subordination. Le spectacle marchand a ●●●

●●● cependant pour spécificité de cacher la brutalité d'un tel échange sous une culture des petites envies et des menus besoins qui ne répondent pas plus à la nécessité de rester en vie qu'à une quelconque utilité.

En résulte comme un point aveugle des théories situationnistes. Il tend à ramener la critique du militantisme – comme activité séparée de la vie – à une sorte d'anti-morale hédoniste – qui ressemble à l'ancienne comme son contraire. Le malentendu tient aux fondements de l'IS.

Changer la vie

L'IS a été fondée en 1957 comme une avant-garde artistique. Elle était constituée de peintres, d'architectes, de cinéastes... Dès le milieu des années soixante, elle a tendu à le faire oublier, et à apparaître comme un mouvement d'extrême gauche à peine un peu plus bizarre que les autres. Loin d'être dérangée par cette ambiguïté, elle la cultivait en s'affichant ironiquement comme avant-garde de la classe ouvrière[9].

L'IS était pourtant née d'une rupture avec le surréalisme, de sa critique et de son dépassement, qui se voulait aussi celui de l'art. Cette critique avait précédé, et finalement fondé, celle des mouvements et des institutions « communistes » et « révolutionnaires ».

On pourrait résumer l'IS en modifiant à peine la phrase de Marx : les artistes n'ont fait que figurer le monde, il s'agit maintenant de le transformer. En cela, les situationnistes sont des artistes dans le sens où Marx est un philosophe.

On ne voit pas pourquoi se limiter à la philosophie et à l'art ; la science aussi, et bien d'autres choses, toute forme de travail humain, ont vocation à transformer le monde. Cette volonté de transformation n'a pas à être une alternative qui ferait l'impasse sur la philosophie, l'art, la science, etc., elle fait seulement la critique de leur séparation dans le spectacle marchand.

Ce n'est certainement pas en s'arrêtant de peindre, de filmer, de penser, de travailler, de chercher, qu'on transformera quoi que ce soit. C'est bien évidemment en faisant en sorte que cette production ne se coule pas dans le lit d'une offre et d'une demande faisant circuler des valeurs abstraites qui ne quantifient que de la subordination.

Ce n'est même pas en refusant de vendre et d'acheter ce qui doit pourtant bien être rentabilisé, comme la revue qui publie ce papier ; c'est bien plutôt, comme les situationnistes l'ont fait à partir de leurs pratiques d'artistes, en ne s'en laissant pas déposséder entre n'importe quelles mains, et en nourrissant des collaborations plus larges et plus libres.

Knabb, d'une nouvelle génération, n'a jamais été très sensible au contenu proprement artistique de l'IS, pas plus que celle-ci ne le fut à la culture nord-américaine. Ses propres goûts littéraires et artistiques étaient d'ailleurs à la fois plus « classiques » (de son propre aveu) et plus « cosmopolites ». Mais ce n'est évidemment pas une question de goûts qui importe.

Si l'on cesse de voir l'art comme une activité séparée, que reste-t-il d'une avant-garde artistique, sinon une avant-garde révolutionnaire ? Le préalable implique pourtant une autre conception de la révolution. Que reste-t-il de celle-ci, si l'on fait alors l'impasse sur l'art ?

L'IS pour les nuls

Il n'est de toute façon pas question de ramener Knabb à l'IS, pas plus qu'à Kenneth Rexroth, ou à la contre-culture des États-Unis. Il suit, comme il l'a toujours fait, sa propre route sans se soucier beaucoup d'étiquettes et d'appartenances – disons simplement que sa route est passée par là.

Cette façon d'avancer, sans chercher à prendre la pose d'une « personnalité », ni se faire un « porte-parole », ni encore moins se cacher sous l'anonymat d'un « collectif », est le signe le plus distinctif de Ken Knabb. Elle est aussi consubstantielle de ses positions.

Il en résulte comme second signe distinctif une extrême clarté et une grande simplicité, qui à la fois le distingue et le place dans le prolongement des situationnistes.

Bien sûr, la complexité n'est pas vice, mais elle incite à lui opposer des arguments moins compréhensibles encore. À la fin, seul le statut des interlocuteurs fait la différence. En fait, il est plus difficile de démonter une pensée simple et claire, si elle est solide. Et si elle a des faiblesses, ça n'a jamais tué personne. Pourquoi devrait-on craindre des critiques fondées ?

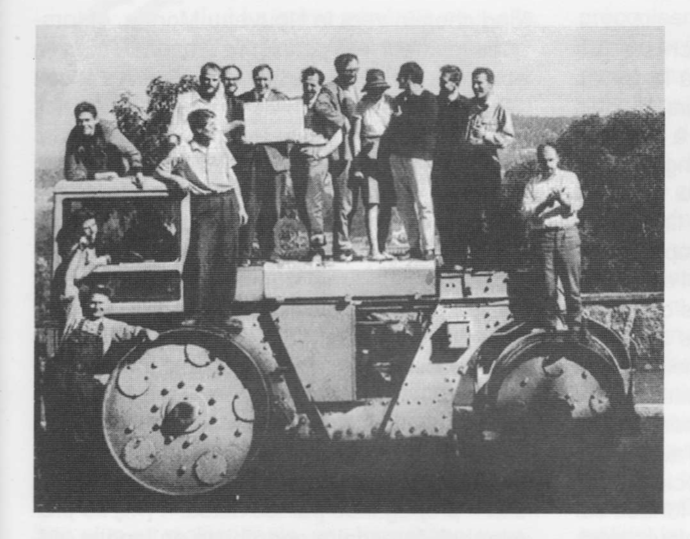
Il y a d'ailleurs des quantités de façons de ne pas comprendre, et donc de ne pas être compréhensible. Il en est même une qui se présente sous la forme de la simplicité. Quand une publicité revendique pour son produit la « simplicité », c'est en général une façon de dire qu'il n'y a rien à comprendre pour l'utiliser, c'est-à-dire qu'il est effectivement incompréhensible, et souvent inutilisable. La publicité politique, culturelle et intellectuelle n'y fait pas exception.

C'est surtout dans ce sens que les théories situationnistes n'étaient pas « simples ». En réalité leur complexité a été

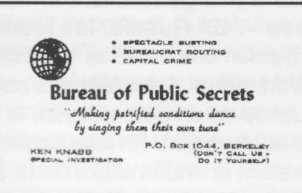
BIOGRAPHIE

Ken Knabb est né en 1945 en Louisiane et a grandi dans le Missouri, avant de s'installer à Berkeley en 1965, où il a fait la rencontre déterminante de l'écrivain anarchiste Kenneth Rexroth (cf. note 3), et a participé aux expériences radicales et contre-culturelles des années soixante. En 1969 il découvrit les textes de l'Internationale situationniste, ce qui l'a entraîné à perfectionner son français scolaire et à en devenir le principal traducteur en anglais. Il a publié la *Situationist International Anthology* (Berkeley, Bureau of Public Secrets) en 1981, puis *Complete Cinematic Works* de Debord (Oakland, AK Press) en 2003 et *The Society of the Spectacle* en 2004 (London, Rebel Press). Japonisant et connaisseur de la culture asiatique, il a circulé en Europe et en Extrême-Orient. Il y a noué de nombreux contacts dans les mouvances radicales, qui ont alimenté correspondances, tracts et brochures, dont l'essentiel est publié dans *Public Secrets* (1997), recueil qui comprend également une autobiographie, *Confessions of a Mild-Mannered Enemy of the State*, et son œuvre maîtresse, *The Joy of Revolution*. La plupart de ses écrits ont été traduits en de très nombreuses langues, dont bien sûr le français : *Éloge de Kenneth Rexroth* (Atelier de Création Libertaire, 1997) ; *Secrets publics. Escarmouches choisies* (Sulliver, 2007) ; *La Joie de la Révolution* (Sabotart, 2008). À partir de 1998 il a ouvert le site internet « Bureau of Public Secrets », qui a élargi la diffusion des tactiques et des idées situationnistes dans le monde (http://www.bopsecrets.org).

9. Voir sur ce point : « Le questionnaire », *Internationale Situationniste*, n° 9, août 1964.







À l'issue de la conférence de Göteborg en 1961, des situationnistes fraternisent avec des ouvriers suédois. Internationale Situationniste *n°* 7, *avril 1962.*

Gary Snyder et Allen Ginsberg en 1966 à New York.

Carte de visite du Bureau of Public Secrets, créé par Ken Knabb.

très exagérée. Elles n'ont jamais été difficiles à comprendre, et de là, à critiquer. Leur critique était d'ailleurs une condition de l'adhésion à l'Internationale. Aussi les situationnistes ont-ils toujours eu une frustrante longueur d'avance pour se critiquer eux-mêmes jusqu'à la dissolution finale[10]. C'est pourquoi il n'y a pas à proprement parler de « situationnisme ». Si aucune doctrine ne s'est fixée en une quinzaine d'années d'existence de l'IS, qu'on songe qu'une durée double s'est écoulée depuis…

Dans ce qui constitue son style le plus personnel, sa marque, Ken Knabb se retrouve ainsi tout à la fois dans le prolongement et très loin de l'IS. Mieux, ce qui le caractérise le plus, cette manière de se placer au centre du monde et d'y parler sans façon dans la plus grande simplicité, me paraît paradoxalement être aussi le signe d'un changement d'époque plus général.

Dans ce qui constitue son style le plus personnel, sa marque, Ken Knabb se retrouve ainsi tout à la fois dans le prolongement et très loin de l'IS.

Désintégration du spectacle

Les idées ne sont jamais totalement séparables de ceux qui les énoncent, de leurs pratiques et de leurs expériences. Elles ne le sont pas davantage de la manière dont elles s'énoncent et se diffusent. Ken Knabb compte parmi ceux qui ont le mieux compris, et le mieux réussi ce passage d'une époque à l'autre. Il y est parvenu sans en avoir beaucoup parlé, comme si les méthodes, la technique, en étaient implicites.

Il sait parfaitement utiliser les ressources de l'ordinateur et de l'internet, plus « personnels », comme les situationnistes étaient déjà passés maîtres dans celle de la brochure, du tract, de la revue, plus propres au « groupe », et dans l'adéquation entre le contenu et les moyens mis en œuvre. Tous ses écrits sont en ligne, en open source, et en de multiples langues, sur le site du Bureau of Public Secrets[11], ainsi que les traductions de l'Internationale situationniste et une bonne part des œuvres de Kenneth Rexroth.

On pourrait en conclure, on le croit souvent, que le changement d'époque dont je parle serait déterminé par de nouvelles technologies de la communication, et peut-être même par les entreprises qui en font le commerce. Ce serait déjà oublier un peu vite que tout était déjà en œuvre aux temps du stencil puis de la photocopie. Ce serait ignorer surtout qu'aucune technique ne permet l'économie de savoir à quoi et comment on s'en sert.

Quand on le sait, elle se fait oublier. S'il suffisait pour cela de payer cher les outils matériels et logiciels, ou d'être « fort en informatique », la chose serait moins rare. Les langages de programmation, l'ordinateur personnel et l'internet sont de remarquables outils pour utiliser le signe écrit à penser, pour permettre à chacun d'être le centre d'un réseau dans lequel tous ceux qui s'y raccordent peuvent aussi être le centre du leur, pour suivre sa route sans en être gêné pour rencontrer ceux qui suivent la leur, pour que la liberté de chacun renforce, et non limite, celle de tous… Encore est-il nécessaire (et alors quasi suffisant) que ce soit ce que l'on veuille en faire !

Pour parler moi aussi par expérience, j'ai rarement trouvé une façon plus efficace et plus souple de travailler à plusieurs que dans mes échanges avec Ken Knabb, notamment pour des traductions. Bien que nous ayons été séparés par un continent, elle contrastait avec la lourdeur et le temps mort coutumiers à des activités comparables dans un cadre plus professionnel.

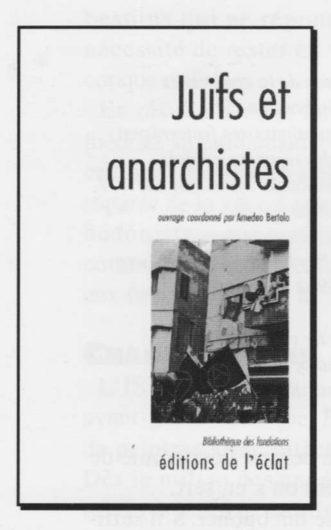
Encore une fois, une telle remarque pourrait paraître négligeable, voire insignifiante. Je la mettrais pourtant volontiers en parallèle avec une certaine impression d'irréalisme que dégagent les théories de Knabb, et qu'il ne se donne même pas la peine de cacher. Car qu'y a-t-il finalement d'irréaliste dans ses positions ? Seulement qu'une nouvelle forme d'organisation du travail humain pourrait se généraliser sans peine et dans la bonne humeur générale.

Cette saveur « irréaliste » ne devrait pas alors cacher cet autre aspect plus pratique : ce mode d'organisation, indépendamment du fait qu'il est plus libre, plus jouissif, et plus digne de l'homme, est-il efficace et inventif ? S'il l'est davantage que l'organisation coercitive et hiérarchique qui lui fait barrage, ça prendra le temps qu'il faudra, mais il se généralisera. ■

Jean-Pierre DEPETRIS

10. *La Véritable scission dans l'internationale*, Champ libre, 1972.
11. http://www.bopsecrets.org/.

Bonnes feuilles



Juifs et anarchistes

Ouvrage coordonné par Amedeo Bertolo, éditions de l'éclat, Paris-Tel-Aviv, 2008, 224 p., 18 €

Issu d'un colloque international tenu à Venise (5-7 mai 2000), ce volume collectif interroge « la rencontre incongrue de deux traditions culturelles, de deux phénomènes apparemment étrangers l'un à l'autre, l'anarchisme et le judaïsme » *– une rencontre peu connue et encore moins étudiée. L'extrait reproduit ici présente un bref aperçu historique avant que les différentes contributions ne s'attachent à des auteurs comme Martin Buber, Franz Kafka, Gustav Landauer, Gershom Scholem, à des zones géographiques (Argentine, États-Unis, France, Pologne) ou des thèmes comme utopie sociale et spiritualité juive, l'antisémitisme dans le débat anarchiste ou le mouvement des kibboutz.*

« **Yiddishland libertaire**

Le mouvement anarchiste juif apparaît sur la scène politique à la fin du XIXe siècle, organisé par les travailleurs d'origine russe et polonaise qui émigreront, à partir de l'Empire tsariste, vers la France et l'Angleterre et par la suite vers l'Amérique du Nord et l'Argentine. La vague d'émigration, largement provoquée par les pogroms et par l'oppression politique et économique, poussera à l'exode, en l'espace d'une génération, un tiers des Juifs « russes ». En Russie, les jeunes Juifs qui vivaient selon des modèles traditionnels avaient découvert, grâce à des lectures clandestines et à l'influence de cercles militants, le monde extérieur et la révolution. En lutte contre l'autorité, ils percevaient la vraie nature de la société dans laquelle ils vivaient, qu'ils jugeaient fondée sur l'injustice, à travers le prisme des valeurs traditionnelles juives, c'est-à-dire une tradition profondément marquée par l'espérance messianique. Mais à l'exception d'un bref épisode limité dans le temps et dans l'espace, le mouvement libertaire juif ne s'implanta jamais véritablement au cœur de l'univers prolétaire juif de l'Europe de l'Est. Hésitant entre la Torah et le drapeau rouge (ou noir), ils optèrent pour l'émigration vers le Nouveau Monde, dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie.

Nombre de ceux qui, à partir de 1880, émigrèrent en quête de liberté et de prospérité économique, firent une première halte à Londres, où ils furent attirés par la propagande social-démocrate ou anarchiste. [...] Peu à peu, les courants anarchistes prirent le dessus sur les sociaux-démocrates, et l'*Arbeter Fraynd*, fondé en 1886 pour donner voix à tous les courants du socialisme, devint une publication exclusivement libertaire en 1892. La période la plus faste du mouvement anarchiste juif de Grande-Bretagne coïncide avec l'arrivée à Londres, en janvier 1895, de l'anarchiste allemand Rudolf Rocker.

Le début de la Première Guerre mondiale et les mesures restrictives imposées par le gouvernement britannique à tout type d'activité politique limitèrent fortement l'action des anarchistes et les groupes peu à peu en vinrent à se dissoudre. Pour maintenir la flamme de l'anarchie, il ne restait que le rabbin Jacob Meir Salkind, qui publiait l'hebdomadaire *Die Yidiche Shtime*, qui deviendra par la suite quotidien. La Révolution russe contribua ensuite à réduire les rangs des anarchistes juifs et, au début des années 1920, n'était plus actif qu'un petit nombre de vieux nostalgiques. Associé au yiddish, l'anarchisme semblait un héritage du passé et un produit d'importation.

Toutefois, pour nombre de révolutionnaires juifs, Londres n'avait été qu'une étape sur le long chemin vers le Nouveau Monde, et lorsqu'ils reprirent leur périple, ils emportèrent avec eux, dans leurs bagages, la tactique et les enseignements anarchistes. À la fin de 1880, il existait aux États-Unis de petits groupes de travailleurs et d'intellectuels juifs, à New York, Philadelphie, Boston et Baltimore. Dans ces cercles, le réfugié anarchiste allemand Johann Most jouissait d'un très grand prestige et avait de nombreux disciples. Arrivé en Amérique en 1881, il était très influent à la fin du siècle parmi les groupes radicaux juifs qui suivaient passionnément les conférences de cet orateur véhément et au tempérament tempétueux et singulier. Toutefois seule une minorité du mouvement juif américain s'appropria les enseignements du révolutionnaire allemand, favorable à l'« action directe » et à la « propagande par les actes ». [...] Le premier hebdomadaire anarchiste en langue yiddish des États-Unis, le *Varhayt*, fut fondé en 1889 à New York par le groupe anarchiste juif *Pionire der Frayhayt*. Le 4 juillet 1890, toujours à New York, parut le premier numéro du *Freie Arbeiter Stimme*, sans aucun doute l'un des journaux qui, dans l'histoire du mouvement anarchiste international, vécut le plus longtemps. [...]

Pour nombre de révolutionnaires juifs, Londres n'avait été qu'une étape sur le long chemin vers le Nouveau Monde.

Avec l'affirmation de la Révolution russe, le mouvement anarchiste nord-américain entra également dans une période de crise dont il ne se remettra pas. Les cercles anarchistes devinrent de plus en plus des associations essentiellement sociales et culturelles. [...] En décembre 1977, le *Freie Arbeiter Stimme* finit par suspendre ses publications à cause des frais d'impression et de distribution de plus en plus élevés, mais aussi et surtout à cause du déclin de la diffusion. La fermeture du journal signait la fin du mouvement anarchiste juif aux États-Unis. Au moment de sa disparition, après presque quatre-vingt-six années de parution, le journal était la plus ancienne publication yiddish au monde et, si l'on excepte *Freedom*, publié à Londres et fondé en 1886, le plus vieux journal anarchiste existant. [...]

Il ne reste plus aujourd'hui qu'un lointain écho du mouvement anarchiste juif. À Londres, New York, Buenos Aires, on retrouvera difficilement les traces de ces pionniers combatifs de la liberté, brûlant d'idéal révolutionnaire. Il sera encore plus difficile d'en trouver les traces dans l'Est de l'Europe où le stalinisme a étouffé le mouvement ouvrier juif et où la Shoah a effacé toute présence juive des lieux mêmes où autrefois se rassemblait une foule immense. Il reste tout de même le souvenir d'une tradition d'abnégation et d'héroïsme, de la défense obstinée de la liberté et de la dignité humaine.

Furio BIAGINI »

« [...] La grève générale peut-elle et doit-elle être un des instruments de lutte du prolétariat contre la classe possédante ? Ou en d'autres termes, les travailleurs seront-ils capables, à un moment quelconque, de briser leur servitude économique, en refusant leurs bras ? Le problème s'est posé à une date relativement récente, bien qu'on évoque ici certains souvenirs, d'ailleurs assez confus, du Chartisme anglais. L'intérêt qu'il offre est de tout premier ordre, non seulement parce que la classe ouvrière tient à connaître tous ses moyens d'action, mais aussi parce que des dissidences graves se sont élevées, au regard du chômage universalisé, entre les groupements politiques et les groupements corporatifs.

[...] La grève générale n'est pas une construction plus ou moins idéale, une hypothèse aventureuse et sans fondement, l'invention d'une intelligence éprise de symétrie et de déduction abstraite. Sa portée est compréhensible pour les plus frustes et les moins capables de raisonnement prolongé ; ce qui fait la force du mouvement prolétarien, qui l'a choisie comme sanction et comme arme, c'est qu'il s'appuie sur des considérations de simple bon sens, à l'exclusion de toute théorie nébuleuse. D'une part, les travailleurs se rendent compte que des suspensions partielles du labeur leur ont valu des avantages, en imposant aux patrons le respect de certaines clauses : pourquoi tous les travailleurs, en s'unissant, n'imprimeraient-ils pas un recul, n'infligeraient-ils point un désastre au patronat envisagé globalement, donc au capitalisme dirigeant ? D'autre part, l'organisation politique de l'État, qui garrotte le prolétariat, est assise sur l'organisation économique ; la bourgeoisie n'a d'autre autorité que celle qu'elle tire de sa prospérité industrielle ou agricole, et sa fortune elle-même est faite de l'exploitation des plébéiens, de l'appropriation du travail non payé. Pourquoi les prolétaires ne frapperaient-ils pas la société au cœur, en refusant de se laisser pressurer plus longtemps, en tarissant partout à la fois les sources de la richesse, en déclarant d'un commun accord qu'ils abolissent la suzeraineté de leurs maîtres ? Qu'on le remarque bien : la thèse de la grève générale ne va pas à l'encontre des doctrines sur lesquelles repose le socialisme contemporain ; elle est en parfaite conformité avec l'ensemble des conclusions du marxisme. Elle présente, en outre, cet avantage de répondre à une profonde intuition populaire et de dépouiller toute complication oiseuse.

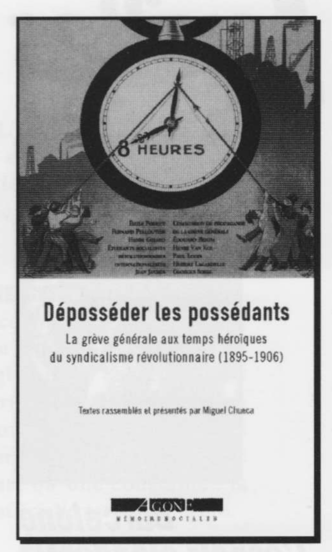
Mais le chômage universel ne peut surgir brusquement, comme une vision de féerie, par un simple coup de baguette. Ses conditions n'ont rien de mystérieux ; elles peuvent, elles doivent être précisées, et ceux-là même qui préconisent cette gigantesque entreprise n'ont jamais prétendu qu'elle ne dût pas être préparée par une laborieuse propagande. C'est uniquement sur le caractère de cette préparation que des divergences d'opinion sont susceptibles de s'affirmer.

La grève générale ne peut réussir que dans une contrée de grande industrie, ou mieux de puissante concentration financière et ouvrière. Si les prolétaires sont répartis entre d'innombrables ateliers, si les petits établissements constituent encore un effectif important, la tentative est fortement menacée d'échec. Cela revient à dire que la grève générale sera la consécration, l'aboutissement d'une intense poussée syndicale ou qu'elle apparaîtra d'avance frappée de stérilité. Là où les travailleurs ne sont pas encore mûrs pour le regroupement, où ils se méfient les uns des autres, où ils ne sentent pas la solidarité permanente de leurs intérêts, ils ne sauraient aspirer à rompre leur servage, en déposant simultanément leurs outils. Le refus de labeur concerté ne pourrait donc être envisagé que par les prolétariats, dont l'organisation est déjà avancée, et soustraite aux vicissitudes quotidiennes. Nous ne voulons pas soutenir, pourtant, que la grève générale soit subordonnée à l'embrigadement intégral des travailleurs d'une nation.

Pourquoi les prolétaires ne frapperaient-ils pas la société au cœur, en refusant de se laisser pressurer plus longtemps ?

Mais pour qu'elle réussisse et engendre le résultat escompté, il ne suffit pas que l'éducation corporative soit à peu près achevée ; il est indispensable aussi que l'éducation politique ait été conduite avec soin. La classe ouvrière doit connaître exactement les barrières qui entravent sa marche, les complications administratives que la bourgeoisie a accumulées, les formations multiples qui se superposent dans l'État contemporain. Surtout, elle aura pour obligation d'ébranler cet État, par des assauts de chaque jour, jusque dans ses couches les plus lointaines. La grève générale représentera l'effort maximum des travailleurs contre la classe capitaliste ; plus aura été dissocié, disloqué, secoué, le mécanisme de la puissance publique, et plus s'accroîtront les chances de succès. On en revient ainsi de toute nécessité à l'alliance des modes d'action. Replacé en son cadre logique, ramené à des conditions évidentes, élaboré avec méthode, le chômage universalisé surgit comme le plus formidable, et aussi le plus élémentaire des appareils de combat.

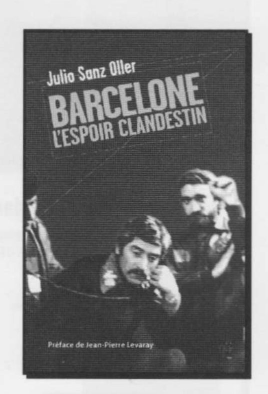
Paul LOUIS »



Déposséder les possédants
La grève générale aux temps héroïques du syndicalisme révolutionnaire (1895-1906)
Textes rassemblés et présentés par Miguel Chueca, Marseille, Agone, coll. Mémoires sociales, 2008, 272 p., 18 €

On ne sait plus aujourd'hui l'importance qu'eut en France l'idée de grève générale dans la naissance des premières organisations syndicales confédérées, la Fédération des Bourses du travail puis la Confédération générale du travail, qui en firent l'arme par excellence de l'émancipation du prolétariat, contre les vieilles tentations émeutières et les nouvelles illusions parlementaires. Apparue en France dès le début des années 1880, elle fut au centre du débat qui opposa les porte-parole du syndicalisme révolutionnaire (ou « grève-généraliste ») et ceux du socialisme politique, principalement entre 1895 et 1906. On trouvera dans Déposséder les possédants *les textes essentiels de ce débat, dus à des syndicalistes libertaires comme Pelloutier ou Pouget, des intellectuels gagnés à la cause du syndicalisme révolutionnaire (Sorel, Berth, Lagardelle), des socialistes de diverses tendances, favorables ou défavorables à l'idée syndicaliste, ou à d'autres encore qui, tel Paul Louis, prônaient une sorte d'accommodement entre les moyens d'action du socialisme politique et ceux du syndicalisme. Miguel Chueca, le maître d'œuvre de cet ouvrage, est enseignant à Paris-X Nanterre et collaborateur des revues* Agone *et* Gavroche.

Bonnes feuilles



Barcelone
L'espoir clandestin
Julio Sanz Oller
Marseille, Le chien rouge, 2008, 387 p., 20 €

Fin des années 60. La dictature de Franco s'éternise. Durant une garde à vue, Julio, un jeune métallo, se remémore les événements et les personnes qui ont marqué sa participation aux Commissions ouvrières. Depuis dix ans, dans toute l'Espagne, ces commissions s'organisent de manière autonome. Mais les partis politiques multiplient leurs efforts pour s'emparer de ce mode de lutte inédit, qui a souvent réussi à faire plier le patronat. Ce récit autobiographique revient sur une histoire méconnue, au tournant d'une époque où tous les aspects de la société ont été remis en question. Julio Sanz Oller (1932-1985), de son vrai nom José Antonio Díaz Valcárcel, a d'abord été prêtre-ouvrier avant de devenir ouvrier métallo chez Pegaso en 1966. En 1970, suite à une grève, il est licencié et travaille alors comme traducteur et correcteur dans diverses maisons d'édition. Militant du Front Obrer de Catalunya, *il participe aux débats et aux conflits à l'intérieur des Commissions ouvrières, puis à la création des « Plataformas de Comisiones Obreras » qui s'affranchissent de l'influence du Parti communiste. En 1971 il prend ses distances avec l'activité syndicale, mais en 1975, après la mort de Franco, il rejoint la CNT, dont il sera expulsé quatre ans plus tard.*

« **17 OCTOBRE – 3 heures 6**
Le même bureau que d'habitude. Il commençait à m'être familier. Je remarquai que les murs étaient décorés d'empreintes digitales très agrandies. L'inspecteur Zapatero se trouvait seul, assis à sa table, une tasse de café à la main.
Il me montra la chaise, d'un geste affable.
– Bon, bon, bon. Nous sommes de nouveau ensemble. Tu peux croire que je regrette de ne pas avoir pu m'occuper de toi jusqu'à maintenant, mais nous avons une vie de chien. Vous autres, vous pensez que nous menons la belle vie, nous les policiers, à nous tourner les pouces, pas vrai ? Mais nous, nous pensons que ceux qui l'ont bonne, c'est vous, les producteurs. Huit petites heures de travail et après vous pouvez disposer du reste de la journée, à votre goût. Nous, mon pauvre ami, nous n'avons pas d'heures de liberté, nous sommes esclaves du service. Tu peux le voir, 3 heures du matin, c'est le seul moment que j'ai pu trouver dans toute la journée pour bavarder avec toi. Ça fait pratiquement vingt-quatre heures que je ne dors pas. Alors, on échange nos métiers ? et il sourit.
Il prit la tasse de café qu'il avait posée sur le coin même de la table. Il finit de la boire en me regardant. Son ton avait été affable, plus amical encore que la dernière fois. Je commençais à sérieusement m'inquiéter.
– Je suppose qu'ils t'ont bien traité. Ils t'ont donné un petit matelas pour dormir ?
« Ils ont l'air très fiers de leurs petits matelas américains. »
– S'il te manque quelque chose, réclame. Je sais que la nourriture n'est pas très bonne – il haussa les épaules. Qu'y pouvons-nous, on n'est pas un hôtel. Mais il y a toujours la possibilité de s'acheter des sandwiches. Tu as de l'argent ?
Je fis oui d'un hochement de tête.
– Voyons voir, voyons voir.
Il ouvrit un tiroir et en sortit mon dossier.
– C'est un dossier un tantinet chargé que le tien, hein ? Nous allons voir.
Il l'ouvrit et commença à le feuilleter, en parlant.
– Dans les Commissions ouvrières tu es arrivé à devenir une grosse tête. Dis donc, tu ne manques aucune réunion, ni une seule manifestation. Et à la SEAT aussi tu fais des tiennes. En 67 tu entres au FOC (Front ouvrier de Catalogne), dont tu sors fin 68 ou début 69. Tu es trop intelligent pour stagner dans un petit parti à la gomme, comme celui-là. Et tu avais raison – il parlait sans me regarder ; quelques mois plus tard le FOC disparaît, miné par les divergences et les scissions. Construire un parti est une chose très sérieuse, tu t'en es rendu compte. Une chose vraiment très sérieuse. Trop sérieuse pour laisser ça à quatre petits étudiants. Les étudiants croient qu'ils sont très intelligents, mais ils ne connaissent rien. Ils nous font rire. Laisserais-tu quatre gamins de vingt ans te construire une usine depuis ses fondations ? Non, pas vrai ? Eh bien construire un parti est beaucoup plus difficile que de construire une usine. Mais eux, ils croient que non. Ils ont lu Lénine et Mao et ils s'imaginent en être capables. Devenez révolutionnaire en quinze jours. Si j'en trouve le temps, j'écrirai un livre avec ce titre. Je deviendrai millionnaire, n'en doute pas. Si je te racontais… les calamités que nous avons vu défiler ici, et les horreurs que nous avons entendues… Et c'est pour cela que je suis convaincu que l'unique parti qui durera est le Parti communiste. Regarde-les, pas un seul jeune à la direction. C'est tous de vieux bonzes, comme vous dites. Ils ont de l'expérience et, n'en doute pas, c'est la mère de toute science. Et ils ont de l'argent, des relations, des appuis internationaux. Oui, le PC c'est autre chose. Bien que lui non plus ne puisse rien faire. Nous les avons battus une fois et nous les battrons de nouveau si c'est nécessaire. Le drame c'est que nous qui avons fait la guerre, nous commençons à devenir vieux. Mais tant que nous vivrons nous saurons comment les traiter, parce que nous les connaissons très bien. Ils ont tué mon père et deux de mes frères, tu vois que je sais de quoi je parle.

Comment penses-tu faire la révolution, avec un parti, avec un syndicat ou comment ?

Il resta un moment pensif.
– Voyons, voyons. Où en étions-nous ? Ah, oui. En 1969 tu quittes le FOC et depuis tu décides de faire la guerre pour ton propre compte. Il ne semble pas que tu te sois réinscrit à aucun parti. Est-ce pour cela qu'on t'appelle un syndicaliste ? J'aimerais connaître ton opinion sur la question. Comment penses-tu faire la révolution, avec un parti, avec un syndicat ou comment ?
Il ôta ses lunettes et se cala dans son fauteuil, attendant ma réponse.
– Je ne crois pas qu'il faille faire la révolution, dis-je lentement, essayant de peser tous mes mots ; je crois que le travailleur doit pouvoir défendre ses droits en face du patronat qui ne les lui reconnaît pas, c'est tout.
– Oui, bien, mais comment défendra-t-il ses droits ?
– Eh bien en s'organisant, comme dans tous les pays modernes et démocratiques, en associations professionnelles.
Je choisis cette ligne de défense, avec la ferme intention de n'en pas dévier d'un poil. »

La chronique médiatique de Jean-Jacques Ledos

MITHRIDATISATION

La publicité de marques a été diffusée pour la première fois sur la première chaîne de télévision (future TF1) le 1er octobre 1968. Certains y ont vu, à l'époque, la première étape vers la privatisation. L'éclatement de l'ORTF, en 1974, la création de chaînes concurrentes en 1985, la vente à l'encan des chaînes du service public leur ont donné raison, mais surtout ont reformaté l'ensemble des programmes. On est ainsi passé d'une télévision de l'offre à une télévision de la demande. La qualité se mesure désormais en termes de quantité d'audience au mépris d'une demande plus exigeante que défendaient les pionniers des années 50. En France, un discours démagogique soutient que la publicité est inévitable au prétexte que le public ne supporterait pas l'augmentation de la redevance, qui est pourtant la moins élevée d'Europe : 32 centimes d'euro par jour contre 75 au Danemark. Les successeurs des syndicalistes de l'ORTF réclament le maintien de la publicité. Mithridatisation ou syndrome de Stockholm ?

OPINION GUIDÉE

La pensée unique est aujourd'hui l'effet d'une communication imposée de manière unilatérale, dans les domaines national et international. Les médias imposent une lecture des événements. Il est profitable à l'esprit critique de confronter les opinions sur une période, sans accepter aveuglément celle qui nous convient le mieux. On se souvient du succès que connut il y a quelques années l'ouvrage collectif *Le livre noir du communisme*. Le site www.lescommunistes.org apporte quelques éléments qui mettent en cause l'approche que des médias consensuels nous ont imposée depuis plusieurs décennies.

BON VOULOIR LIBÉRAL

On sait que la notion d'intérêt public est balayée sans complexe. Dans de nombreux pays, elle est qualifiée « non-profit ». En France, le pouvoir qu'une majorité a imposé s'efforce de faire oublier cette ancienne obligation au profit d'un environnement industriel générateur de profits. Le président de la République l'affirmait récemment dans un entretien avec quelques journalistes du *Monde* : *« La presse est un secteur économique, une industrie stratégique qui mérite d'être développée au même titre que la santé, les transports, l'environnement...*[1] *»* La santé, une industrie stratégique ? Ah ! bon. On comprend le souci du chef de l'État de se comporter (encore) comme l'actionnaire principal sinon le PDG de la France. Il conviendrait dans ce cas d'organiser régulièrement des assemblées générales d'actionnaires-citoyens.

1. 17 juillet 2008.

SONDAGES... PLUS

On sait de longue date que les sondages ont pour objet de vérifier comment les messages délivrés par des médias qui sont tout sauf indépendants ont été reçus. Depuis quelques années, les porte-parole des instituts, qui ne sont pas davantage indépendants puisque leur capital est souvent croisé avec celui de certains médias, sont invités par ces mêmes organes à commenter l'actualité. Sociologues présumés scientifiques, ils sont devenus guides d'opinion et manipulateurs. Voir à ce sujet *Les médias pensent comme moi* par François Brune, L'Harmattan, 1995 et « Le trompe-l'œil des sondages » *in L'info-pouvoir, manipulation de l'opinion sous la Ve République*, Actes Sud, 2008.

VERTU DE LA TRANSGRESSION

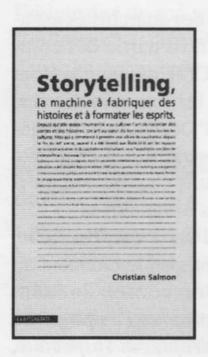
La tentative d'occultation par les sources officielles de la mort de dix militaires français en Afghanistan rappelle deux réalités. La liberté d'expression est sous contrôle. Les journalistes qui transgressent l'autocensure permettent à la vérité de se préciser. Ne reste qu'une constante : la communication officielle est mensongère.

RUMEUR

La rumeur flotte dans l'air comme la brume de chaleur qui annonce le beau temps ou le brouillard qui annonce la pluie. Elle est *« l'antichambre de l'information »* écrivait récemment un journaliste du quotidien catalan *La Vanguardia*. On identifie rarement sa source. Confirmée, elle s'affirme comme anticipation. Controuvée, elle introduit le doute. Dénoncée, elle n'en aura pas moins façonné l'opinion.

ÉLOGE DE L'AUTOCENSURE

La liberté d'expression est une denrée rare. On la découvre, avec regret, parfois dans le numéro de certains humoristes qui se moquent sans courtoisie de leurs confrères ou des stations concurrentes. Le mauvais goût peut être insultant. Sur France Inter, on a pu entendre un « comique » faire un billet sur les jeux paralympiques et leurs participants. C'était insupportable et les rires qui accompagnent ces prestations n'honorent pas ce public complaisant. La solution, autocensure ou censure ? ■



STORYTELLING
LA MACHINE À FABRIQUER DES HISTOIRES ET À FORMATER LES ESPRITS
de Christian Salmon
La Découverte, 2007, 240 p., 18 €

L'art de raconter des histoires est le plus ancien moyen d'exploiter la crédulité de ceux qui n'ont pas les moyens de vérifier l'authenticité du discours. *« Depuis les mythes grecs et les griots africains, l'histoire de l'humanité a toujours été contée à travers des récits... »* Pendant des millénaires, les « livres sacrés » des religions ont propagé des histoires que l'histoire ne confirme pas et ça marche encore !

Le divertissement s'en mêle. Chaque année, à Moncrabeau, commune du Lot-et-Garonne, une académie des menteurs couronne celui des candidats qui a raconté l'histoire la plus crédible mais fausse !

Dans la pratique contemporaine, raconter une histoire, c'est développer une anecdote qui permet d'occulter l'essentiel. Après les publicitaires et les managers d'entreprises, les politiques en ont découvert la vertu, et pas seulement en période électorale.

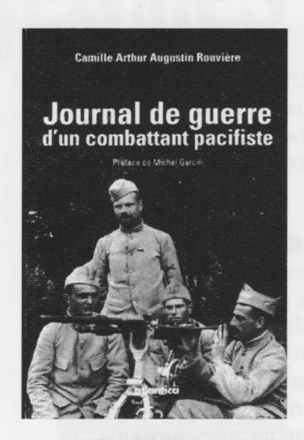
« Le storytelling [...] *plaque sur la réalité des récits artificiels, bloque les échanges, sature l'espace symbolique de séries et de "stories". Il ne raconte pas l'expérience passée, il trace les conduites et oriente les flux d'émotions... »*

On trouve l'application de cette définition dans la mise en page des journaux quotidiens, télévisés ou non, qui accordent plus d'importance aux faits divers souvent dramatisés qu'aux informations essentielles.

Susciter l'émotion c'est bloquer l'esprit critique. Les campagnes électorales suivies de victoire ou non, en sont l'illustration.

JJL

Un poilu contre la guerre



JOURNAL DE GUERRE D'UN COMBATTANT PACIFISTE
de Camille Arthur Augustin Rouvière
Éditions Atlantica-Séguiers, Biarritz-Paris, 2007, 333 p., 23 €

Ce témoignage est un peu hors du commun, par la durée des événements vécus, par la diversité des situations, par la qualité de son écriture, par l'esprit de l'auteur. Un pacifiste mitrailleur, ce n'est pas courant !

Camille Rouvière est loyal, et fait de son mieux son « travail » de soldat, tout en évitant au maximum, comme le faisait Barthas, d'utiliser son arme. Il comprend très rapidement que son véritable ennemi n'est pas son homologue allemand qu'on force comme lui à se battre dans des conditions inhumaines, mais la hiérarchie militaire, la politicaillerie, et les marchands d'armes évidemment.

Son utilisation à la fois de l'argot des tranchées et de celui des musiciens enlumine une écriture déjà très moderne par elle-même.

Il y a dans ce livre des réflexions très pertinentes sur l'organisation, sur la cheffaillerie, sur les embusqués, sur les cours martiales, sur les exécutions sommaires, sur des scènes de fraternisation, sur le patriotisme.

Son charisme lui vaut le respect et de ses supérieurs et de ses compagnons d'infortune. Le voilà *« cité pour son courage et sa camaraderie sous un bombardement en ligne »*. La camaraderie est un critère rarement utilisé en telles circonstances.

Camille explique à son meilleur copain : *« si nous n'écrivons point, nous, d'après nature, qui saura, plus tard ? Qui pourra apprendre* [...] *nous ? qui admettra que la guerre, c'est ça, seulement ça ? Préfères-tu que l'on nous* [...] *admire ? que l'on savoure éternellement la légende du "poilu", superbe d'esprit, au repos, ou à l'hôpital – et monstre de témérité, en ligne ? Eh ! eh ! tu tiendrais, peut-être, à ce que l'on ignore nos frousses, et notre absolu détachement des "buts de guerre", et notre haine de tout ce qui n'est pas la paix ? »*

À un copain qui espère que c'est vraiment la « der des ders » : *« Oui, si les pauvres cons, les bleus et les gris sont admis autour du tapis vert. Mais, j'en doute ! À moins qu'on ne refasse la révolution... »*

En septembre, visitant des maisons abandonnées et inévitablement pillées, Camille écrit : *« Pourtant, Verdunois, sevrez votre colère. Combien de vos chapardeurs qui ne sont plus que des matériaux, là-haut, sur l'épouvantable pourtour ! Combien, de ces prospecteurs de souvenirs, qui ne seront plus, tout à l'heure, que mortier brassé sans fin par les Krupp ! »*

C'est à chaque page, à chaque paragraphe de ce livre douloureux et pourtant jubilatoire (pour le lecteur s'entend) que Camille livre des réflexions pertinentes, mais qui pourraient le conduire au conseil de guerre.

Réaliste mais aussi poète. Il vient de nous émerveiller avec un paragraphe sur la reconquête précoce du champ de bataille par la nature, fleurs et buissons repoussant sur les cadavres et les ruines, qu'il termine ainsi : *« Des morts ont maintenant leurs bouquets... »* et il enchaîne sur le jour suivant (9 août 1917) : *« tandis que, féroce, l'homme reste lui-même : du côté de Concevreux, dans l'Aisne, on a fusillé 75 pauvres bougres du 59e. Puis, on les a enfouis dans de la chaux vive. »* Nous ne pouvons pas, bien sûr, citer ainsi tout le bouquin. Il tranche avec les journaux habituels de poilus.

Homme exceptionnel par sa bonté, son intelligence, sa compassion, Camille Rouvière, tout comme Louis Barthas, aurait pu déserter. Ni l'un ni l'autre ne l'a fait, malgré des motivations pourtant très fortes. Ceci peut nous démontrer qu'une fois engagé dans la guerre, il est quasiment impossible de s'en sortir, et qu'il serait certainement préférable de le faire avant. Certains anarchistes, pacifistes, ont fui à l'étranger au bon moment. Mais la partie était loin d'être gagnée pour eux ! Et c'est une autre histoire.

Cet excellent témoignage pourra servir à alimenter des débats dans les associations et en milieu scolaire. Il importe qu'il soit introduit dans les bibliothèques, c'est une pièce de choix.

Jean-François AMARY

Figures sorties de l'oubli



LE RÉSEAU D'ÉVASION DU GROUPE PONZAN
ANARCHISTES DANS LA GUERRE SECRÈTE CONTRE LE FRANQUISME ET LE NAZISME (1936 – 1944)
d'Antonio Téllez Solá
Éditions Le Coquelicot, 2008, 405 p., 22 €

Il est des destins oubliés et des mémoires occultées qu'il importe de redécouvrir, et cela réclame des efforts et beaucoup de curiosité. Fort heureusement, certaines éditions nous y aident. La révolution espagnole est riche de ces figures émouvantes et véritablement tragiques. Elles ressurgissent presque dans l'anonymat grâce à l'obstination de compagnons endossant l'habit d'historien. Elles ne sont devenues ni des mythes, ni des figures destinées à édifier les masses ou à sanctifier un parti ou une cause. Pourtant, leur vie est riche d'actions héroïques et porte la marque d'une fidélité à leurs idéaux politiques qui lui donne une dignité remarquable. De l'Aragon à la résistance, elles continuèrent leur combat, espérant pouvoir, un jour, réorganiser la résistance révolutionnaire en Espagne.

L'un des otages fusillés le 17 août 1944 à Buzet-sur-Tarn porte le nom de Francisco Ponzán Vidal. Sa photo donne un regard et une moue à tous ceux qui, victimes des amnésies, des réécritures, des falsifications et finalement de notre paresse, furent vaincus pour toujours puisque trop peu nombreux sont ceux qui se souviennent. Il naquit en 1911 à Oviedo. Dans les années trente, il rejoint la CNT, où désormais il militera jusqu'aux deux défaites, celle de la révolution et celle de la lutte contre le fascisme. Sa vie suivra donc le cours de la lutte politique des anarchistes espagnols. Pendant la guerre civile, il fit partie des commandos de renseignement de la CNT qui, sur le front d'Aragon, s'infiltraient derrière les lignes ennemies. Puis, en exil en France, pendant l'Occupation, il organisa un réseau d'évasion dont le sérieux et l'efficacité furent reconnus de tous. C'est dans ce contexte qu'il collabora avec les services secrets britanniques.

Antonio Téllez Solá nous livre un document riche, mais paradoxalement parfois elliptique, notamment au sujet du mouvement libertaire contre Ponzán. L'organisation considéra *« ses propres compagnons d'exil comme des éléments indésirables et suspects »*, et par conséquent les diffama et les discrédita au prétexte qu'ils collaborèrent avec les forces alliées dans la guerre contre le nazisme. Luxe de détails, abondance de témoignages, iconographie, notes diverses forment un ouvrage riche, pour ne pas dire copieux, qui suppose une bonne connaissance du contexte. La lecture n'est pas toujours facile, mais le sujet est captivant.

Jean-Luc DEBRY

L'ami Mirbeau

On n'en finira jamais de remettre à l'honneur le génie et la saine violence qui animent l'écriture d'Octave Mirbeau. Quand ce ne sont pas ses chroniques littéraires ou politiques qui sont republiées, c'est un roman méconnu qui resurgit et dont on ne peut interrompre la lecture, happé que l'on est par la force d'attraction de ce style dévastateur, énervé et sans concessions.

Publié à un moment charnière de la production romanesque de Mirbeau – soit entre l'échec de *Sébastien Roch* en 1890 et la sortie de son chef-d'œuvre, *Le journal d'une femme de chambre*, en 1901 – *Les mémoires de mon ami* est un récit bref, dont l'ironie de fond est noircie au charbon de la révolte. Le subterfuge d'une narration encadrée fait choir entre nos mains en même temps qu'entre celles d'un premier narrateur la confession d'une de ses vagues connaissances qui vient de décéder. Un ami, ce Charles L. ? Au mieux un attachant inconnu, croisé dans la rue tous les lustres, guère encombrant dans sa conversation, discret, secret même, et dont on ne s'attend guère à recevoir ainsi le journal intime, par le truchement d'une veuve éplorée. La malheureuse épouse ne se doute d'ailleurs absolument pas du contenu du manuscrit qu'elle abandonne, entre deux coups de trompe dans son mouchoir…

Après quatre pages de prologue, nous voilà donc plongés dans la confession d'un homme désireux de livrer ses pensées les plus profondes sur la société. Pourtant, Charles L. n'a extérieurement rien qui puisse le rapprocher d'un philosophe ou d'un révolutionnaire. C'est plutôt dans son for intérieur que ce modeste caissier se plaît à cultiver des rêves de rénovation sociale ou des débauches sardanapalesques. Par son inadéquation avec le monde de ses contemporains et son irréductible étrangeté, le personnage préfigure à maints égards le Meursault qui naîtra quelques décennies plus tard sous la plume de Camus.

La première partie du texte offrira une joie sans égale à qui sait goûter la hargne à l'état pur. Elle concerne le mariage résigné de Charles avec la fille subexistante d'un couple de boutiquiers : Rosalie. *« Sèche de peau, sèche de cœur, anguleuse et heurtée, les yeux gris comme deux boules de cendre, les cheveux rares et ternes, la poitrine insexuellement plate, elle avait, à vingt ans, l'aspect délabré d'une très vieille ruine ; sa laideur était si totale qu'elle était quelque chose de plus que la laideur, rien… rien… rien !… Je ne la regardais pas sans terreur, car ce fut le seul être qui me représenta, exactement, cette chose incompréhensible… Comment dirai-je !… oui, une chose "qui n'a pas été". »* La charge est féroce, énorme, partant désopilante. Elle culmine avec la scène de la nuit de noce où, empli de dégoût, gisant à côté de celle avec qui il doit passer le reste de ses jours, Charles lui dépeint l'amour comme *« une chose bien monotone, bien ennuyeuse, et, parfois, une bien sale chose… »*. Alors, plutôt que de s'agiter vainement pour obtenir un plaisir médiocre, pourquoi ne pas proposer la lecture de quelques pages de Pascal ? *« C'est un auteur admirable, plein de beautés effrayantes, et que vous ne comprendrez jamais… »* glisse-t-il alors à son laideron médusé.

L'histoire est menée de bout en bout sur un mode aussi féroce, et il suffit d'un peu plus de cent pages à Mirbeau pour passer à la moulinette toutes les institutions bourgeoises dont il fut l'insatiable ennemi : la famille, l'instruction, les tribunaux, le progrès, le profit. Arnaud Vareille, dans sa très bonne préface, a raison de souligner à quel point *Les mémoires de mon ami* s'interrompt *« de manière aussi inattendue que frustrante »*. S'il avait été amplifié, gageons que ce roman aurait rejoint le firmament de la production mirbellienne. Car son auteur a dépeint là un très approchant reflet de lui-même : un tempérament si empreint d'idéal qu'il est forcément voué à la déception.

Frédéric SAENEN

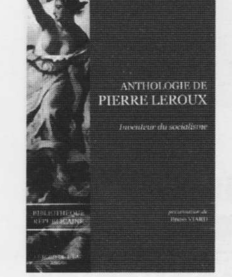


LES MÉMOIRES DE MON AMI
d'Octave Mirbeau
Éditions L'Arbre vengeur, 2007, 150 pp., 11 €

ANTHOLOGIE DE PIERRE LEROUX

Inventeur du socialisme. Présentation de Bruno Viard, Le bord de l'eau éditions, 2007, 472 p., 22 €

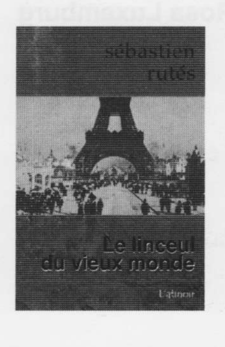
Considérant Pierre Leroux (1797-1871) comme le plus méconnu des penseurs socialistes, Bruno Viard propose une présentation de son œuvre dans laquelle il insiste sur l'originalité de son socialisme, *« républicain, libéral et "religieux" »*, difficilement audible durant un siècle et demi, en préambule de morceaux choisis dans l'ordre chronologique. Si l'on peut ne pas le suivre dans sa volonté d'en faire un auteur susceptible de répondre aux principales interrogations de l'homme d'aujourd'hui, il n'en reste pas moins que cette anthologie est utile pour mieux connaître et juger en connaissance de cause une œuvre immense et oubliée.



LE LINCEUL DU VIEUX MONDE

de Sébastien Rutès, L'atinoir, 2008, 174 p., 12 €

Ce court roman débute le 12 septembre 1899 autour du « fort Chabrol » – ce siège du journal antisémite et antidreyfusard de Jules Guérin, *L'Antijuif*, qui donnera une expression passée à la postérité – et se termine le 31 décembre 1900 alors que quelques anarchistes s'apprêtent à faire sauter la tour Eiffel pour symboliser l'écroulement du vieux monde avec l'entrée dans le nouveau siècle. Sur fond d'actualités d'époque, on y croise les protagonistes d'une affaire de mœurs visant des jeunes femmes piquées à l'entrejambe dans les tramways. On y assiste au déchaînement d'une grande presse toujours prête à stigmatiser ceux qui menacent l'ordre établi, surtout s'ils ne sont pour rien dans les désordres incriminés. On y voit une bourgeoisie décadente qui hésite entre l'abjection pure et simple et le grand guignol ridicule, mais prête à tout pour conserver ses privilèges. On sympathise avec de vieux anarchistes revenus de tout sauf de leur idéal et l'on découvre un Oscar Wilde plus vrai que nature dans son dernier exil parisien, loin de la geôle de Reading… Une lecture tout à fait adaptée à nos temps difficiles dans un début de siècle où, comme dans la fin d'un autre évoqué par l'auteur, la qualité la plus précieuse est sans doute de conserver, malgré tout, sa fidélité à des idéaux unanimement jugés comme dépassés.



L'Espagne des années soixante



MOUVEMENT IBÉRIQUE DE LIBÉRATION
MÉMOIRES DE REBELLES
de Jean-Claude Duhourcq, Antoine Madrigal
Éditions du CRAS, Toulouse, 2007, 382 p., 24 €

Le 2 mars 1974, Salvador Puig Antich est assassiné dans des conditions atroces par le régime franquiste agonisant. Heinz Chez, de son vrai nom Georg Michael Welzel, connaît le même sort, quelques minutes plus tôt. Il avait fui la dictature de l'Allemagne de l'Est pour être exécuté par une autre dictature. Le 27 septembre 1975, José Luis Sanchez Bravo Sollas, Humberto Francisco Baena Alonso, Ramon Garcia Sanz, membres du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote), Angel Otaegui Etxeberria et Juan Paredes Manot, membres de l'ETA, sont fusillés. Le 20 novembre de la même année, Franco meurt, enfin. Le 22 novembre, Juan Carlos prête serment devant les Cortez. En avril 1976, le militant révolutionnaire Oriol Solé est abattu sommairement par la garde civile après une tentative d'évasion spectaculaire qui échoua sur une route pluvieuse près de la frontière franco-espagnole. Trois balles tirées à moins de deux mètres, dira l'autopsie. La nouvelle constitution espagnole est votée en décembre 1978. Une page de l'histoire est tournée. Commence l'oubli, l'amnésie.

Qui se souvient de l'ébullition politique et sociale qui a agité l'Espagne des années soixante, qui se souvient des commissions ouvrières, de leurs grèves victorieuses ? On préfère, semble-t-il, une histoire plus conforme aux canons officiels ; une histoire bien encadrée par les poncifs de la transition démocratique ; une histoire qui fait la part belle au rôle des partis d'opposition traditionnelle. Et pourtant ! Lié à l'émergence d'un mouvement ouvrier radical à Barcelone, le MIL – Movimiento Ibérico de Liberación – fait partie aussi de cette histoire. On ne peut en faire l'économie. C'est pourquoi la lecture du livre intitulé *Mouvement Ibérique de Libération, Mémoires de rebelles* publié aux éditions CRAS est, en soi, un acte qui participe de la volonté de ne pas oublier. Dans cet ouvrage constitué de témoignages, parfois contradictoires, souvent émouvants, toujours vivants, les auteurs, Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, donnent la parole à ceux qui vécurent cette époque et qui, plus de vingt ans après les faits, voulurent bien raconter. Le livre repose principalement sur ces entretiens.

Aventure tragique qui courut sur un an, à peine. « *Les membres du MIL ne se sont pas battus*, nous expliquent-ils, *au nom d'une vengeance idéologique ou pour appliquer la théorie du prolétariat et attendre que ce dernier se mette en marche, mais parce qu'ils voulaient vivre* ». L'action se passe entre Barcelone et Toulouse. L'on y croise des jeunes gens animés par le désir brûlant d'aider concrètement les luttes ouvrières et de publier des textes révolutionnaires d'inspiration conseilliste. Soucieux de préserver leur autonomie, ils financent leurs activités politiques avec une série d'attaques de banques, en Catalogne. En août 1973, le groupe se dissout et dès septembre, ses membres sont arrêtés par la police franquiste.

À lire in memoriam.

JLD

Regard sur l'économie capitaliste du début du siècle

ROSA LUXEMBURG
introduction à l'économie politique
précédé de Rosa Luxemburg, l'histoire dans l'autre sens par Louis Janover
smolny

INTRODUCTION À L'ÉCONOMIE POLITIQUE
de Rosa Luxemburg
Smolny, 2008, 464 p., 17 €

Le collectif Smolny s'attache à rendre disponibles les contributions essentielles, dans toute leur diversité et leur complexité, de l'histoire du mouvement ouvrier, notamment celles de la gauche communiste, souvent négligées par l'édition traditionnelle. En tournant volontiers son regard vers l'œuvre d'Anton Pannekoek, il donne le ton.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la publication du texte *Introduction à l'économie politique* de Rosa Luxemburg. Il s'agit des cours qu'elle dispensa de 1907 à 1913 à l'école du Parti social-démocrate allemand. L'auteur, en marchant sur les traces de Marx, expose, dans un style limpide et didactique, mais sans pédantisme, une lecture personnelle et particulièrement érudite de l'économie politique dans un contexte de développement du système capitaliste. Les contradictions structurelles qu'il ne manque pas de produire y sont exposées avec soin. Le dernier chapitre consacré « à la mondialisation », comme on dirait aujourd'hui, sera, au regard des événements qui secouèrent l'Europe de 1914 à 1930, malgré la note d'espoir qui le clôt, particulièrement douloureux aux lecteurs actuels. L'analyse de Rosa Luxemburg est portée par la conviction que les contradictions d'un tel système économique ne pouvaient qu'aboutir à sa destruction, sous-estimant sans doute la puissance de la contre-révolution qui allait se mettre en route à Berlin en 1919 et à Moscou dès le début des années 1920. Elle aborde diverses formes d'organisations sociales et économiques, depuis le « communisme primitif ». Son traitement du travail-marchandise trouve dans notre actualité un écho qui en souligne toute la modernité.

La présence d'un sérieux appareil de notes apporte un heureux complément aux lecteurs attentifs et studieux. Ce texte fort peu connu en France (la première édition en langue française date de 1970) est précédé d'une présentation de Louis Janover (de nombreux textes de cet auteur sont disponibles aux éditions Sulliver). Il faut enfin saluer la remarquable chronologie (de 1857 à 1925) incluse en fin d'ouvrage. Elle place le propos dans un cadre historique et politique internationaliste particulièrement bienvenu. La présentation des journaux et organisations complète l'ensemble. À ce propos, il convient de signaler une présentation du KAPD, des syndicalistes révolutionnaires de l'AAU et des groupes oppositionnels qui, en marge et au sein du PCR, tentèrent de résister à la destruction du pouvoir des soviets au profit d'une bureaucratie centralisée. Elle comblera sans doute quelques oublis fâcheux dans notre connaissance des révolutionnaires de ce temps.

JLD

Commande (chèque à l'ordre de « SMOLNY », frais de port inclus) : SMOLNY, Bât. La Pastourelle, 47 route d'Espagne, 31100 TOULOUSE.

Lieux et passeurs d'idées de 68

Une fois passé le flot des livres obsolescents sur le quarantième anniversaire de Mai 68, il est temps de signaler tel ou tel ouvrage qui mérite l'attention. L'auteur de celui dont il va être question, professeur de sciences politiques à l'Université de Paris VIII et rédacteur à la revue *Esprit*, s'était pourtant malencontreusement signalé à l'attention en signant un manifeste d'intellectuels « de gauche » en faveur du plan Juppé alors que les cheminots entamaient leur mémorable grève de l'hiver 1995. Il a été aussi brièvement sous les feux de la rampe pour un petit livre qui fit quelque bruit, *Le rappel à l'ordre* (2002), qui marquait l'éclatement d'une nébuleuse intellectuelle qui avait fait la pluie et le beau temps depuis les années 1980, entre sociaux-libéraux et « nouveaux réactionnaires » – cette variante française des néoconservateurs d'outre-Atlantique[1].

Pourtant, malgré tout, Lindenberg est aussi l'auteur d'un beau livre au ton personnel qui mérite encore la lecture, *Le marxisme introuvable* (1975), consacré à l'introduction du marxisme en France durant les années 1880 et 1920, évoquant quelques figures intellectuelles aussi majeures que négligées, comme Georges Sorel et Lucien Herr.

Dans la même veine, il propose aujourd'hui une promenade originale dans le climat intellectuel des années 1960, d'abord en revisitant les lieux emblématiques de ce temps, de l'université (la cour de la Sorbonne, le Centre de sociologie européenne) aux locaux militants en passant par les librairies, les maisons d'édition, les cinémas, les théâtres ou la clinique de La Borde. Il revient ensuite sur les passeurs d'idées de ces années-là et des figures marquantes souvent oubliées comme Isidore Isou, Georg Lukacs, Amedeo Bordiga, Daniel Anselme et sa revue, les *Cahiers de mai*, sans oublier Georges Lapassade, « contemporain capital ».

Récusant à juste titre le poncif d'une « génération 68 », le livre ne vaut pas que pour les évocations de lieux et de figures négligés dans la doxa soixante-huitarde, mais soulève, en conclusion, un problème qui risque de revenir dans notre actualité, au-delà du plus ou moins mauvais goût des commémorations officielles : *« Si certains, jusqu'aux sommets de l'État, mettent tant d'empressement à "liquider" Mai 68, ne serait-ce pas parce qu'ils poursuivent derechef le rêve d'une révolution conservatrice qui tirerait son dynamisme d'une source antérieure à la modernité démocratique ? Oublier 1789, faire le procès des Lumières et liquider Mai ; il y a une cohérence dans cette série. »*

Charles JACQUIER

1. Lire Serge Halimi, « Un débat intellectuel en trompe-l'œil » dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2003 : http://www.monde-diplomatique.fr/2003/01/HALIMI/9807

Daniel Lindenberg

Choses vues

Une éducation politique autour de 68

Bartillat

CHOSES VUES (UNE ÉDUCATION POLITIQUE AUTOUR DE 68)
de Daniel Lindenberg
Bartillat, 2008, 238 p., 20 €

Sur les docks américains

L'antiaméricanisme primaire de gauche a pour tradition de dépeindre une classe ouvrière américaine embourgeoisée, égoïste et apathique. C'est pourtant bien vite oublier que l'Amérique a connu, depuis la fin du XIXe siècle, plusieurs immenses vagues de grèves ouvrières qui ont mis en jeu des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs, suscitant les pires craintes de la grande bourgeoisie.

C'est ce que rappelle cet intéressant roman au titre évocateur, qui dépeint tout particulièrement le milieu des dockers de Seattle, San Francisco et New York des années 1920 à 1950.

Le romancier retrace la vie d'un jeune ouvrier issu d'une famille d'origine italienne, syndicaliste et très combative. Le jeune, totalement hermétique à la révolte de son milieu, tenté par le proxénétisme, devient un informateur appointé du FBI, puis un syndicaliste véreux et pro-patronal. Il sera progressivement aspiré par la mafia, très implantée dans certains syndicats de dockers.

Le récit est émaillé de grèves dures, où l'on voit à l'œuvre les méthodes des grandes compagnies maritimes qui ne lésinent pas sur les moyens pour lutter contre les militants les plus combatifs. Ces derniers cherchent à organiser leurs camarades et à s'opposer à la volonté patronale d'imposer, par exemple, des augmentations de cadences (le « speed-up »). La répression policière est souvent féroce. Mais la grève, parfois, se généralise, au grand dam de certains syndicats qui pèsent également de tout leur poids (comme c'était alors le cas de l'AFL gompériste) pour endiguer les colères ouvrières. La violence et parfois le meurtre font partie de leurs méthodes de résolution des conflits !

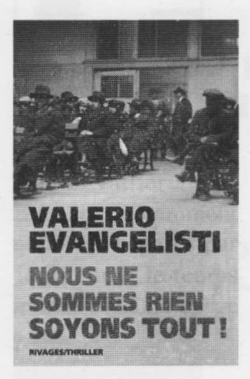
Certaines directions syndicales se montrent totalement corrompues. Elles jouent aussi de leur influence sur les travailleurs pour faire monter les enchères patronales et déclenchent parfois des grèves « sauvages » pour rappeler aux armateurs le danger qu'il y aurait à ne pas s'entendre avec elles.

L'AFL a alors pour principal ennemi les communistes qui s'avèrent, dans les années 1930, très combatifs (notamment dans le CIO), mais qui seront, pendant la Seconde Guerre mondiale, de véritables complices du grand patronat dans la mise en œuvre de l'économie de guerre. Toute grève sera alors interdite et les militants communistes se montreront les plus acharnés à lutter contre les revendications des travailleurs qui voient leurs conditions d'existence se détériorer rapidement.

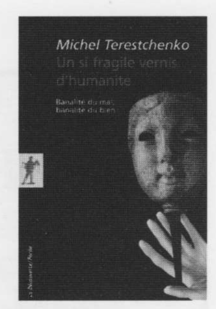
Le « héros » du roman, personnage abject et détestable, grimpe les échelons de la « combination » et n'hésite pas à faire le sale boulot pour éliminer ses adversaires sur les ports de New York. Il se montre aussi odieux vis-à-vis des femmes, victimes de ses fantasmes pervers, au point de susciter l'écœurement du lecteur. Car dans ces milieux corrompus où bonzes syndicaux et dirigeants de compagnies participent aux mêmes partouzes, les ouvriers et les femmes ne sont pas à la fête.

Enfin, on découvre encore qu'à l'époque de McCarthy, la lutte contre les communistes se double d'une volonté de débarrasser les ports de la mafia, dont le poids finit par gêner les compagnies. Elles refusent de subir le dictat de cet échelon intermédiaire entre elles et la masse des dockers. Mais l'épuration se limite à quelques têtes... tandis que les communistes feront l'objet d'une chasse systématique (voir à ce propos les *Mémoires d'un rouge* de Howard Fast). Pour compléter la lecture de ce roman très prenant, on pourra également lire *Le mouvement ouvrier américain (1867-1967)* de Daniel Guérin.

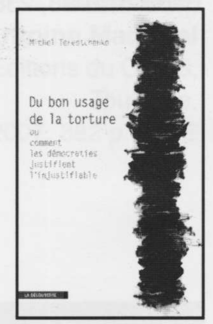
Guillaume DOIZY



NOUS NE SOMMES RIEN SOYONS TOUT !
de Valerio Evangelisti
Payot-Rivages, 2008, 384 p., 23 €



UN SI FRAGILE VERNIS D'HUMANITÉ
BANALITÉ DU MAL, BANALITÉ DU BIEN
de Michel Terestchenko
La Découverte, Recherche/Mauss, 2005, 308 p., 11,50 €



DU BON USAGE DE LA TORTURE
OU COMMENT LES DÉMOCRATIES JUSTIFIENT L'INJUSTIFIABLE
de Michel Terestchenko
La Découverte, 2008, 216 p., 15 €

Comportements humains face à l'autorité

Au terme des expériences qu'il relatait dans son désormais célèbre *Soumission à l'autorité* (Calmann-Lévy, 1974), Stanley Milgram avait établi cet effrayant constat : plus de la moitié des individus ordinaires sont prêts à torturer un inconnu sur la simple demande d'une personne revêtue d'un symbole de l'autorité (une blouse grise de technicien dans les expériences de Milgram) et sans qu'aucune menace ne s'exerce contre eux. Plusieurs recherches historiques, en particulier l'étude magistrale de Christopher Browning sur la participation du 101e bataillon de la police allemande à l'extermination des Juifs de Pologne (*Des hommes ordinaires*, Les Belles lettres, 2004, voir *Gavroche*, n° 145) ont depuis corroboré les observations de Milgram et permis de mieux comprendre les mécanismes qui entraînent des individus à commettre des crimes dont ils n'auraient jamais imaginé être capables.

Dans *Un si fragile vernis d'humanité*, Michel Terestchenko, philosophe, commence par éclairer l'enjeu du débat sur l'interprétation des conduites de soumission et de résistance : la remise en cause du postulat sur lequel la pensée occidentale se construit depuis trois siècles, à savoir que toute action humaine aurait pour seuls mobiles l'intérêt égoïste, ou l'altruisme sacrificiel. Avec, pour aboutissement, le triomphe de l'idéologie ultra-libérale qui prône le « chacun pour soi » tempéré d'action humanitaire.

La première partie du livre présente et analyse plusieurs ouvrages consacrés à la soumission à l'autorité : ceux de Milgram, de Browning, mais aussi le témoignage du commandant du camp de Treblinka (Gitta Sereny, *Au fond des ténèbres*, Denoël, 1975) ou encore « L'expérience de la prison de Stanford » (Philip Zimbardo, Christiana Malach, Craig Haney, « Stanford Prison Experiment », in Blass T., *Obedience to Authority, Current Perspective to the Current on the Milgram Paradigm*, 2000).

Après le « mal », Michel Terestchenko se penche sur le « bien » : quels mobiles animent les individus qui résistent au conformisme de groupe et désobéissent aux ordres au péril de leur vie ? En s'appuyant sur l'analyse des témoignages de plusieurs centaines de ceux qui sauvèrent des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale, il met en lumière un dénominateur commun aux « Justes ». S'ils répondent quasi unanimement *« Je ne pouvais pas faire autrement »* à la question : *« Pourquoi avez-vous risqué votre vie pour aider des inconnus ? »*, c'est que la personnalité de ces hommes et de ces femmes, « ordinaires » eux aussi, se fonde sur une « estime de soi » dont les critères essentiels sont l'altruisme et le désintéressement. Elle s'enracine dans *« des relations familiales faites d'affection et de confiance, un certain type d'éducation non autoritaire et qui transmette les valeurs de l'aide »*.

Mais si l'« absence à soi » ou la « présence à soi » conditionnent une décision initiale – se soumettre ou désobéir – sur laquelle un individu reviendra difficilement une fois engagé, n'en est-il pas de même pour les sociétés ? C'est le thème d'un nouveau livre : *Du bon usage de la torture, ou comment les démocraties justifient l'injustifiable*. Décryptant les arguments utilisés par les juristes du Pentagone pour justifier la torture dans la prison d'Abou Ghraib, Michel Terestchenko s'y interroge sur les conséquences d'une politique d'État qui institutionnalise la déshumanisation au nom de la défense des droits humains et de la démocratie.

Deux livres dans lesquels la philosophie, la sociologie et la psychologie viennent au chevet de l'histoire pour tenter de mieux comprendre les comportements des hommes et des sociétés.

François ROUX

NB : Michel Terestchenko est également l'auteur, avec Édouard Husson, d'une critique salutaire du détestable best-seller de Jonathan Littell, *Les Bienveillantes* (*Les Complaisantes : Jonathan Littell et l'écriture du mal*, F-G de Guibert, 2007).



« LE COMMUNISME, TOUT DE SUITE ! »
LE MOUVEMENT DES COMMUNES EN UKRAINE SOVIÉTIQUE (1919-1920)
d'Éric Aunoble
éditions Les Nuits rouges, 2008, 286 p., 18 €
http://les.nuits.rouges.free.fr

L'espoir communard

À peine deux mille gueux qui tentent, en pleine guerre civile, d'édifier l'utopie dans leurs villages d'Ukraine : tel est le sujet du livre d'Éric Aunoble. Sujet ténu semble-t-il, mais qui donne à voir la révolution russe sous un jour nouveau car on pénètre dans l'intimité du processus révolutionnaire grâce à l'usage d'archives locales tout à fait inédites (ce livre est tiré d'une thèse).

À ce niveau d'analyse, les paradoxes sont nombreux. La notion de commune, discutée dans l'intelligentsia révolutionnaire depuis le milieu du XIXe siècle, n'est pas réalisée, après octobre, par les populistes ni même par les anarchistes regroupés autour de Makhno. Ce sont les bolcheviks, ouvriéristes et centralisateurs, qui lui donnent vie en encourageant l'initiative des paysans les plus pauvres engagés dans autant de révolutions locales. Pendant quelques mois, la propriété, la famille et le cortège de dominations qu'elles traînent sont remises en cause par la pratique communarde de la démocratie directe, de l'égalité radicale et de la communion humaine. La réaction ne se fait pas attendre. Bien en deçà de la lutte entre généraux blancs et commissaires rouges, la masse paysanne, heureuse depuis le partage des terres d'enfin posséder quelque chose, se déchaîne contre les communes en de multiples et cruelles contre-révolutions.

Pour assurer le contrôle de l'Ukraine, les bolcheviks doivent en tenir compte et abandonner une bonne partie de leur programme d'émancipation. Ce compromis imposé très tôt au détriment des tentatives les plus radicales s'avère de mauvais augure. Il aide à comprendre la faillite ultérieure de l'expérience soviétique. Mais, plus que l'analyse rigoureuse d'un échec, ce livre est d'abord le récit passionné d'un espoir en acte.

GD

Une droite anticapitaliste

La catastrophe capitaliste connue comme « crise de 1929 » a suscité au cours de la décennie suivante diverses réflexions conduites dans des groupes sociaux et politiques différents, des anciens élèves de l'École polytechnique (« X-crise ») à la CGT, en passant par les chrétiens sociaux, Henri de Man en Belgique, *Esprit* en France, voire des indépendants réunis autour de l'écrivain Jules Romains (« Plan du 9 juillet 1934 »)[1]. La réforme du laisser-faire capitaliste était au centre des réflexions. L'organisation de l'économie constituait, avec des nuances, la solution. Certains ont pu y voir l'annonce d'une technocratie dont l'installation dans les allées du pouvoir a lieu au sein du gouvernement de Vichy[2]. On lui doit, en 1942, l'élaboration d'un « Plan décennal de l'économie nationale ».

Une revue – *Idées* – avait pour objectif de fournir un corpus théorique aux acteurs de la Révolution nationale. Révolution ou rupture ? La révolution n'est le plus souvent qu'un sursaut spontané provoqué par une étincelle dans un milieu explosif. Il est condamné d'avance par son impréparation. La rupture est une volonté élaborée de changement qui doit abolir un système contesté par une minorité agissante. Sa réussite est limitée par les fausses promesses qu'elle ne peut tenir et les intérêts individuels qu'elle ne satisfait pas suffisamment.

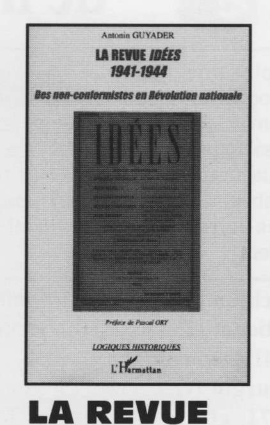
À Vichy en 1940, il s'agissait *« d'opérer un bouleversement tel que la France n'en avait pas connu dans son histoire depuis 1870, voire depuis 1789... »* écrivait Robert Paxton dans *La France de Vichy, 1940-1944*[3]. Des intellectuels, écrivains, essayistes, artistes, voire militants d'une droite entretenue depuis l'échec, en 1875, du retour à la monarchie qui a donné naissance à la IIIe République, collaboreront à *Idées*. On y retrouve la diversité d'opinions qui avait animé les groupes de réflexion de la décennie précédente. Certaines influences apparaissent, le socialisme non démocratique de Georges Sorel ou le nationalisme à ambition sociale de Maurice Barrès.

Bien que marquée à droite, la revue *Idées* réfute certes le marxisme athée, le scientisme et le matérialisme, mais elle dénonce aussi un capitalisme déshumanisant par l'individualisme qu'il engendre. La droite autoritaire apparaît lorsqu'il s'agit de livrer un programme de restauration fondé sur l'ordre, la liberté, l'effort et la hiérarchie et qui recommande l'intervention de l'État dans le domaine de l'économie. Autant de principes d'action politique que la suite de l'histoire a développés.

Forte d'un pouvoir qui se croyait assuré de la durée, cette droite avait lancé, en 1942, un projet de « Plan décennal de l'économie nationale ». C'était une première en France. Elle sera entretenue dans le cadre d'un Commissariat au plan créé en 1946 par le général de Gaulle, qui en rappelait deux décennies plus tard *« l'ardente obligation »*. On ne doit pas oublier ce que la réussite des fameuses "Trente glorieuses" doit à une organisation de l'économie nationale que le néolibéralisme a oubliée en restaurant la prééminence du marché, avec le succès que l'on sait.

Jean-Jacques LEDOS

1. Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30*, Le Seuil, 1969.
2. Philippe Bauchard, *Les technocrates et le pouvoir : X-crise, synarchie, CGT, clubs, 1931-1960*, Arthaud, 1966. Richard F. Kuisel, *Le capitalisme et l'État en France*, Gallimard, 1984.
3. Le Seuil, 1973.

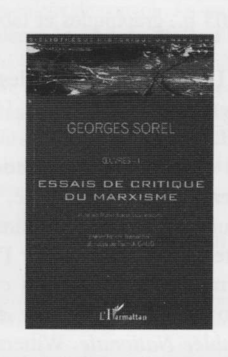


LA REVUE « IDÉES » 1941-1944
DES NON-CONFORMISTES EN RÉVOLUTION NATIONALE
d'Antonin Guyader
L'Harmattan,
coll. Logiques historiques,
2006, 358 p., 31 €

ESSAIS DE CRITIQUE DU MARXISME

et autres études sur la valeur-travail, de Georges Sorel, présentation, traduction et notes de Patrick Gaud, L'Harmattan, coll. Bibliothèque historique du marxisme, 2007, 380 p., 31 €

Publiés en Italie en 1903, les *Saggi di critica del marxismo* de Sorel n'avaient jamais été publiés en français. Leur auteur, alors plus lu et discuté dans ce pays que dans sa langue maternelle, s'y inscrivait dans le débat mil neuf cent autour de l'œuvre de Marx et de ses continuateurs, ou supposés tels, aux côtés de penseurs et de philosophes comme Edouard Bernstein, Benedetto Croce ou Antonio Labriola. Fin connaisseur de l'œuvre de Marx et critique attentif des erreurs et des simplifications du marxisme, il souhaitait dans cette étude *« débarrasser le matérialisme historique du caractère mystérieux et paradoxal que lui ont attribué des marxistes trop orthodoxes »*, car, *« si l'on veut que la science accepte ce qu'il y a de scientifique dans l'œuvre de Marx, il faut la purger des contresens, des fausses interprétations »* afin de *« la compléter et l'améliorer »*. Un programme toujours actuel pour tous ceux qui n'ont pas renoncé à comprendre la société afin de pouvoir la transformer au profit du plus grand nombre.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à *Gavroche* à partir du numéro 157
Un an (4 numéros) : 30 € – Étranger : 32 € (par avion)
Tarif spécial étudiant et chômeur : 20 € – Tarif de soutien : à partir de 35 €

Nom .... Prénom ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Scoop Presse – Gavroche, BP 863, 27008 Evreux Cedex



L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables... **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !**

Bachelin (Henri), P.-J. Proudhon socialiste national (1809-1865). Mercure de France, 1941, 2e édition, 155 p. . . . . 25 €

Bourgin (Georges), La guerre de 1870-1871 et la Commune. Les Éditions Nationales, 1947, première réédition en facsimile de l'édition de 1938, cartonnage rouge intitulé « La Commune » illustré d'un drapeau rouge à encadrement noir. viii, 441 p., iconographie de l'époque en noir ou en couleurs, index. Très bel ouvrage en très bon état . . . . 70 €

Brenan (Gérald), Le labyrinthe espagnol. *Origines sociales et politiques de la guerre civile.* Ruedo ibérico, 1962, broché avec jaquette, xviii, 280 p., illustrations hors texte couleurs dont une dépliante, index des noms . . . . 18 €

(Collectif), La véritable Révolution Sociale. *Par S. Faure, L. Barbedette, V. Méric et Voline.* Encyclopédie Anarchiste, 1933, 239 p., très bon état . . . . 20 €

Collinet (Michel), Essai sur la condition ouvrière (1900-1950). Éditions Ouvrières, 1951, 205 p., graphiques et tableaux dans le texte . . . . 15 €

Crété (Liliane), La traite des nègres sous l'Ancien Régime. Perrin, 1989, 329 p., index, état neuf . . . . 17 €

Delaisi (Francis), La démocratie et les financiers. La Guerre Sociale, 1910, 205 p., couverture légèrement salie, rare . . . . . . 20 €

Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871. *Édition contenant in extenso les trois volumes distribués à l'Assemblée Nationale.* Wittersheim & Cie, 1872, grand in-4 relié demi-peau éditeur, 590 p. sur 3 colonnes, table alphabétique, *« ouvrage essentiel pour l'étude de la Commune qui renferme beaucoup de documents »* selon Robert Le Quillec. Très bon état général sauf couverture légèrement défraîchie . . . . 130 €

Floréal, Hebdomadaire illustré du Monde du Travail. *Sous la direction de Paul Boncourt.* 2e semestre de la deuxième année (1921), n° 27 à 52, reliure d'éditeur en percaline brune, éphémérides, table des matières et des gravures. Intéressante revue bien reliée, parfait état . . . . 110 €

Follereau (Raoul), Donnez-moi deux bombardiers. *Comment la valeur de deux avions suffit à sauver des milliers de lépreux !...* Ordre de la Charité, 1957, plaquette de 60 p. avec ill. photogr. Hors texte . . . . 8 €

Gohier (Urbain), La Révolution vient-elle ? *Contre l'argent, sur la guerre...* Auteur, 1906, 305 p., couverture salie, rare . . . . 20 €

Groc (Raymond), De la guerre. Toulouse, Éditions du Bon Plaisir, 1934, maximes, réflexions et notes prises pendant la guerre entre 1916 et 1918, 198 p. . . . . 15 €

Jaurès (Jean), Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste. *Conférence faite le 10 février 1900 à Paris.* Librairie Populaire, 1926, 32 p., rare plaquette éditée par la SFIO . . . . 10 €

Laffargue (Jean), L'évêque et le préfet. Éditions ouvrières, 1971, 88 p. . . . . 10 €

Lagardelle (Hubert), Le socialisme ouvrier. *Collection des doctrines politiques.* Giard & Brière, 1911, xv, 424 p., rare ouvrage en parfait état. . . . . 30 €

Le Jeune (Jacques), Je ne tuerai pas. *Plaidoyer d'un objecteur de conscience.* Bruxelles, La Réconciliation, 1956, 364 p. (non coupé), index des citations, parfait état . . . . 12 €

Leroy (Maxime), Vers une république heureuse. Progrès civique, 1922, 380 p. (non coupé) . . . . 15 €

Lhéritier (Michel), Liberté (1789-1790). *Les Girondins, Bordeaux et la Révolution française.* La Renaissance du livre, 1947, 364 p., illustrations hors texte, bon état (léger manque au dos) . . . . 22 €

Lopez & Marrast, La poésie ibérique de combat. *Anthologie.* Pierre Jean Oswald, 1966, édition originale, 190 p. . . . . 12 €

Manfredonia (Gaetano), La lutte humaine. *Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme.* Le Monde Libertaire, 1994, 414 p., bibliographie et index, état neuf . . . . 15 €

Margueritte (Victor), La patrie humaine. Flammarion, 1931, 287 p. (non coupé), suivi de « appel aux consciences » et liste des signataires. . . . . 15 €

Matter (Paul), La Prusse et la Révolution de 1848. Félix Alcan, 1903, Bibliothèque d'Histoire Contemporaine, 304 p., index . . . . 30 €

Michaud (René), J'avais vingt ans. *Un jeune ouvrier au début du siècle.* Éditions syndicalistes, 1967, parfait état. . . . . 15 €

Pioch (Georges), Jaurès. Les Forgerons, 1918, édition originale tirée à 1 000 exemplaires à l'occasion du 4e anniversaire de sa mort, couverture déchirée en tête . . . . . . 20 €

Plat (Armand), La paysannerie française. Éditions du Scorpion, 1962, S.P., 250 p. (non coupé) . . . . 15 €

Recouly (Raymond), Les heures tragiques d'avant guerre. *Série de récits et témoignages dans l'Europe avant la guerre 14-18.* La Renaissance du Livre, 1922, 343 p. . . . . 15 €

Thomas (Bernard), La Bande à Bonnot. Tchou, 1968, 239 p., 16 planches reproduisant 40 documents photographiques, bibliographie . . . . 18 €

Vasseur (Daniel), Les débuts du mouvement ouvrier dans la région de Belfort-Montbéliard (1870-1914). Les Belles Lettres, 1967, Cahiers d'Études Comtoises 10, 179 p., sources et bibliographie . . . . 18 €

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe — 27000 EVREUX — Tél. 02 32 33 22 33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	4,00 €
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Marianne la caricaturale



MARIANNE DANS TOUS SES ÉTATS

LA RÉPUBLIQUE EN CARICATURE DE DAUMIER À PLANTU

de Guillaume Doizy et Jacky Houdré
éditions Alternatives, 2008, 145 p., 350 illustrations, 29 €

Une, deux, trois, quatre, cinq Républiques se sont succédé en France. On commémore en ce moment le cinquantenaire de la cinquième du nom, fondée par de Gaulle. Certains aspirent même à une sixième…

Depuis deux siècles, la République a constitué une idole pour les uns, un véritable démon pour les autres. Si aujourd'hui l'idée de République n'est plus un thème d'affrontement, Marianne, l'allégorie au bonnet rouge, a presque cessé également d'être un enjeu symbolique autant pour les partis que dans la conscience populaire. Ce n'était pas le cas en 1792, 1848 ou 1870, sous la Commune de Paris, dans les années 1880 ou pendant l'Affaire Dreyfus. Les affrontements politiques et sociaux étaient alors à leur comble. Lorsqu'un régime, voire un parti en chassait un autre, il lui fallait immédiatement afficher de nouveaux symboles. Quand une révolution durait assez longtemps elle érigeait des statues, diffusait des effigies (grâce au timbre-poste par exemple), lançait des concours auprès de ses artistes pour représenter la République, la Liberté, la Paix ou encore la France. On organisait des processions de chars lors des commémorations dans lesquelles les allégories en chair et en os, voire en carton-pâte se tenaient en bonne place.

Le dessin de presse a très vite reflété et alimenté les crises politiques. Mieux même, très tôt il s'est emparé de la figure de la République (qui prendra finalement le nom de Marianne) pour défendre un idéal, ou au contraire, combattre un régime honni, trop lié à la « populace », générateur de désordres, s'appuyant sur le suffrage universel (… masculin pendant longtemps) de citoyens sachant à peine lire, horreur !

Dans la presse satirique, qui naît véritablement avec Philipon et Daumier en 1830, Marianne a mille attitudes, porte en elle mille sentiments. Héroïne des barricades, elle offre son poitrail à ses adversaires qui tentent de la renverser ou de la faire disparaître dans les caveaux de l'histoire. Elle cristallise les aspirations de larges couches sociales mais reflète aussi parfois les dissensions au sommet du pouvoir.



Marianne demeure la figure la plus représentée de la caricature. Deux siècles d'âge et une unanimité pour ou contre elle l'ont rendue si célèbre, qu'elle se retrouve dans chaque journal politique, chaque feuille satirique illustrée. Que de charges en son honneur ou pour sa déchéance sous le pinceau ou le crayon des plus grands, Daumier, Gill, Alfred Le Petit, Forain, Caran d'Ache, Grandjouan, Cabrol, Sennep, Effel et Pinatel, ou encore plus proche de nous, Siné, Faizant, Plantu,…

Notons tout de même que l'allégorie de la République envahit littéralement la presse lorsque cette presse se fait vaillante, lorsque les crises sociales sont à leur apogée ou quand la censure faiblit. C'est sous la Troisième République que Marianne sera le plus abondamment représentée et caricaturée.

Jeune, vieille, enfant ou femme mûre, svelte et belle ou marâtre, combattante ou battue, généreuse et sociale ou « juive » et franc-maçonne, vivante ou morte, Marianne jouit de mille destins. Elle cristallise tous les affrontements idéologiques, s'adapte, tel un caméléon à toutes les sensibilités. Coiffée d'une couronne d'épis, elle sera conservatrice ; associée au bonnet phrygien elle portera une vision plus radicale, voire révolutionnaire. Tenant dans la main un drapeau rouge, voilà la Commune de Paris ou la fière anarchiste de la Belle Époque. Armée de son glaive, d'un fouet ou d'un fusil, elle symbolisera la lutte émancipatrice, égérie quasi « féministe » à la fin du XIXe siècle, dans un monde pourtant dominé par les hommes.

Mais grosse et enlaidie, elle représentera l'opportunisme dénoncé par les droites dans les années 1880, ou même par l'extrême gauche après 1900. C'est aussi la République que craint le *Pèlerin*, *La Croix*, et *le Pilori*, bref, tout ce que la France compte entre 1880 et 1940 de catholiques conservateurs. Un nez crochu, un tablier maçonnique, une faucille et un marteau dans les années 1920 compléteront alors sa vilaine apparence. Mais elle peut également se montrer tout autant nationaliste et guerrière, coloniale et répressive !

Marianne est un symbole complexe, comme on le voit dans ce livre. Tantôt figure de Liberté et de Révolution, elle peut représenter la République, mais également la France (espace géographique ou État, valeurs nationales). Le bonnet phrygien a été peu à peu adopté par tous, même les plus conservateurs (certains tracts de l'extrême droite montrent même Marianne en tchador pour suggérer l'islamisation !). La figure allégorique s'est progressivement banalisée, vidée de son sens révolutionnaire.



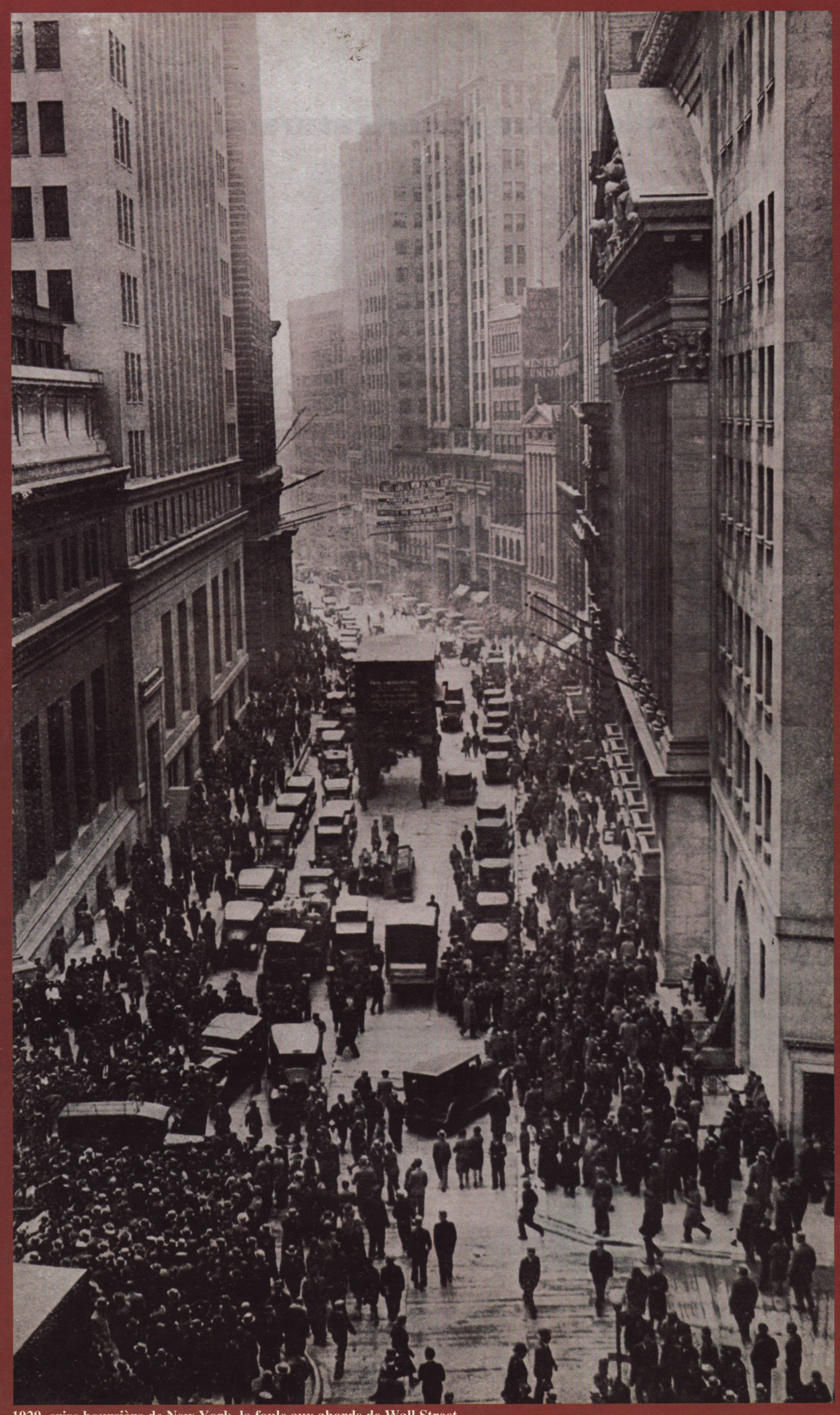
L'histoire de Marianne a été racontée par Maurice Agulhon, dans une magistrale trilogie[1], mais sans explorer de manière systématique le dessin de presse. Il restait à présenter ces illustrations tirées de journaux aussi irrévérencieux que corrosifs, parfois nauséabonds et prompts à diffuser des images de haine.

Cette histoire de Marianne-la-caricaturale précise un peu mieux le caractère passionnel des débats politiques qui ont traversé l'histoire de France depuis deux siècles, une histoire dont les représentations sont des enjeux de pouvoir. La caricature de Marianne donne à voir deux siècles d'histoire de la France « d'en bas », d'une France engagée, combative et populaire, passionnée par son destin. Une France souvent déchirée, écartelée dans ses conflits politiques et sociaux. Une France vivante à l'image de cette allégorie qui n'en finit pas de revenir sur le devant de la scène, encensée ou flétrie, mais toujours debout.

Guillaume DOIZY

1. Agulhon Maurice, *Marianne au Combat*, *Marianne au pouvoir*, *Les Métamorphoses de Marianne*, Flammarion.





1929, crise boursière de New York, la foule aux abords de Wall Street.